



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 21 JUIN 2016
GEMEENTERAAD VAN 21 JUNI 2016

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents	Marc-Jean Ghysseles, <i>Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter</i> ;
Aanwezig	Jean-Claude Englebert, Ahmed Quartassi, Francis Résimont, Marc Loewenstein, Françoise Père, Mariam El Hamidine, Saïd Tahri, Charles Spapens, Jutta Buyse, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Monique Langbord, Hassane Mokhtari, Camille Ronge, Nadia El Yousfi, Grégor Chapelle, Mohammed Sebbahi, Annie Richard, Stéphane Roberti, Rachid Barghouti, Isabelle Grippa, Abdelmalek Talhi, Magali Plovie, Alitia Angeli, Axel Criquelion, Nadine Pâques, Laurent Hacken, Denis Stokkink, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Betty Moens, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Michel Borcy, Corinne De Permentier, Catherine van Zeeland, Mostafa Bentaha, Christiane Defays,
Verontschuldigd	Christophe Nocent, Marie Arena, Evelyne Huytebroeck, Isabelle Gelas, Raphaël Lederer, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

La séance est ouverte et immédiatement fermée afin que le conseil puisse se réunir en huis-clos pour procéder à une audition disciplinaire.

L'audition disciplinaire se termine à 20h15.

Le conseil se réunit en séance publique.

Le conseil approuve le procès-verbal de la séance du 24 mai 2016.

Monsieur Roberti est désigné par le sort pour voter le premier aux votes par appel nominal.

De zitting wordt geopend en onmiddellijk gesloten opdat de Raad zou kunnen vergaderen in besloten zitting en om over te gaan tot een tuchtverhoor.

Het tuchtverhoor wordt beëindigd om 20u15.

De Raad vergadert in openbare zitting.

De raad keurt het proces-verbaal van de zitting van 24 mei 2016 goed.

De heer Roberti wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

PRÉVENTION & COHÉSION SOCIALE - PREVENTIE & SOCIALE COHESIE

Coordination générale - Algemene coördinatie

1 Service de Prévention - ASBL TRANSIT - Convention 2016 - Budget fédéral - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14 novembre 1983 sur les subventions accordées en vue de promouvoir les activités utiles à l'intérêt général ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 28 janvier 1985, prise en application de la loi du 14 novembre 1983 précitée ;

Considérant que l'A.S.B.L. TRANSIT reprise dans la décision ci-dessus a entièrement rempli les obligations prévues par ladite loi et par la délibération du Conseil Communal précitée ;

DECIDE,

D'approuver les termes de la convention ci-jointe conclue pour l'année 2016 entre la Commune de Forest et l'A.S.B.L. TRANSIT.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Preventiedienst - TRANSIT vzw - Overeenkomst 2016 - Federale begroting - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de toelagen toegekend ter bevordering van voor het algemeen belang dienstige activiteiten;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 28 januari 1985, genomen in toepassing van de voornoemde wet van 14 november 1983;

Overwegende dat de V.Z.W. TRANSIT, opgenomen in de bovengenoemde beslissing, haar verplichtingen voorzien door de bovengenoemde wet en door de voormelde beraadslaging van de Gemeenteraad, volledig is nagekomen;

BESLIST,

De termen van de hierbij bijgevoegde overeenkomst, afgesloten voor het jaar 2016 tussen de Gemeente Vorst en de V.Z.W. TRANSIT, goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Convention Transit 2016 FR.pdf, Convention Transit 2016 NL.pdf

TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW

Propriétés communales - Gemeentelijke Eigendommen

2 Propriétés communales - Appartement sis à Forest, avenue Zaman, 56/2 - Garantie bancaire dans le cadre du contrat de bail de résidence principale - Constitution - Approbation des texte et conditions.

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 26 janvier 2016 relative à la conclusion du bail de résidence principale d'un appartement sis à Forest, avenue Zaman, 56/2, pour la période du 1^{er} février 2016 au 31 janvier 2025, imposant la constitution d'une garantie bancaire de 2 mois ; la décision précitée est devenue exécutoire ;

Vu l'article 7 du bail précité prescrivant la constitution d'une garantie locative à concurrence d'un montant correspondant à deux mois de loyers, soit 1400,00 euros ;

Considérant que la garantie bancaire octroyée par Belfius Banque correspond à une forme de crédit ;

Vu la nécessité pour la Commune de Forest de faire constituer, à sa charge, une garantie bancaire appellable à la première demande d'un montant maximum de 1400,00 euros en capital, intérêts et accessoires, en faveur de Madame Dockx Nelly (représentée par sa fille Gistelinck Christine en vertu d'une procuration sous seing privé datée du 08 décembre 2015), demeurant Espace Cœur de Ville 4

bte 2 à 1340 Ottignies, pour la location d'un appartement situé au 2^{ème} étage dans l'immeuble sis avenue Zaman, 56 à 1190 Forest, conformément au contrat de bail conclu le 28 janvier 2016 ;

Vu la lettre du 29 avril 2016 par laquelle Belfius Banque accepte l'émission de ladite garantie bancaire appelable à première demande ;

Considérant que la Commune de Forest devra solliciter la garantie bancaire appelable à première demande à Belfius Banque SA, aux termes du texte ci-après et aux conditions qui y sont reprises, qu'il conviendra d'approuver :

A.« GARANTIE LOCATIVE A PREMIERE DEMANDE »

Il est fait référence au contrat de bail du 28 janvier 2016 par lequel Madame Dockx Nelly (bailleur), demeurant Espace Cœur de Ville 4 bte 2 à 1340 Ottignies, donne en location à la Commune de Forest (preneur), ayant son siège rue du Curé, 2 à 1190 Forest, un appartement situé au 2^{ème} étage dans l'immeuble sis avenue Zaman, 56 à 1190 Forest.

Ce bail prendra fin le 31 janvier 2025.

La bonne exécution des engagements du preneur doit être assurée par une garantie bancaire.

1. ENGAGEMENT

D'ordre et pour compte du preneur la banque Belfius Banque SA, ayant son siège Boulevard Pacheco, 44 à 1000 Bruxelles, s'engage irrévocablement et inconditionnellement à payer au bénéficiaire, à première demande de celui-ci, nonobstant toute opposition de quiconque et sans pouvoir soulever la moindre exception, le montant que le bénéficiaire lui aura réclamé, dans les limites et aux conditions suivantes :

2. MONTANT MAXIMUM ACTUEL

1400,00 euros en principal, intérêts et frais. Ce montant sera adapté automatiquement, sur demande expresse du bénéficiaire, conformément aux conditions particulières du bail, pour rester égal à 2 mois de loyer.

Tout paiement effectué par la banque en vertu de la présente garantie en diminuera d'autant le montant maximum.

3. ECHEANCE

La présente garantie est valable jusqu'au nonantième jour après l'échéance du bail (soit le 01.05.2025), après quoi la banque sera définitivement libérée de tout engagement qui en résulterait, même si le présent document ne lui a pas été restitué.

La garantie prendra fin avant son échéance en cas de restitution anticipée du présent document ou de libération accordée par lettre recommandée émanant du bénéficiaire.

4. APPEL A LA GARANTIE

Tout appel à la garantie devra, pour être valable, être adressé à la banque par lettre recommandée signée par le bénéficiaire et énonçant les raisons de l'appel.

5. BENEFICIAIRES

La garantie est émise au profit du bénéficiaire et ses ayants droits à quelque titre que ce soit. Elle ne pourra pas être mise en gage ni servir de sûreté en dehors de son objet pré-décrié.

En cas de modification du bailleur par suite de la cession de l'immeuble, la présente garantie sera cédée au nouveau propriétaire ou remplacée par une garantie identique, à son profit. Le nouveau propriétaire devra à cet effet adresser une lettre recommandée à la banque, dans les trois mois de la signature de l'acte authentique de transfert de propriété. La demande devra être accompagnée de l'accord écrit du preneur.

Cette garantie est régie par le droit belge. En cas de litige, compétence exclusive est donnée aux tribunaux de Bruxelles.»

B. CONDITIONS :

Belfius Banque émet la garantie bancaire appelable à première demande sous la responsabilité exclusive de la Commune de Forest. Cette responsabilité subsistera aussi longtemps que Belfius Banque ne sera pas déchargée expressément des engagements liés à la garantie émise.

Belfius Banque respectera les engagements découlant du texte de la garantie bancaire précitée approuvé par le Conseil Communal sans notification préalable à la Commune de Forest.

Belfius Banque indexera le montant de la garantie bancaire sur base d'une demande écrite du receveur communal, accompagnée des documents justificatifs. Dans ce cas, la lettre de garantie indexée sera envoyée par Belfius Banque au bénéficiaire sans nécessité d'une délibération du conseil communal. La commune recevra une attestation d'émission de cette garantie indexée.

La Commune de Forest sera redevable d'une commission de 0,75% l'an, calculée sur le montant de la garantie et ce, à compter de la date d'émission du document jusqu'à ce que Belfius Banque soit expressément déchargée de ses obligations de garantie.

La commission ne sera pas inférieure à 100,00 euros par an et sera prélevée d'office du compte courant de la Commune de Forest, chaque semestre, le 30 juin et le 31 décembre.

S'il est fait appel à la garantie bancaire, Belfius Banque est mandatée irrévocablement pour prélever d'office du compte courant de la Commune de Forest les montants payés de ce chef.

Si le disponible en compte courant s'avérait insuffisant pour payer la commission et/ou les montants dus au bénéficiaire de la garantie, à la suite d'un appel à la garantie, la Commune de Forest s'engage à verser immédiatement à Belfius Banque le montant nécessaire au remboursement de la dette.

En cas de retard de paiement de tout ou en partie des montants dus et ce conformément à l'article 6 joint à l'article 9 § 3 de l'A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, des intérêts de retard ainsi qu'une indemnité

pour les frais de recouvrement seront dus de plein droit et sans mise en demeure et calculés conformément à l'article 69 de cet A.R. .

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

1. de faire constituer, à charge de la Commune de Forest, une garantie bancaire appellable à la première demande d'un montant maximum de 1400,00 euros en capital, intérêts et accessoires, en faveur de Madame Dockx Nelly (représentée par sa fille Gistelinck Christine en vertu d'une procuration sous seing privé datée du 08.12.2015), demeurant Espace Cœur de Ville 4 bte 2 à 1340 Ottignies, pour la location d'un appartement situé au 2^{ème} étage dans l'immeuble sis avenue Zaman, 56 à 1190 Forest, conformément au contrat de bail conclu le 28.01.2016 ;

2. de solliciter la garantie bancaire appellable à première demande à Belfius Banque, aux termes du texte ci-après et aux conditions qui y sont reprises :

A.« GARANTIE LOCATIVE A PREMIERE DEMANDE »

Il est fait référence au contrat de bail du 28 janvier 2016 par lequel Madame Dockx Nelly (bailleur), demeurant Espace Cœur de Ville 4 bte 2 à 1340 Ottignies, donne en location à la Commune de Forest (preneur), ayant son siège rue du Curé, 2 à 1190 Forest, un appartement situé au 2^{ème} étage dans l'immeuble sis avenue Zaman, 56 à 1190 Forest.

Ce bail prendra fin le 31 janvier 2025.

La bonne exécution des engagements du preneur doit être assurée par une garantie bancaire.

1. ENGAGEMENT

D'ordre et pour compte du preneur la banque Belfius Banque SA, ayant son siège Boulevard Pacheco, 44 à 1000 Bruxelles, s'engage irrévocablement et inconditionnellement à payer au bénéficiaire, à première demande de celui-ci, nonobstant toute opposition de quiconque et sans pouvoir soulever la moindre exception, le montant que le bénéficiaire lui aura réclamé, dans les limites et aux conditions suivantes :

2. MONTANT MAXIMUM ACTUEL

1400,00 euros en principal, intérêts et frais. Ce montant sera adapté automatiquement, sur demande expresse du bénéficiaire, conformément aux conditions particulières du bail, pour rester égal à 2 mois de loyer.

Tout paiement effectué par la banque en vertu de la présente garantie en diminuera d'autant le montant maximum.

3. ECHEANCE

La présente garantie est valable jusqu'au nonantième jour après l'échéance du bail (soit le 01.05.2025), après quoi la banque sera définitivement libérée de tout engagement qui en résulterait, même si le présent document ne lui a pas été restitué.

La garantie prendra fin avant son échéance en cas de restitution anticipée du présent document ou de libération accordée par lettre recommandée émanant du bénéficiaire.

4. APPEL A LA GARANTIE

Tout appel à la garantie devra, pour être valable, être adressé à la banque par lettre recommandée signée par le bénéficiaire et énonçant les raisons de l'appel.

5. BENEFICIAIRES

La garantie est émise au profit du bénéficiaire et ses ayants droits à quelque titre que ce soit. Elle ne pourra pas être mise en gage ni servir de sûreté en dehors de son objet pré-décrit.

En cas de modification du bailleur par suite de la cession de l'immeuble, la présente garantie sera cédée au nouveau propriétaire ou remplacée par une garantie identique, à son profit. Le nouveau propriétaire devra à cet effet adresser une lettre recommandée à la banque, dans les trois mois de la signature de l'acte authentique de transfert de propriété. La demande devra être accompagnée de l'accord écrit du preneur.

Cette garantie est régie par le droit belge. En cas de litige, compétence exclusive est donnée aux tribunaux de Bruxelles.»

B.CONDITIONS :

Belfius Banque émet la garantie bancaire appellable à première demande sous la responsabilité exclusive de la Commune de Forest. Cette responsabilité subsistera aussi longtemps que Belfius Banque ne sera pas déchargée expressément des engagements liés à la garantie émise.

Belfius Banque respectera les engagements découlant du texte de la garantie bancaire précitée approuvé par le Conseil Communal sans notification préalable à la Commune de Forest.

Belfius Banque indexera le montant de la garantie bancaire sur base d'une demande écrite du receveur communal, accompagnée des documents justificatifs. Dans ce cas, la lettre de garantie indexée sera envoyée par Belfius Banque au bénéficiaire sans nécessité d'une délibération du conseil communal. La commune recevra une attestation d'émission de cette garantie indexée.

La Commune de Forest sera redevable d'une commission de 0,75% l'an, calculée sur le montant de la garantie et ce, à compter de la date d'émission du document jusqu'à ce que Belfius Banque soit expressément déchargée de ses obligations de garantie.

La commission ne sera pas inférieure à 100,00 euros par an et sera prélevée d'office du compte courant de la Commune de Forest, chaque semestre, le 30 juin et le 31 décembre.

S'il est fait appel à la garantie bancaire, Belfius Banque est mandatée irrévocablement pour prélever d'office du compte courant de la Commune de Forest les montants payés de ce chef.

Si le disponible en compte courant s'avérait insuffisant pour payer la commission et/ou les montants dus au bénéficiaire de la garantie, à la suite d'un appel à la garantie, la Commune de Forest s'engage à verser immédiatement à Belfius Banque le montant nécessaire au remboursement de la dette.

En cas de retard de paiement de tout ou en partie des montants dus et ce conformément à l'article 6 joint à l'article 9 § 3 de l'A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, des intérêts de retard ainsi qu'une indemnité pour les frais de recouvrement seront dus de plein droit et sans mise en demeure et calculés conformément à l'article 69 de cet A.R. .

3. d'approuver les termes du texte et des conditions repris au point 2 ci-dessus ;

4. d'inscrire la dépense annuelle relative à la commission de réservation à l'article 104/126-01/21 du service ordinaire du budget 2016 et suivants (0,75% en 2016) ;

5. de maintenir l'engagement du crédit jusqu'à la fin du contrat de bail et la libération de la garantie bancaire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Gemeente-eigendommen - Appartement gelegen te Vorst, Zamanlaan, 56/2 - Bankwaarborg in het raam van een huurovereenkomst van hoofdverblijfplaats - Samenstelling - Goedkeuring van de tekst en voorwaarden.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing d.d. 26 januari 2016 m.b.t. tot het sluiten van een huurovereenkomst van hoofdverblijfplaats van een appartement, gelegen te Vorst, Zamanlaan, 56/2, voor de periode van 01 februari 2016 t.e.m. 31 januari 2025, die het samenstellen van een huurwaarborg van 2 maanden oplegt; de voormelde beslissing is uitvoerbaar geworden;

Gelet op artikel 7 van voormelde huurovereenkomst, dat het samenstellen van een huurwaarborg, ten belope van een bedrag dat overeenstemt met twee maanden huurgeld, hetzij 1400,00 EUR, voorschrijft;

Overwegende dat de door Belfius Bank toegestane bankwaarborg overeenkomt met een vorm van krediet;

Overwegende dat het noodzakelijk is dat de gemeente Vorst te haren laste een bankwaarborg laat samenstellen die op het eerste verzoek opvraagbaar is voor een bedrag van maximaal 1400,00 EUR in hoofdsom, interest en bijkomende kosten, ten voordele van Mevrouw Dockx Nelly (vertegenwoordigd door haar dochter Gistelinc Christine krachtens een onderhandse volmacht dd. 08 december 2015),

wonende Espace Coeur de Ville 4 bus 2 te 1340 Ottignies voor de huur van een appartement op de 2^{de} verdieping in het gebouw dat gelegen is aan de Zamanlaan 56 te 1190 Vorst, conform de huurovereenkomst die werd gesloten op 28 januari 2016;

Gelet op de brief van 29 april 2016 waarbij Belfius Bank de uitgifte van de genoemde, op eerste verzoek opvraagbare bankwaarborg aanvaardt;

Overwegende dat de gemeente de op eerste verzoek opvraagbare bankwaarborg zal moeten vragen aan Belfius Bank NV, conform de hierna volgende tekst en de erin opgenomen voorwaarden, dewelke dienen goedgekeurd te worden;

A. “HUURWAARBORG OP EERSTE VERZOEK”

Er wordt verwezen naar de huurovereenkomst van 28 januari 2016 waarbij Mevrouw Dockx Nelly (de verhuurder), wonende Espace Coeur de Ville 4 bus 2 te 1340 Ottignies, aan de gemeente Vorst (de huurder), met maatschappelijke zetel aan de Pastoorstraat 2 in 1190 Vorst, een appartement op de 2^{de} verdieping verhuurt van het gebouw dat gelegen is aan de Zamanlaan 56 in 1190 Vorst.

Deze huurovereenkomst loopt ten einde op 31 januari 2025.

De goede uitvoering van de verbintenissen van de huurder moet worden verzekerd door middel van een bankwaarborg.

1. VERBINTENIS

In opdracht en voor rekening van de huurder verbindt Belfius Bank NV, met maatschappelijke zetel aan de Pachecolaan 44 in 1000 Brussel, zich er onherroepelijk en onvoorwaardelijk toe aan de begunstigde op diens eerste verzoek en in weerwil van elk verzet van wie ook en zonder daarbij de minste uitzondering te kunnen invoeren, het bedrag te betalen dat de begunstigde van hem zal hebben geëist, met inachtneming van de hierna vernoemde beperkingen en voorwaarden:

2. HUIDIG MAXIMUMBEDRAG

1400,00 EUR in hoofdsom, interest en kosten. Dit bedrag wordt automatisch aangepast op uitdrukkelijk verzoek van de begunstigde, conform de bijzondere huurvoorwaarden, en blijft gelijk aan 2 maanden huur.

Elke betaling door de bank krachtens deze waarborg vermindert het maximaal bedrag ten belope van het saldo van die betaling.

3. VERVALDAG

Deze waarborg is geldig tot de negentigste dag na het vervallen van de huurovereenkomst (nl. 01.05.2025), waarna de bank definitief bevrijd zal zijn van elke verbintenis die daaruit zou voortvloeien, ook als dit document niet aan haar zou zijn terugbezorgd.

De waarborg loopt ten einde vóór de vervaldag bij vroegtijdige teruggave van dit document of bij de vrijgave die wordt toegestaan d.m.v. een aangetekende brief die uitgaat van de begunstigde.

4. BEROEP OP DE WAARBORG

Om geldig te zijn, moet elk beroep op de waarborg gericht zijn aan het adres van de bank met een

aangetekend schrijven dat werd ondertekend door de begunstigde en waarin zijn redenen voor het beroep worden vermeld.

5. BEGUNSTIGDEN

De waarborg wordt uitgegeven ten voordele van de begunstigde en van diens rechthebbenden in welke hoedanigheid ook. Zij kan niet in pand worden gegeven, noch dienst doen als zekerheid buiten het hierboven omschreven voorwerp.

In geval van verandering van de verhuurder als gevolg van de verkoop van het gebouw, wordt deze waarborg overgedragen aan de nieuwe eigenaar of vervangen door een identieke waarborg te zijnen gunste. De nieuwe eigenaar moet daartoe een aangetekende brief sturen naar de bank binnen drie maanden na de ondertekening van de authentieke akte van eigendomsoverdracht. Dit verzoek moet vergezeld gaan van de schriftelijke toestemming van de huurder.

Deze waarborg valt onder het Belgisch recht. Bij geschillen zijn enkel de Brusselse rechtbanken bevoegd.

B. VOORWAARDEN

Belfius Bank geeft de op eerste verzoek opvraagbare bankwaarborg uit onder de uitsluitende verantwoordelijkheid van de Gemeente Vorst. Deze verantwoordelijkheid blijft bestaan zolang Belfius Bank niet uitdrukkelijk werd ontheven van zijn verbintenissen in verband met de uitgegeven waarborg.

Belfius Bank houdt zich aan de verbintenissen die voortvloeien uit de tekst van voornoemde bankwaarborg die werd goedgekeurd door de Gemeenteraad zonder voorafgaande kennisgeving aan de Gemeente Vorst.

Belfius Bank indexeert het bedrag van de bankwaarborg op basis van een schriftelijk verzoek van de gemeenteontvanger, waarbij de bewijskrachtige documenten gevoegd werden. In dat geval wordt de geïndexeerde waarborgbrief door Belfius Bank verstuurd aan de begunstigde zonder dat daarvoor een beraadslaging van de gemeenteraad nodig is. De gemeente ontvangt een attest van uitgifte van die geïndexeerde waarborg.

De gemeente Vorst is een provisie verschuldigd van 0,75 % per jaar, die berekend wordt op het bedrag van de waarborg vanaf de uitgiftedatum van het document totdat Belfius Bank uitdrukkelijk zal zijn ontheven van zijn verplichtingen inzake de waarborg.

De provisie zal niet lager liggen dan 100,00 EUR per jaar en wordt elk half jaar automatisch aangerekend op de rekening-courant van de Gemeente Vorst, nl. op 30 juni en 31 december.

Als er een beroep wordt gedaan op de bankwaarborg, heeft Belfius Bank een onherroepelijk mandaat om automatisch de in dat verband betaalde bedragen aan te rekenen op de rekening-courant van de gemeente Vorst.

Als het beschikbare bedrag op de rekening-courant ontoereikend zou zijn voor het betalen van de provisie en/of de bedragen die verschuldigd zijn aan de begunstigde van de waarborg, doordat een beroep wordt gedaan op de waarborg, verbindt de gemeente Vorst zich ertoe aan Belfius Bank onmiddellijk het bedrag te storten dat noodzakelijk is voor het terugbetalen van de schuld.

Bij gehele of gedeeltelijke laattijdige betaling van de verschuldigde bedragen en dit conform artikel 6 juncto artikel 9 § 3 van het K.B. van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zijn er interesten voor laattijdige betaling evenals een vergoeding voor invorderingskosten van rechtswege en zonder ingebrekestelling verschuldigd en berekend zoals voorzien in artikel 69 van datzelfde K.B..

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

1. een op het eerste verzoek opvraagbare bankwaarborg te laten samenstellen, ten laste van de Gemeente Vorst, voor een bedrag van maximaal 1400,00 EUR in hoofdsom, interest en bijkomende kosten, ten voordele van Mevrouw Dockx Nelly (vertegenwoordigd door haar dochter Gistelink Christine krachtens een onderhandse volmacht dd. 08 december 2015), wonende Espace Coeur de Ville 4 bus 2 te 1340 Ottignies voor de huur van een appartement op de 2^{de} verdieping in het gebouw dat gelegen is aan de Zamanlaan 56 te 1190 Vorst, conform de huurovereenkomst die werd gesloten op 28 januari 2016;
2. de op eerste verzoek opvraagbare bankwaarborg te vragen aan Belfius Bank, conform de hierna volgende tekst en de erin opgenomen voorwaarden:

A. "HUURWAARBORG OP EERSTE VERZOEK"

Er wordt verwezen naar de huurovereenkomst van 28 januari 2016 waarbij Mevrouw Dockx Nelly (de verhuurder), wonende Espace Coeur de Ville 4 bus 2 te 1340 Ottignies, aan de gemeente Vorst (de huurder), met maatschappelijke zetel aan de Pastoorstraat 2 in 1190 Vorst, een appartement op de 2^{de} verdieping verhuurt van het gebouw dat gelegen is aan de Zamanlaan 56 in 1190 Vorst.

Deze huurovereenkomst loopt ten einde op 31 januari 2025.

De goede uitvoering van de verbintenissen van de huurder moet worden verzekerd door middel van een bankwaarborg.

1. VERBINTENIS

In opdracht en voor rekening van de huurder verbindt Belfius Bank NV, met maatschappelijke zetel aan de Pachecolaan 44 in 1000 Brussel, zich er onherroepelijk en onvoorwaardelijk toe aan de begunstigde op diens eerste verzoek en in weerwil van elk verzet van wie ook en zonder daarbij de minste uitzondering te kunnen invoeren, het bedrag te betalen dat de begunstigde van hem zal hebben geëist, met inachtneming van de hierna vernoemde beperkingen en

voorwaarden:

2. HUIDIG MAXIMUMBEDRAG

1400,00 EUR in hoofdsom, interest en kosten. Dat bedrag wordt automatisch aangepast op uitdrukkelijk verzoek van de begunstigde, conform de bijzondere huurvoorwaarden, en blijft gelijk aan 2 maanden huur.

Elke betaling door de bank krachtens deze waarborg vermindert het maximaal bedrag ten belope van het saldo van die betaling.

3. VERVALDAG

Deze waarborg is geldig tot de negentigste dag na het vervallen van de huurovereenkomst (nl. op 01.05.2025), waarna de bank definitief bevrijd zal zijn van elke verbintenis die daaruit zou voortvloeien, ook als dit document niet aan haar zou zijn terugbezorgd.

De waarborg loopt ten einde vóór de vervaldag bij vroegtijdige teruggave van dit document of bij de vrijgave die wordt toegestaan d.m.v. een aangetekende brief die uitgaat van de begunstigde.

4. BEROEP OP DE WAARBORG

Om geldig te zijn, moet elk beroep op de waarborg gericht zijn aan het adres van de bank met een aangetekend schrijven dat werd ondertekend door de begunstigde en waarin zijn redenen voor het beroep worden vermeld.

5. BEGUNSTIGDEN

De waarborg wordt uitgegeven ten voordele van de begunstigde en van diens rechthebbenden in welke hoedanigheid ook. Zij kan niet in pand worden gegeven, noch dienst doen als zekerheid buiten het hierboven omschreven voorwerp.

In geval van verandering van de verhuurder als gevolg van de verkoop van het gebouw, wordt deze waarborg overgedragen aan de nieuwe eigenaar of vervangen door een identieke waarborg te zijnen gunste. De nieuwe eigenaar moet daartoe een aangetekende brief sturen naar de bank binnen drie maanden na de ondertekening van de authentieke akte van eigendomsoverdracht. Dat verzoek moet vergezeld gaan van de schriftelijke toestemming van de huurder.

Deze waarborg valt onder het Belgisch recht. Bij geschillen zijn enkel de Brusselse rechtbanken bevoegd.

B. VOORWAARDEN

Belfius Bank geeft de op eerste verzoek opvraagbare bankwaarborg uit onder de uitsluitende verantwoordelijkheid van de Gemeente Vorst. Die verantwoordelijkheid blijft bestaan zolang Belfius Bank niet uitdrukkelijk werd ontheven van zijn verbintenissen in verband met de uitgegeven waarborg.

Belfius Bank houdt zich aan de verbintenissen die voortvloeien uit de tekst van voornoemde

bankwaarborg die werd goedgekeurd door de Gemeenteraad zonder voorafgaande kennisgeving aan de Gemeente Vorst.

Belfius Bank indexeert het bedrag van de bankwaarborg op basis van een schriftelijk verzoek van de gemeenteontvanger, waarbij de bewijskrachtige documenten gevoegd werden. In dat geval wordt de geïndexeerde waarborgbrief door Belfius Bank verstuurd aan de begunstigde zonder dat daarvoor een beraadslaging van de gemeenteraad nodig is. De gemeente ontvangt een attest van uitgifte van die geïndexeerde waarborg.

De gemeente Vorst is een provisie verschuldigd van 0,75 % per jaar, die berekend wordt op het bedrag van de waarborg vanaf de uitgiftedatum van het document totdat Belfius Bank uitdrukkelijk zal zijn ontheven van zijn verplichtingen inzake de waarborg.

De provisie zal niet lager liggen dan 100,00 EUR per jaar en wordt elk half jaar automatisch aangerekend op de rekening-courant van de Gemeente Vorst, nl. op 30 juni en 31 december.

Als er een beroep wordt gedaan op de bankwaarborg, heeft Belfius Bank een onherroepelijk mandaat om automatisch de in dat verband betaalde bedragen aan te rekenen op de rekening-courant van de gemeente Vorst.

Als het beschikbare bedrag op de rekening-courant ontoereikend zou zijn voor het betalen van de provisie en/of de bedragen die verschuldigd zijn aan de begunstigde van de waarborg, doordat een beroep wordt gedaan op de waarborg, verbindt de gemeente Vorst zich ertoe aan Belfius Bank onmiddellijk het bedrag te storten dat noodzakelijk is voor het terugbetalen van de schuld.

Bij gehele of gedeeltelijke laattijdige betaling van de verschuldigde bedragen en dit conform artikel 6 juncto artikel 9 § 3 van het K.B. van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zijn er interesten voor laattijdige betaling evenals een vergoeding voor invorderingskosten van rechtswege en zonder ingebrekestelling verschuldigd en berekend zoals voorzien in artikel 69 van datzelfde K.B..

3. de hierboven in punt 2 vermelde bewoordingen van de tekst en van de voorwaarden goed te keuren;
4. de jaarlijkse uitgave m.b.t. de reserveringsprovisie op artikel 104/126-01/21 van de gewone dienst van de begroting 2016 en volgende (0,75% in 2016) in te schrijven;
5. de verbintenis van het krediet tot het eind van de huurovereenkomst en de vrijgave van de bankwaarborg te handhaven.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

3 Propriétés communales – Abri-buvette sis à Forest, avenue du Parc, 80 (Parc de Forest) – Occupation à titre précaire et à durée déterminée – Convention – Approbation.

LE CONSEIL,

Vu les mails du 16 mai 2016, adressés aux services communaux par Madame Alice BILLIET, rue de Terre Neuve, 25 à 1000 Bruxelles, en vue d'obtenir l'autorisation d'occuper l'abri-buvette sis à Forest, avenue du Parc, 80 (Parc de Forest) afin d'y organiser diverses activités, dont la vente de boissons et de nourriture ;

Vu le descriptif des activités et des évènements fourni par Madame BILLIET ;

Considérant qu'une convention à titre précaire et à durée déterminée (du 01^{er} juillet au 31 octobre 2016), dont le projet est joint au dossier, devrait être conclue avec Madame BILLIET ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

1. D'approuver les termes de la convention à titre précaire et à durée déterminée pour la période du 01^{er} juillet au 31 octobre 2016, à conclure avec Madame Alice BILLIET, rue de Terre Neuve, 25 à 1000 Bruxelles, en vue de l'obtention de l'autorisation d'occuper l'abri-buvette sis à Forest, avenue du Parc, 80 (Parc de Forest) afin d'y organiser diverses activités, dont la vente de boissons et de nourriture ;

2. De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, ainsi que de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de signer valablement la convention d'occupation pour la Commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Gemeente-eigendommen – Schuilplaats-drankgelegenheid gelegen te Vorst, Parklaan 80 (Park van Vorst) – Tijdelijk gebruik van bepaalde duur – Overeenkomst – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de mails d.d. 16 mei 2016, door Mevrouw Alice BILLIET, Nieuwlandstraat 25 te 1000 Brussel, gericht aan de gemeentediensten, met het oog op het bekomen van de toelating voor het

gebruik van de schuilplaats-drankgelegenheid gelegen te Vorst, Parklaan 80 (Park van Vorst), ten einde er allerlei activiteiten, waaronder de verkoop van drank en etenswaren, te organiseren;

Gelet op de door Mevrouw BILLIET geleverde beschrijving van de activiteiten en evenementen;

Overwegende dat er met Mevrouw Alice BILLIET een tijdelijke overeenkomst van bepaalde duur (van 01 juli tot 31 oktober 2016), waarvan het ontwerp bij dit dossier gevoegd is, zou moeten worden afgesloten;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

1. Goedkeuring te verlenen aan de bepalingen van de tijdelijke overeenkomst van bepaalde duur voor de periode van 01 juli tot 31 oktober 2016, af te sluiten met Mevrouw Alice BILLIET, Nieuwlandstraat 25 te 1000 Brussel, met het oog op het bekomen van de toelating voor het gebruik van de schuilplaats-drankgelegenheid gelegen te Vorst, Parklaan 80 (Park van Vorst), ten einde er allerlei activiteiten, waaronder de verkoop van drank en etenswaren, te organiseren;
2. Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, alsook door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te machtigen ten einde de gebruiksovereenkomst geldig te ondertekenen voor de Gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

Monsieur Hacken demande si un an n'est pas trop court, si l'exploitant va pouvoir récupérer ses frais sur une période si courte.

Monsieur Englebert répond qu'on ne peut pas se prononcer pour un plus long terme car il y a des projets de réaménagement dans le parc.

De heer Hacken vraagt zich af of een jaar niet te kort is, of de uitbater zijn gemaakte investeringskosten gaat kunnen terugwinnen binnen een zodanig korte termijn.

De heer Englebert antwoordt dat wij ons niet kunnen uitspreken voor een langere periode, want er zijn plannen om het park te herinrichten.

5 annexes / 5 bijlagen

Logements - Huisvesting

4 Logements – Contrat de quartier Abbaye – Projet « des logements sûrs, sains et accessibles grâce au droit de gestion publique » - Approbation de la convention cadre avec l’AISF et de la convention type avec le titulaire de droit réel – Mandats au collège.

LE CONSEIL,

Vu l’ordonnance du 17 juillet 2003 portant code Bruxellois du logement en particulier le chapitre II relatif au droit de gestion publique ;

Vu l’ordonnance du 28 janvier 2010 du Gouvernement de la région de Bruxelles Capitale organique de la revitalisation urbaine, en particulier l’article 16;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2014 approuvant le financement des opérations inscrites dans le programme du Contrat de Quartier Durable Abbaye (CQDAbbaye), en particulier le projet «des logements sûrs, sains et accessibles grâce au droit de gestion publique » porté par la Commune;

Vu la convention de partenariat signée le 29 octobre 2015 pour une période de 5 ans, débutant le 01/01/2016 entre l’Agence Immobilière Sociale de Forest (AISF) et la Commune agissant en vertu d’une décision du Conseil communal du 20 octobre 2015;

Considérant que le projet «des logements sûrs, sains et accessibles grâce au droit de gestion publique » poursuit un objectif de remise en conformité et remise en location de logements privés avec un loyer modéré aux ménages qui remplissent les conditions d’accès au logement social, objectif que poursuit également l’AISF;

Vu l’article 15 du code Bruxellois du logement qui permet l’exercice du droit de gestion publique par une agence immobilière sociale ou par un opérateur immobilier public sur le logement manifestement inoccupé, ou non occupé conformément à sa destination en logement depuis plus de douze mois consécutifs, sur le logement interdit à la location par la Direction de l’Inspection Régionale du Logement, à l’exception du logement occupé par son propriétaire ou titulaire du droit réel principal et sur le logement faisant l’objet d’un arrêté d’inhabitabilité du Bourgmestre;

Considérant que la Commune et l' AISF peuvent collaborer dans le projet « des logements sûrs, sains et accessibles grâce au droit de gestion publique »;

Considérant que certains propriétaires qui voudraient louer leur logement via l' AISF ne peuvent le faire, faute pour eux de pouvoir le mettre en conformité avec la législation;

Considérant que l' AISF ne peut pas avancer les frais nécessaires à ces mises en conformité;

Considérant que les primes à la rénovation dont peut bénéficier le propriétaire bailleur qui loue un logement de son patrimoine via une agence immobilière sociale ne couvrent qu' une partie de ces frais;

Considérant qu' il arrive que le loyer qu' une AIS peut offrir au propriétaire ne couvre que partiellement le remboursement de l' emprunt qu' il doit faire pour financer le solde des travaux;

Considérant que la Commune, avec le soutien de la Région sur le projet « des logements sûrs, sains et accessibles grâce au droit de gestion publique », peut avancer les frais nécessaires aux travaux de mise en conformité de biens privés situés dans le périmètre du contrat de quartier durable Abbaye mais qu' elle n' a pas vocation à les gérer si les titulaires de droits réels acceptent la mise en gestion publique;

Considérant que l' AISF est prête à s' engager à prendre ces biens en location;

Considérant que cette collaboration est complémentaire du droit de gestion publique que la Commune exercera seule dans les cas où le propriétaire ne manifeste aucune volonté de confier son bien à la gestion publique alors qu' il est inoccupé ou de l' améliorer alors qu' il est frappé d' inhabitabilité ou d' interdiction de mise en location;

Vu l' article 18 §2 alinea 3 du code bruxellois du logement, disposant que les logements gérés à la suite de la mise en oeuvre du droit de gestion publique, doivent être prioritairement proposés aux locataires amenés à quitter une habitation ne répondant pas aux normes de sécurité, de salubrité et d' équipement visées à l' article 4, et qui répondent aux conditions de revenus fixées en fonction de l' article 2, § 2, 2° et de propriété pour l' accès au logement social ;

Vu l' article 16 §3 de l' ordonnance organique susvisée prévoyant que les personnes qui occupaient le logement rénové dans le cadre d' un contrat de quartier avant les opérations de rénovation doivent y être relogés en priorité, pourvu que ces personnes répondent aux conditions de revenus fixées à l' article 34 1° a) de l' arrêté d' application de l' ordonnance;

Considérant que le projet envisage la prise en gestion publique de plusieurs logements de différents propriétaires ou titulaires du droit réel et qu' il est nécessaire d' approuver un contrat type de gestion publique tout en donnant au collège délégation pour finaliser et signer les contrats particuliers ;

Considérant que le Conseil aura à connaître du coût des travaux engagés par la Commune pour le compte des propriétaires ou titulaires du droit réel dès lors qu' ils seront soumis à marchés publics ;

DECIDE

d'approuver la convention cadre pour la gestion publique de logements dans le périmètre du contrat de quartier durable Abbaye entre la commune de Forest et l'ASBL AISF, telle qu'en annexe ;

de donner pouvoir au collège des bourgmestre et échevins, représenté par le bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, de signer ladite convention;

d'approuver le contrat type de gestion publique avec travaux à signer entre le titulaire de droit réel sur le logement pris en gestion et la commune de Forest, tel qu'en annexe ;

de donner pouvoir au collège des bourgmestre et échevins, représenté par le bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, d'approuver et de signer les contrats de gestion publique avec travaux suivant le contrat type.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Huisvesting – Wijkcontract Abdij – Project « van veilige, gezonde en toegankelijke woningen dankzij het openbaar beheersrecht » - Goedkeuring van de kaderovereenkomst met het SVKV en van de type-overeenkomst met de houder van zakelijk recht – Machtiging aan het college.

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode en in het bijzonder zijn hoofdstuk II betreffende het openbaar beheersrecht;

Gelet op de ordonnantie van 28 januari 2010 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende organisatie van de stedelijke herwaardering, in het bijzonder artikel 16;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 december 2014 tot goedkeuring van de operaties ingeschreven in het programma van het Duurzame Wijkcontract Abdij (DWCAbdij), in het bijzonder het project « van veilige, gezonde en toegankelijke woningen dankzij het openbaar beheersrecht » gedragen door de Gemeente;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst, ondertekend op 29 oktober 2015 voor een periode van 5 jaar met aanvang op 01/01/2016 tussen het Sociaal Verhuurkantoor van Vorst (SVKV) en de Gemeente, handelend in uitvoering van een beslissing van de Gemeenteraad van 20 oktober 2015;

Overwegende dat het project « van veilige, gezonde en toegankelijke woningen dankzij het openbaar beheersrecht » een doelstelling nastreeft om private woningen weer conform te maken en weer te verhuren tegen een gematigde huurprijs aan gezinnen die beantwoorden aan de toegangsvoorwaarden tot sociale huisvesting, doelstelling die eveneens wordt nagestreefd door het SVKV;

Gelet op artikel 15 van de Brusselse Huisvestingscode dat de uitoefening van het openbaar

beheersrecht mogelijk maakt door een sociaal verhuurkantoor of door een openbaar vastgoedbeheerder op de panden die duidelijk onbewoond zijn of niet bewoond conform hun bestemming als huisvesting sinds meer dan twaalf opeenvolgende maanden, op de panden die van de Directie Gewestelijke Huisvestingsinspectie een huurverbod hebben gekregen, met uitzondering van het pand bewoond door zijn eigenaar of houder van een zakelijk hoofdrecht en op de woningen die het voorwerp uitmaken van een onbewoonbaarheidsbesluit van de Burgemeester;

Overwegende dat de Gemeente en het SVKV kunnen samenwerken in het project « van veilige, gezonde en toegankelijke woningen dankzij het openbaar beheersrecht »;

Overwegende dat sommige eigenaars die hun woning zouden willen verhuren via het SVKV dit niet kunnen doen, aangezien ze de woning niet conform de wetgeving kunnen maken;

Overwegende dat het SVKV de kosten die nodig zijn voor deze conformiteitsstellingen niet kan voorschieten;

Overwegende dat de renovatiepremies waarvan de eigenaar-verhuurder die een woning van zijn patrimonium verhuurt via een sociaal verhuurkantoor gebruik kan maken, slechts een deel van deze kosten dekken;

Overwegende dat het voorkomt dat de huurprijs die een SVK kan bieden aan een eigenaar slechts gedeeltelijk de terugbetaling van de lening dekt die hij moet aangaan om het saldo van de werken te financieren;

Overwegende dat de Gemeente, met de steun van het Gewest, voor het project « van veilige, gezonde en toegankelijke woningen dankzij het openbaar beheersrecht » de kosten die nodig zijn voor de conformiteitswerken van private woningen gelegen binnen de perimeter van het Duurzame Wijkcontract Abdij kan voorschieten maar dat ze niet de taak heeft om deze te beheren indien de houders van een zakelijk recht aanvaarden om de woning in openbaar beheer te geven;

Overwegende dat het SVKV bereid is er zich toe te verbinden om deze woningen te huren;

Overwegende dat deze samenwerking een aanvulling is op het openbaar beheersrecht dat de Gemeente alleen zal uitoefenen in de gevallen waarin de eigenaar geen enkele wil toont om zijn goed toe te vertrouwen aan het openbaar beheer terwijl het onbewoond is of om er verbeteringen aan te brengen terwijl het onbewoonbaar verklaard werd of een huurverbod heeft;

Gelet op artikel 18 §2 lid 3 van de Brusselse huisvestingscode dat bepaalt dat de woningen, die na de uitoefening van het openbaar beheersrecht beheerd worden, bij voorrang aangeboden moeten worden aan de huurders die een woning moeten verlaten die niet voldoet aan de normen inzake veiligheid, gezondheid en uitrustingen bedoeld in artikel 4 en die voldoen aan de inkomensvoorwaarden die werden vastgesteld overeenkomstig artikel 2, § 2, 2° en de eigendomsvoorwaarden voor de toegang tot de sociale huisvesting;

Gelet op artikel 16 §3 van de bovenvermelde organieke ordonnantie dat voorziet dat de personen die vóór de renovatiewerken in het gebouw woonden dat gerenoveerd wordt in het kader van een wijkcontract, voorrang krijgen om de woning terug te betrekken, zolang deze personen voldoen aan de inkomensvoorwaarden die werden vastgesteld in artikel 34 1° a) van het toepassingsbesluit van de ordonnantie;

Overwegende dat het project het in openbaar beheer nemen overweegt van meerdere woningen van verschillende eigenaars of houders van een zakelijk recht en dat het noodzakelijk is een type-overeenkomst met betrekking tot het openbaar beheer goed te keuren waarbij aan het college volmacht gegeven wordt om de bijzondere overeenkomsten te voltooien en te ondertekenen;

Overwegende dat de Raad in kennis gesteld moet worden van de kostprijs van de werkzaamheden aangaan door de Gemeente voor rekening van de eigenaars of houders van een zakelijk recht aangezien ze onderworpen zullen worden aan overheidsopdrachten;

BESLIST:

goedkeuring te verlenen aan de kaderovereenkomst voor het openbaar beheer van woningen in de perimeter van het duurzame wijkcontract Abdij tussen de gemeente Vorst en de VZW SVKV, zoals opgenomen in bijlage;

het college van burgemeester en schepenen, vertegenwoordigd door de burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de voornoemde overeenkomst te ondertekenen;

goedkeuring te verlenen aan de type-overeenkomst van openbaar beheer met de uitvoering van werken te ondertekenen tussen de houder van een zakelijk recht op de woning die in beheer genomen wordt en de gemeente Vorst, zoals opgenomen in bijlage;

het college van burgemeester en schepenen, vertegenwoordigd door de burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de overeenkomsten van openbaar beheer met de uitvoering van werken te ondertekenen volgens de type-overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Monsieur Englebert explique que le droit de gestion publique permet à la commune de prendre un immeuble en gestion, d'éventuellement y réaliser des travaux, de mettre le bien en location au tarif AIS et de se rembourser par les loyers.

De heer Englebert legt uit dat het openbaar beheersrecht de gemeente toelaat om een gebouw te beheren, er eventueel werken in uit te voeren, het gebouw te verhuren onder het SVK-tarief en alzo de kosten terug te winnen met de huurgelden.

4 annexes / 4 bijlagen

160621 annexe 1 convention cadre gestion publique AISF.pdf, 160621 bijlage 1 SVKV kaderovereenkomst openbaar beheer.pdf, 160621 annexe 2 contrat type de gestion publique avec travaux.pdf, 160621 bijlage 2 type-overeenkomst van openbaar beheer met werken.pdf

Mobilité - Mobiliteit

5 Mobilité - Organisation du dimanche sans voitures 2016 - Approbation de l'accord des Bourgmestres.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment son article 117;

Vu l'accord conclu le 20 avril 2016 entre les bourgmestres des dix-neuf communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale;

Considérant que le 18 septembre 2016 aura lieu la « journée sans voiture »;

Considérant que le conseil communal décide de s'associer également à cet événement ;

Considérant qu'à cette occasion, seules les personnes et les véhicules autorisés pourront circuler sur tout le territoire des dix-neuf communes ;

Considérant qu'il convient dès lors d'assurer la cohérence dans la délivrance des autorisations ;

Considérant qu'à cet égard, une multiplication des démarches pour la personne désirant obtenir une autorisation risque de la dissuader de se conformer au règlement et, partant, de l'inciter à frauder ;

DECIDE:

D'approuver l'accord conclu 20 avril 2016 entre le bourgmestre de la commune de Forest et les bourgmestres des dix-huit autres communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Mobiliteit - Organisatie van de autoloze zondag 2016 - Goedkeuring van het akkoord tussen de Burgemeesters.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name artikel 117;

Gelet op het akkoord gesloten op 20 april 2016 tussen de burgemeesters van de negentien gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad;

Overwegende dat op 18 september 2016 de dag « zonder auto mobiel in de stad » plaatsvindt;

Overwegende dat de gemeenteraad beslist om zich ook bij dit evenement aan te sluiten;

Overwegende dat bij deze gelegenheid enkel de personen en de voertuigen die een toelating hebben verkregen, zich mogen verplaatsen over het hele grondgebied van de negentien gemeenten;

Overwegende dat dienovereenkomstig coherentie dient verzekerd bij de uitreiking van doorgangsbewijzen;

Overwegende dat een uitbreiding van het aantal stappen die men dient te ondernemen om een doorgangsbewijs te verkrijgen, een afradend effect kan hebben om het reglement na te leven en tot fraude kan aanzetten;

BESLIST:

Het akkoord dat op 20 april 2016 afgesloten werd tussen de burgemeester van de gemeente Vorst en de burgemeesters van de achttien andere gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

20160420_dimanche_sans_voiture_decision_confbourg.pdf

FINANCES - FINANCIËN

Centrale d'achat / Economat - Centraal Aankoop / Economaat

- 6 **Service central d'achats - Marchés publics divers - Approbation des conditions et du mode de passation des marchés - Application de l'article 234, al.3 de la nouvelle loi communale -**

Information.

LE CONSEIL,

Vu l'article 234, alinéa 3 de la Nouvelle loi communale en vertu duquel le conseil est informé des décisions du collège portant sur le choix du mode de passation et la fixation des conditions des marchés de travaux, de fournitures et de services que le collège a prises sur base de l'habilitation qui lui est conférée par cet alinéa ;

Considérant qu'il est indispensable de procéder à l'acquisition d'une armoire spécifique pour le service de la population pour la tenue des permis de conduire ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 19 mai 2016 de passer un marché de fournitures ayant pour objet "Armoire spécifique pour la tenue des permis de conduire pour le service population" par procédure négociée par facture acceptée, au montant estimé de 1.200,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que le marché public de fourniture de livres et revues prendra fin le 18 juin 2016 et qu'il y a lieu d'en relancer un nouveau ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 19 mai 2016 de passer un marché de fournitures ayant pour objet "Livres et revues" par procédure négociée sans publicité, au montant estimé de 60.000,00 €, 6% TVA comprise, pour un an ;

Considérant que ce dernier marché engage la Commune pour une durée d'un an mais qui s'étale sur plusieurs années budgétaires (2016 et 2017) et que, conformément à la jurisprudence récente et aux recommandations de Bruxelles Pouvoirs locaux, il n'a dès lors pas été considéré comme relevant de la gestion journalière de la commune (pas de délégation du conseil communal au collège des Bourgmestre et Échevins (art. 234, al. 2 NLC)) ;

Considérant que la décision relative au choix du mode de passation et à la fixation des conditions de ce marché a dès lors été prise par le Collège vertu de l'habilitation qui lui est conférée par l'article 234, al. 3 NLC et que le Conseil communal doit être informé de cette décision ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1^{er}, 1^o, a ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et

des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du Collège des bourgmestre et échevins :

1. décision du 19 mai 2016 de passer un marché de fournitures ayant pour objet “Armoire spécifique pour la tenue des permis de conduire pour le service population” par procédure négociée par facture acceptée, au montant estimé de 1.200,00 €, 21% TVA comprise,

2. décision du 19 mai 2016 de passer un marché de fournitures ayant pour objet “Livres et revues” par procédure négociée sans publicité, au montant estimé de 60.000,00 €, 6% TVA comprise, pour un an.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Centrale aankoopdienst - Verschillende overheidsopdrachten - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze van de opdrachten - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op artikel 234, 3de lid van de Nieuwe gemeentewet krachtens hetwelk de gemeenteraad in kennis gesteld wordt van de beslissingen, wat betreft de keuze van de gunningswijze en de vaststelling van de lastvoorwaarden van de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, die het college genomen heeft op basis van de bevoegdheid die hem door dit lid wordt toegekend;

Overwegende dat het noodzakelijk is om een specifieke kast voor het bijhouden van de rijbewijzen voor de bevolkingsdienst aan te kopen;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 19 mei 2016 om een opdracht voor leveringen op te starten met als voorwerp “Specifieke kast voor het bijhouden van de rijbewijzen voor de bevolkingsdienst” via onderhandelingsprocedure met aanvaarde factuur voor de raming van 1.200,00 €, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat de overheidsopdracht voor de levering van boeken en tijdschriften zal aflopen op 18 juni 2016 en dat er een nieuwe opdracht moet worden opgestart;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 19 mei 2016 om een opdracht voor leveringen op te starten met als voorwerp “Boeken en tijdschriften” via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking voor de raming van 60.000,00 €, 6% BTW inbegrepen, voor één jaar;

Overwegende dat deze laatste opdracht de Gemeente verbindt voor een looptijd van één jaar maar die verspreid is over meerdere begrotingsjaren (2016 en 2017) en dat, conform de recente rechtspraak en

de aanbevelingen van Brussel Plaatselijke Besturen, deze bijgevolg niet beschouwd werd als vallend onder het dagelijkse bestuur van de gemeente (geen delegatie van de gemeenteraad aan het college van Burgemeester en Schepenen (art. 234, 2^{de} lid NGW);

Overwegende dat de beslissing wat betreft de keuze van de gunningswijze en de vaststelling van de lastvoorwaarden van deze opdracht bijgevolg werd genomen door het College krachtens de machtiging die hem verleend wordt door artikel 234, 3^{de} lid NGW en dat de Gemeenteraad op de hoogte moet worden gebracht van deze beslissing;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen inzonderheid artikel 26, §1, 1^o, a;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 105;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

BESLIST,

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van burgemeester en schepenen:

1. beslissing van 19 mei 2016 om een opdracht voor leveringen op te starten met als voorwerp "Specifieke kast voor het bijhouden van de rijbewijzen voor de bevolkingsdienst" via onderhandelingsprocedure met aanvaarde factuur voor de raming van 1.200,00 €, 21% BTW inbegrepen,

2. beslissing van 19 mei 2016 om een opdracht voor leveringen op te starten met als voorwerp "Boeken en tijdschriften" via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking voor de raming van 60.000,00 €, 6% BTW inbegrepen, voor één jaar.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

VIE SOCIALE - SOCIAAL LEVEN

Sports - Sport

7 **Sports - Petit Palais des Sports - Remplacement d'un moteur de panneau de basket - Application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale - Prise d'acte.**

LE CONSEIL,

Attendu qu'un moteur de panneau de basket du Petit Palais des Sports sis à Forest, rue Roosendael, 2 est tombé subitement en panne ;

Attendu que ledit moteur est hors d'usage ;

Considérant qu'il est indispensable et impérieux de procéder à son remplacement au vu des nombreuses occupations des locaux dans le cadre de ces activités ;

Attendu que les équipements doivent être impérativement être en état de fonctionnement car ladite panne empêche, entre autres, les clubs de minifoot de jouer leur championnat ;

Vu l'urgence impérieuse et imprévisible ;

Considérant que la dépense est estimée à 3.368,80 € (TVAC) suivant le devis de la firme qui a installé les panneaux à commande électrique ;

Vu l'article 249 de la nouvelle loi communale ;

Attendu que seule la firme installatrice est à même de pouvoir garantir la bonne exécution des travaux à réaliser ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ainsi que ses arrêtés d'exécution particulièrement l'article 26 § 1 1° f de la loi et l'article 122 de l'A.R. du 8 janvier 1996 ;

DECIDE :

de prendre acte de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 12 avril 2016 faisant application de l'article 249 de la nouvelle loi communale et faisant choix de la procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 §1, 1°, f pour le remplacement d'un moteur de panneau de basket auprès de la firme Allard sa sise Zoning Artisanal de Weyler, 28 à 6700 Arlon aux conditions de l'offre du 24 mars 2016, soit un montant de 3.363,80 € TVA, port et installation compris ;

d'admettre la dépense et l'inscrire à l'article 764/724-60 /26 du service extraordinaire du budget 2016 ;

de financer cette dépense par un emprunt ;

de demander les crédits nécessaires lors des prochaines modifications budgétaires.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Sportdienst - Klein Sportpaleis - Vervanging van een motor van een basketbalbord - Toepassing van artikel 249 van de NGW - Akteneming.

DE RAAD,

Overwegende dat een motor van een basketbalbord in het Kleine Sportpaleis gelegen Roosendaelstraat, 2 te Vorst, plotseling defect is geraakt;

Overwegende dat de bovengenoemde motor buiten gebruik is;

Overwegende dat het noodzakelijk en dringend is om over te gaan tot de vervanging ervan aangezien de lokalen veelvuldig gebruikt worden in het kader van deze activiteiten;

Overwegende dat de uitrustingen verplicht in goede staat van werking moeten zijn want het bovengenoemde defect verhindert, ondermeer, de mini-voetbalclubs om hun kampioenschap te spelen;

Gelet op de dringende en onvoorzienbare noodzaak;

Overwegende dat de uitgave geraamd wordt op 3.368.80 € (incl. BTW) volgens de prijsofferte van de firma die de borden met elektrische bediening geïnstalleerd heeft;

Gelet op artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat alleen de installatiefirma in staat is om de goede uitvoering van de nodige werken te waarborgen;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, alsook haar uitvoeringsbesluiten, inzonderheid artikel 26 § 1, 1^o, f) van de wet en artikel 122 van het K.B. van 8 januari 1996;

BESLIST :

akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 12 april 2016 waarbij toepassing wordt gemaakt van artikel 249 van de nieuwe gemeentewet en waarbij gekozen wordt voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking conform de bepalingen van artikel 26 § 1, 1^o f) voor de vervanging van een motor van een basketbalbord bij de firma Allard nv gelegen Zoning Artisanal de Weyler, 28 te 6700 Arlon aan de voorwaarden van de offerte van 24 maart 2016, namelijk voor een bedrag van 3.363,80 € BTW, vervoer en installatie inbegrepen;

in te stemmen met de uitgave en ze in te schrijven op artikel 764/724-60/26 van de buitengewone dienst van de begroting 2016;

deze uitgave te financieren door een lening;

de nodige kredieten te vragen tijdens de volgende begrotingswijzingen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

8 Sports - Bempt - Convention d'occupation.

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 24 mars 2015 portant règlement-redevances relatives à l'occupation des installations et locaux omnisports communaux ;

Vu sa décision du 30 juin 2015 portant règlement d'ordre intérieur du centre sportif du Bempt ;

Vu plus particulièrement l' article 14 du dit règlement d'ordre intérieur ici cité pour mémoire "Les clubs locataires ainsi que les joueurs, sont tenus de respecter strictement les terrains et les heures d'occupation qui leur ont été octroyés par les Autorités communales. Chaque occupant devra pour pouvoir avoir accès aux infrastructures sportives s'acquitter au préalable des frais d'utilisation des vestiaires, les douches et autres charges. Les montants seront calculés et présentés par le concessionnaire au Collège des Bourgmestre et Echevins pour validation" ;

Attendu qu'il est judicieux d'établir une convention avec les clubs occupants le Bempt afin qu'ils s'acquittent des redevances d'occupation des terrains auprès de la Commune de Forest d'une part et, de la location des vestiaires auprès du concessionnaire désigné d'autre part ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- 1) Approuver les termes de la convention qui restera annexée aux présentes;
- 2) De désigner Monsieur le Bourgmestre ou son remplaçant assisté de Madame la Secrétaire communale pour représenter valablement la Commune de Forest à ladite convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Sportdienst - Bempt – Gebruiksovereenkomst.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 24 maart 2015 houdende retributiereglement voor het gebruik van de gemeentelijke installaties en omnisportzalen;

Gelet op zijn beslissing van 30 juni 2015 houdende reglement van interne orde van het sportcentrum van de Bempt;

Gelet in het bijzonder op artikel 14 van bovengenoemd reglement van interne orde, hier ter herinnering vermeld "De hurende clubs alsook de spelers zijn verplicht de terreinen en de gebruiksuren, die hen werden toegekend door de gemeentelijke overheid, nauwgezet na te leven. Om toegang te krijgen tot de sportinfrastructuur moet iedere gebruiker vooraf de gebruikskosten van de kleedkamers, de douches en andere lasten betalen. De bedragen zullen worden berekend en door de concessiehouder ter bekrachtiging worden voorgelegd aan het College van Burgemeester en Schepenen.";

Overwegende dat het verstandig is om een overeenkomst op te stellen met de clubs die de Bempt gebruiken opdat ze enerzijds de retributies voor het gebruik van de terreinen betalen aan de Gemeente Vorst en anderzijds de retributies voor de huur van de kleedkamers aan de aangestelde concessiehouder;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- 1) De bepalingen van de overeenkomst, opgenomen in bijlage, goed te keuren;
- 2) De heer Burgemeester of zijn vervanger, bijgestaan door mevrouw de Gemeentesecretaris aan te stellen om de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij voornoemde overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Monsieur Hacken dit qu'il y beaucoup de remous à cause des montants qu'on réclame aux clubs. Il veut en savoir plus.

Monsieur Quartassi répond que les montants réclamés sont calculés sur base d'une liste de charges que le concessionnaire a remise à l'administration. Certaines charges moins objectives n'ont pas été prises en compte. On a uniquement pris en compte les charges réelles, ce qui a amené à un calcul de 110 € par demi-heure par club par saison. Les clubs ont été bien informés. Certains ont réglé les montants réclamés, d'autres rechignent. Cette convention plus formelle garantira que les

clubs respectent leurs devoirs.

Monsieur Hacken demande si le collège ne trouve pas que 110 € est beaucoup pour certains petits clubs.

Monsieur Ghyssele précise que c'est 110 € par saison, donc on arrive à trois ou quatre euros par heure d'occupation. Il demande si cela est cher.

Monsieur Hacken répond qu'à priori, non.

Monsieur Quartassi précise que ces tarifs sont parmi les plus bas en Région bruxelloise.

De heer Hacken zegt dat er veel opschudding is ontstaan door de bedragen die aan de clubs worden aangerekend. Hij wil er meer over weten.

De heer Quartassi antwoordt dat de bedragen berekend werden op basis van een lijst die de concessiehouder aan het bestuur heeft overgemaakt. Bepaalde lasten die minder objectief waren, werden niet in rekening genomen. Men heeft enkel met de reële kosten rekening gehouden. Door de berekening komt men op een bedrag van 110 € per club per halfuur voor een heel seizoen. De clubs werden goed ingelicht. Sommigen hebben de verschuldigde bedragen betaald, anderen zijn niet tevreden. Deze formele overeenkomst zal meer garanties bieden opdat de clubs hun verplichtingen nakomen.

De heer Hacken vraagt of het college niet vindt dat 110 € duur is voor kleine clubs.

De heer Ghyssele preciseert dat dit 110 € per seizoen is, dat brengt het bedrag op 3 of 4 euro per uur van gebruik. Hij vraagt of dit veel is.

De heer Hacken antwoordt dat dit in principe niet duur is.

De heer Quartassi preciseert dat de tarieven bij de laagste zijn in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

6 annexes / 6 bijlagen

Bempt - Convention d'occupation MODELE_NL.pdf, BEMPT ROI_NL.pdf, Bempt - Convention d'occupation MODELE.pdf, Sports - Règlement du 24 mars 2015 NL.pdf, Sports - Règlement du 24 mars 2015 FR.pdf, BEMPT ROI.pdf

RECETTES - ONTVANGSTEN

9 **Finances - Procès-verbal de vérification de caisse – 4ème trimestre 2015.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale;

PREND ACTE du procès-verbal de vérification de la caisse communale établi le **31 décembre 2015**;

A cette date, le solde des différents comptes se présentait comme suit:

Compte courant (Belfius)	+	109.273,00
Comptes fonds emprunts et subsides (Belfius)	+	3.761,76
Carnet de compte (Belfius)	+	6.187.045,00
Comptes d'ouvertures de crédits (Belfius)	+	0,00
Compte à vue (BNP Paribas Fortis)	+	31.792,59
Compte épargne plus (BNP Paribas Fortis)	+	1.000.000,00
Compte épargne (BNP Paribas Fortis)	+	2.208.774,00
Compte à vue (ING)	+	4.516,94
Livret vert (ING)	+	0,00
Compte postchèque	-	23,49
Caisse centrale Receveur	+	33.039,15

		9.578.178,95

L'avoir positif de 9.578.178,95€ a été justifié.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Financiën - Proces-verbaal van kasnazicht – 4de trimester 2015.

DE RAAD,

Gelet op artikel 131 van de nieuwe gemeentewet;

NEEMT AKTE van het proces-verbaal van onderzoek der gemeentekas opgemaakt op **31 december 2015**;

Op deze datum zag het saldo van de verschillende rekeningen er als volgt uit :

Rekening-courant (Belfius)	+	109.273,00
Rekening toelagen en leningsgelden (Belfius)	+	3.761,76
Rekeningboekje (Belfius)	+	6.187.045,00
Kredietopeningen rekeningen (Belfius)	+	0,00
Zichtrekening (BNP Paribas Fortis)	+	31.792,59
Spaarrekening plus (BNP Paribas Fortis)	+	1.000.000,00
Spaarrekening (BNP Paribas Fortis)	+	2.208.774,00
Zichtrekening (ING)	+	4.516,94
Groen boekje (ING)	+	0,00
Postchequerekening	-	23,49
Centrale kas Ontvanger	+	33.039,15

		9.578.178,95

Het positief vermogen van 9.578.178,95€ werd verantwoord.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

FINANCES - FINANCIËN

Comptabilité et facturation - Boekhouding en facturatie

10 Finances – Octroi et emploi des subventions - Règlement.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117, 119 et 123 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité juridique aux ASBL telle que modifiée par la loi du 2 mai 2002 ;

Vu l'Arrêté Royal du 19 décembre 2003 relatif aux obligations comptables et à la publicité des comptes annuels de certaines ASBL ;

Vu la circulaire du 30 novembre 2006 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale relative à la loi du 14 novembre 1983 précitée ;

Considérant que lors de la réponse donnée le 13 février 1996 à une question parlementaire le texte suivant a été repris : « la définition que l'article 2 de la loi du 14 novembre 1983 précitée donne de la subvention indique que **la finalité d'intérêt général est de l'essence de la notion de subvention**, dès l'instant où celle-ci est envisagée dans le contexte des règles de droit public. ... Qu'une des caractéristiques de la subvention est d'être remise en vue d'assurer l'exercice d'activités que l'autorité juge utiles à l'intérêt général ... On peut dès lors légitimement considérer qu'il n'est pas satisfait à l'exigence de finalité d'intérêt général dès lors que le demandeur d'un subside dispose de réserves financières propres.» ;

Vu la circulaire sur les budgets communaux 2009 mentionnant que les communes veilleront à appliquer les dispositions reprises dans la loi du 14 novembre 1983 et ajusteront le subside en fonction du compte de résultats et de la trésorerie de l'association, afin que celle-ci ne dégage pas de boni ou de réserve grâce à la contribution communale ;

Considérant l'existence sur le territoire communal de nombreuses personnes morales ou d'associations de fait dont les activités, sur le plan de l'animation culturelle, artistique, pédagogique ou sportive ou sur le plan social, revêtent un intérêt certain pour notre commune ;

Considérant que les subventions octroyées par l'administration communale ne constituent, en fait, qu'un appui financier de minime importance, en vue d'aider à la réalisation de l'objet statutaire de l'organisme, lequel doit viser des activités d'intérêt général. Les dépenses prises en considération sont de l'ordre **administratif, de fonctionnement et d'entretien** ;

Considérant que l'article 9 alinéa 1 prévoit la non application de la loi du 14 novembre 1983 pour les subventions inférieures à 1.250 € (\pm 50.000 BEF), sauf décision contraire du pouvoir dispensateur ;

Considérant que l'article 9 alinéa 2 prévoit pour les subventions entre 1.250 € (\pm 50.000 BEF) et 25.000 € (\pm 1.000.000 BEF), que les dispensateurs visés à l'article 1.1° peuvent exonérer le bénéficiaire de tout ou partie des obligations prévues par la présente loi, sans que ce dernier puisse cependant être dispensé des obligations résultant des dispositions des articles 3 et 7 alinéa 1.1°, et que dès lors pour cette catégorie de subventions, il y a lieu d'appliquer la disposition prévue à l'article 9 alinéa 2 à partir du 1^{er} juillet 2016 pour les demandes de subvention relatives à l'exercice 2016 ;

Considérant que les obligations prévues aux articles 3 et 7 alinéa 1 de la loi du 14 novembre 1983 s'imposent dans tous les cas, à savoir :

- utiliser la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée et en justifier son emploi ;
- restituer la subvention si elle n'est pas utilisée aux fins en vue desquelles elle a été accordée ;

Revu sa décision du 25 septembre 2012 fixant le règlement relatif à l'octroi et l'emploi des subventions ;

DECIDE :

De fixer annuellement, dans les annexes du budget, le montant des subventions octroyées aux différents groupements et associations qui, à l'exclusion de la poursuite d'un gain matériel, tendent à la réalisation d'activités d'un caractère philanthropique, artistique, culturel, pédagogique, sportif ou social sur le territoire communal ;

D'octroyer les subventions qui en fait constitueront un **appui financier de minime importance**, en vue d'aider à la réalisation de l'objet statutaire de l'organisme, lequel doit viser des activités d'intérêt général. Les dépenses prises en considération sont des dépenses de **fonctionnement** ;

De n'exiger pour les subventions inférieures à 1.250 € que la production du formulaire de demande dûment daté, signé et complété et d'en arrêter le modèle tel que figurant en annexe ;

D'exonérer le bénéficiaire de subventions entre 1.250 € (± 50.000 BEF) et 25.000 € (± 1.000.000 BEF) de toutes les obligations prévues par la loi du 14 novembre 1983 et se limiter à la demande dont le modèle est joint au présent règlement SANS s'enquérir de la situation financière de l'ASBL apparaissant dans les comptes annuels ;

De prescrire, sous peine de restitution par voie de contrainte, l'utilisation de la subvention à la réalisation du but poursuivi par les personnes morales ou physiques, bénéficiaires ;

De surseoir à l'octroi de nouvelles subventions aussi longtemps que, pour des subventions reçues précédemment, le bénéficiaire ne produit pas la justification précitée ;

D'inviter lesdits bénéficiaires à communiquer annuellement à la commune, au plus tard le 15 juillet, la justification de l'utilisation de la subvention ;

D'inviter lesdits bénéficiaires à transmettre pour le 15 juillet la demande de subvention ;

De charger le Collège des Bourgmestre et échevins de l'exécution de sa décision et du contrôle de l'utilisation des subventions ;

De modifier le règlement concernant l'octroi et l'emploi des subventions à partir du 1^{er} juin 2016 pour les demandes de subventions relatives à 2016 ;

ANCIEN TEXTE

REGLEMENT COMMUNAL RELATIF A L'OCTROI ET A L'EMPLOI DES SUBVENTIONS

I.

I. Définition de la subvention communale :

Article 1 : La subvention consiste en une intervention financière consentie par une personne de droit public pour encourager certaines activités ou opérations, sans contrepartie directe, au bénéfice de la personne publique. Si contrepartie, l'application de la loi sur les marchés publics s'impose.

II. Demande initiale de la subvention communale :

Article 2 : Toute personne ou organisme qui sollicite pour la première fois une subvention doit joindre à sa demande ses statuts. La demande devra détailler la hauteur et la finalité de la subvention sollicitée. Lorsque la demande est égale ou supérieure à 1.250 €, ses bilan et comptes annuels ainsi qu'un rapport de gestion sur sa situation financière (budget compris) et un rapport d'activité seront également joints à la demande.

Les dossiers sont instruits par le Collège des Bourgmestre et Echevins qui soumettra la demande de subventionnement au vote du Conseil communal via le budget initial.

III. Les conditions d'octroi de la subvention communale :

Article 3. : La subvention est octroyée aux conditions suivantes :

La subvention est octroyée en vue de couvrir en tout ou en partie des frais quelconques supportés par l'organisme ou la personne bénéficiaire pour la réalisation de son objet statutaire lequel doit viser des activités utiles à l'intérêt général.

Les dépenses admises seront uniquement des dépenses de fonctionnement.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra, s'il l'estime nécessaire, solliciter en tout temps une justification de l'utilisation adéquate de la subvention

Par l'octroi de la subvention aucun bénéfice (boni ou réserves financières propres) ne peut être généré. Dans ce cas la subvention ou une partie de la subvention devra être ajustée et restituée.

Les associations bénéficiaires sont tenues de présenter à la commune les documents couvrant la subvention reçue pour couvrir leurs dépenses **de fonctionnement** avant de se voir attribuer le subside de l'exercice suivant (voir point VI).

IV. Les conditions de liquidation de la subvention communale :

Article 4 : La subvention est liquidée aux conditions suivantes :

Le fait de l'inscription d'un crédit au budget communal n'entraîne pas de facto une obligation pour la Commune de liquider tout ou partie du crédit de subvention.

o

Subventions inférieures à 1.250 € :

Conformément à l'article 9 de la loi du 14 novembre 1983, les dispositions légales ne s'appliquent pas pour la présente catégorie, sauf en ce qui concerne ses articles 3 et 7,1° qui sont en tous cas d'application.

Toutefois, toute liquidation se fera sur base d'une demande originale, dûment complétée, datée et signée par les personnes y autorisées, remise au service du secrétariat communal contre accusé de réception ou transmise à l'attention du Collège des Bourgmestre et Echevins, par l'association ou l'ASBL bénéficiaire via la voie postale.

Le modèle de la demande est joint au présent règlement et peut être obtenu auprès des services communaux.

La demande de subvention porte tant sur la demande de subvention relative à l'exercice en cours que la justification de l'emploi de la subvention octroyée relative à l'exercice précédent.

Le document, constitué de quatre pages, dûment complété, daté et signé par les personnes y autorisées, devra parvenir à l'administration communale au plus tard annuellement le 15 juillet.

La subvention est liquidée en une fois pour autant qu'il ait été satisfait aux dispositions reprises aux articles suivants repris au point VI.

o

Subventions égales ou supérieures à 1.250 € :

La loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions s'applique in extenso.

Toutefois, toute liquidation se fera sur base d'une demande originale, dûment complétée, datée et signée par les personnes y autorisées statutairement, remise au service du secrétariat communal contre accusé de réception ou transmise à l'attention du Collège des Bourgmestre et Echevins, par l'association ou l'ASBL bénéficiaire via la voie postale.

Le modèle de la demande est joint au présent règlement et peut être sollicité auprès des services communaux.

La demande de subvention porte tant sur la demande de subvention relative à l'exercice en cours que la justification de l'emploi de la subvention octroyée relative à l'exercice précédent.

Le bénéficiaire ajoutera à la demande précitée les documents suivants :

- comptes annuels (compte de résultats & bilans), pourvus de la preuve du dépôt à la Banque Nationale ainsi que dans le cas échéant, le rapport du commissaire;
- la décision de l'Assemblée Générale, arrêtant les comptes annuels de l'exercice

clos et le budget pour l'année suivante ;

- le rapport sur la situation financière de l'exercice clos
- le rapport d'activité relatif à l'exercice clos
- et de gestion de la situation financière de l'exercice clos ;
- le budget pour l'exercice suivant.

Les petites associations non soumises à la comptabilité des entreprises ajouteront à leur demande les documents comptables fixés par l'Arrêté royal du 26 juin 2003, soit l'état des recettes et dépenses ainsi que l'annexe, l'état du patrimoine, l'ensemble des avoirs et des dettes.

Le document, constitué de quatre pages ainsi que les pièces reprises ci-dessus, devront parvenir l'administration communale au plus tard le 15 juillet.

Lorsque les comptes annuels affichent un solde positif ou que les réserves financières ont été augmentées (fonds de réserve, provisions), le demandeur joindra à sa demande un rapport sur l'affectation de ce boni, réserves ou provision.

La subvention est liquidée en une fois pour autant qu'il ait été satisfait aux dispositions reprises aux articles suivants repris au point V.

V. Les conditions d'emploi de la subvention communale :

Article 5 : En cas de non respect des dispositions au présent règlement et notamment en matière de justification des dépenses, il sera procédé à l'interruption du paiement du subside de l'exercice en cours.

Article 6 : Les dispositions de l'article 7 de la loi du 14 novembre 1983, relatives aux conditions de restitution de tout ou partie d'une subvention, sont applicables quel que soit le montant de la subvention.

VI. Le contrôle :

Article 7 : Le Collège des Bourgmestre et Echevins est chargé de l'exécution du présent règlement. Il vérifiera ainsi si toutes les conditions de liquidation de la subvention sont réunies.

NOUVEAU TEXTE

REGLEMENT COMMUNAL RELATIF A L'OCTROI ET A L'EMPLOI DES SUBVENTIONS

I.

I. Définition de la subvention communale :

Article 1 : La subvention consiste en une intervention financière consentie par une personne de droit public pour encourager certaines activités ou opérations, sans contrepartie directe, au bénéfice de la personne publique. Si contrepartie, l'application de la loi sur les marchés publics s'impose.

II. **communale :**

Demande initiale de la subvention

Article 2 : Toute personne ou organisme qui sollicite pour la première fois une subvention doit joindre à sa demande ses statuts. La demande devra détailler la hauteur et la finalité de la subvention sollicitée. ***Lorsque la demande est égale ou supérieure à 25.000 € (± 1.000.000 BEF)***, ses bilan et comptes annuels ainsi qu'un rapport de gestion sur sa situation financière (budget compris) et un rapport d'activité seront également joints à la demande.

Les dossiers sont instruits par le Collège des Bourgmestre et Echevins qui soumettra la demande de subventionnement au vote du Conseil communal via le budget initial.

III. Les conditions d'octroi de la subvention communale :

Article 3. : La subvention est octroyée aux conditions suivantes :

La subvention est octroyée en vue de couvrir en tout ou en partie des frais quelconques supportés par l'organisme ou la personne bénéficiaire pour la réalisation de son objet statutaire lequel doit viser des activités utiles à l'intérêt général.

Les dépenses admises seront uniquement des dépenses de fonctionnement.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra, s'il l'estime nécessaire, solliciter en tout temps une justification de l'utilisation adéquate de la subvention.

Par l'octroi de la subvention aucun bénéfice (boni ou réserves financières propres) ne peut être généré. Dans ce cas la subvention ou une partie de la subvention devra être ajustée et restituée.

Les associations bénéficiaires sont tenues de présenter à la commune les documents couvrant la subvention reçue pour couvrir leurs dépenses **de fonctionnement** avant de se voir attribuer le subside de l'exercice suivant (voir point VI).

IV. Les conditions de liquidation de la subvention communale :

Article 4 : La subvention est liquidée aux conditions suivantes :

Le fait de l'inscription d'un crédit au budget communal n'entraîne pas de facto une obligation pour la Commune de liquider tout ou partie du crédit de subvention.

o *Subventions inférieures à 1.250 € (± 50.000 BEF) :*

Conformément à l'article 9 de la loi du 14 novembre 1983, les dispositions légales ne s'appliquent pas pour la présente catégorie, sauf en ce qui concerne ses articles 3 et 7,1° qui sont en tous cas d'application.

Toutefois, toute liquidation se fera sur base d'une demande originale, dûment complétée, datée et signée par les personnes y autorisées, remise au service du secrétariat communal contre accusé de réception ou transmise à l'attention du Collège des Bourgmestre et Echevins, par l'association ou l'ASBL bénéficiaire via la voie postale.

Le modèle de la demande est joint au présent règlement et peut être obtenu auprès des services communaux.

La demande de subvention porte tant sur la demande de subvention relative à l'exercice en cours que la justification de l'emploi de la subvention octroyée relative à l'exercice précédent.

Le document, constitué de quatre pages, dûment complété, daté et signé par les personnes y autorisées, devra parvenir à l'administration communale au plus tard annuellement le 15 juillet.

La subvention est liquidée en une fois pour autant qu'il ait été satisfait aux dispositions reprises aux articles suivants repris au point VI.

o *Subventions à partir de 1.250 € (± 50.000 BEF) et inférieures à 25.000 € (± 1.000.000 BEF) :*

Conformément à l'article 9 de la loi du 14 novembre 1983, les dispositions légales ne s'appliquent pas pour la présente catégorie, sauf en ce qui concerne ses articles 3 et 7,1° qui sont en tous cas d'application.

Toutefois, toute liquidation se fera sur base d'une demande originale, dûment complétée, datée et signée par les personnes y autorisées, remise au service du secrétariat communal contre accusé de réception ou transmise à l'attention du Collège des Bourgmestre et Echevins, par l'association ou l'ASBL bénéficiaire via la voie postale.

Le modèle de la demande est joint au présent règlement et peut être obtenu auprès des services communaux.

La demande de subvention porte tant sur la demande de subvention relative à l'exercice en cours que la justification de l'emploi de la subvention octroyée relative à l'exercice précédent.

Le document, constitué de quatre pages, dûment complété, daté et signé par les personnes y autorisées, devra parvenir à l'administration communale au plus tard annuellement le 15 juillet.

La subvention est liquidée en une fois pour autant qu'il ait été satisfait aux dispositions reprises aux articles suivants repris au point VI.

o

Subventions à partir de 25.000 € (± 1.000.000 BEF) :

La loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions s'applique in extenso.

Toutefois, toute liquidation se fera sur base d'une demande originale, dûment complétée, datée et signée par les personnes y autorisées statutairement, remise au service du secrétariat communal contre accusé de réception ou transmise à l'attention du Collège des Bourgmestre et Echevins, par l'association ou l'ASBL bénéficiaire via la voie postale.

Le modèle de la demande est joint au présent règlement et peut être sollicité auprès des services communaux.

La demande de subvention porte tant sur la demande de subvention relative à l'exercice en cours que la justification de l'emploi de la subvention octroyée relative à l'exercice précédent.

Le bénéficiaire ajoutera à la demande précitée les documents suivants :

- comptes annuels (compte de résultats & bilans), pourvus de la preuve du dépôt à la Banque Nationale ainsi que dans le cas échéant, le rapport du commissaire;
- la décision de l'Assemblée Générale, arrêtant les comptes annuels de l'exercice clos et le budget pour l'année suivante ;
- le rapport sur la situation financière de l'exercice clos
- le rapport d'activité relatif à l'exercice clos
- et de gestion de la situation financière de l'exercice clos ;
- le budget pour l'exercice suivant.

Les petites associations non soumises à la comptabilité des entreprises ajouteront à leur demande les documents comptables fixés par l'Arrêté royal du 26 juin 2003, soit l'état des recettes et dépenses ainsi que l'annexe, l'état du patrimoine, l'ensemble des avoirs et des dettes.

Le document, constitué de quatre pages ainsi que les pièces reprises ci-dessus, devront parvenir l'administration communale au plus tard le 15 juillet.

Lorsque les comptes annuels affichent un solde positif ou que les réserves financières ont été augmentées (fonds de réserve, provisions), le demandeur joindra à sa demande un rapport sur **la justification de** l'affectation de ce boni, réserves ou provision s'il a été effectué sur base d'une disposition légale et ce sans déroger aux dispositions reprises au point III du présent règlement pour tout autre cas.

La subvention est liquidée en une fois pour autant qu'il ait été satisfait aux dispositions reprises aux articles suivants repris au point V.

V. Les conditions d'emploi de la subvention communale :

Article 5 : En cas de non-respect des dispositions au présent règlement et notamment en matière de justification des dépenses, il sera procédé à l'interruption du paiement du subside de l'exercice en cours.

Article 6 : Les dispositions de l'article 7 de la loi du 14 novembre 1983, relatives aux conditions de restitution de tout ou partie d'une subvention, sont applicables quel que soit le montant de la subvention.

VI. Le contrôle :

Article 7 : Le Collège des Bourgmestre et Echevins est chargé de l'exécution du présent règlement. Il vérifiera ainsi si toutes les conditions de liquidation de la subvention sont réunies.

-

Pour les subventions inférieures à 25.000 € (± 1.000.000 BEF)

-

Pour les subventions à partir de 25.000 € (± 1.000.000 BEF), sur base de la demande et des pièces justificatives reprises à l'article 4 du présent règlement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Financiën – Toekenning en aanwending van toelagen - Reglement.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 117, 119 en 123 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de wet van 27 juni 1921 die rechtspersoonlijkheid verleent aan de VZW's zoals gewijzigd bij de wet van 2 mei 2002;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 19 december 2003 betreffende de boekhoudkundige verplichtingen en de openbaarmaking van de jaarrekeningen van bepaalde VZW's;

Gelet op de omzendbrief van 30 november 2006 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende voormelde wet van 14 november 1983;

Overwegende dat bij het antwoord gegeven op 13 februari 1996 op een parlementaire vraag, de volgende tekst vermeld werd : « de definitie uit artikel 2 van de voormelde wet van 14 november 1983 geeft aan dat **de finaliteit van algemeen belang tot het wezen van het begrip toelage behoort** zodra

deze in de context van de regelen van publiek recht wordt beschouwd. ... Dat één van de kenmerken van de toelage is « d'être remise en vue d'assurer l'exercice d'activités que l'autorité juge utiles à l'intérêt général ... Men kan bijgevolg rechtmatig stellen dat er niet voldaan is aan de vereiste van finaliteit van algemeen belang, temeer daar de aanvrager van een toelage over eigen financiële reserves beschikt. »;

Gelet op de omzendbrief over de gemeentelijke begrotingen 2009 waarin vermeld wordt dat de gemeenten ervoor moeten zorgen dat ze de bepalingen toepassen die zijn vervat in de wet van 14 november 1983 en de subsidie dienen aan te passen volgens de resultatenrekening en de thesaurietoestand van de vereniging, om te vermijden dat deze een batig saldo zou boeken of een reserve aanleggen dankzij de gemeentelijke toelage;

Overwegende het bestaan op het gemeentelijke grondgebied van talrijke rechtspersonen of van feitelijke verenigingen waarvan de activiteiten, op gebied van culturele, artistieke, pedagogische of sportieve animatie of op sociaal gebied, een vaststaand belang vormen voor onze gemeente;

Overwegende dat de toelagen toegekend door het gemeentebestuur in feite slechts een financiële steun van miniem belang vormen, gericht op het helpen bij de verwezenlijking van het statutaire doel van de instelling, die activiteiten van algemeen belang moet nastreven. De overwogen uitgaven zijn van **administratieve aard**, of hebben betrekking op **de werking en het onderhoud**;

Overwegende dat artikel 9, 1ste lid, het niet-toepassen van de wet van 14 november 1983 voorziet voor toelagen van minder dan 1.250 € (\pm 50.000 BEF), behoudens andersluidende beslissing van de verstreckende overheid;

Overwegende dat artikel 9, 2de lid, voor de toelagen tussen 1.250 € (\pm 50.000 BEF) en 25.000 € (\pm 1.000.000 BEF) voorziet dat de, in artikel 1, 1^o, bedoelde verstreckers de trekker geheel of gedeeltelijk kunnen vrijstellen van de door deze wet voorgeschreven verplichtingen zonder dat deze laatste evenwel ontslagen kan worden van de verplichtingen volgend uit de bepalingen van de artikelen 3 en 7, 1^{ste} lid, 1^o, en dat het voor deze categorie van toelagen bijgevolg aangewezen is om de bepalingen voorzien in artikel 9, 2^{de} lid toe te passen vanaf 1 juli 2016 voor de toelage-aanvragen die betrekking hebben op het dienstjaar 2016;

Overwegende dat de verplichtingen voorzien in artikelen 3 en 7, 1^{ste} lid van de wet van 14 november 1983 in alle gevallen gelden, namelijk :

- de toelage gebruiken voor het doel waarvoor zij is toegekend en het gebruik ervan rechtvaardigen ;
- de toelage terugbetalen indien zij niet aangewend wordt voor het doel waarvoor ze toegekend werd ;

Zijn beslissing van 25 september 2012 tot vaststelling van het reglement betreffende de toekenning en de aanwending van de toelagen herzien;

BESLIST :

In de bijlagen van de begroting, jaarlijks het bedrag vast te leggen van de toelagen toegekend aan de verschillende groeperingen en verenigingen die, met uitsluiting van het nastreven van materiële winst, gericht zijn op de verwezenlijking van activiteiten met een liefdadig, artistiek, cultureel, pedagogisch of sociaal karakter op het gemeentelijke grondgebied;

Toelagen toe te kennen die in feite een **financiële steun van miniem belang** vormen, gericht op het helpen bij de verwezenlijking van het statutaire doel van de instelling, die activiteiten van algemeen belang moet nastreven. De overwogen uitgaven zijn **werkingsuitgaven**;

Voor de toelagen van minder dan 1.250 €, slechts de voorlegging van het behoorlijk gedateerde, ondertekende en ingevulde aanvraagformulier vereisen en het model ervan vast te leggen zoals voorkomt in de bijlage;

De trekker van toelagen tussen 1.250 € (± 50.000 BEF) en 25.000 € (± 1.000.000 BEF) vrij te stellen van de verplichtingen voorzien door de wet van 14 november 1983 en zich te beperken tot de aanvraag waarvan het model is toegevoegd aan het huidige reglement ZONDER navraag te doen naar de financiële situatie van de VZW zoals die zich voordoet in de jaarrekeningen;

De aanwending van de toelage te voorzien voor de verwezenlijking van het gestelde doel door de begunstigde natuurlijke of rechtspersonen, en dit op straffe van gedwongen teruggave;

De toekenning van nieuwe uitgaven opschorten zolang de begunstigde voor eerder ontvangen toelagen de voormelde verantwoording niet voorlegt;

Voorgenoemde begunstigden uit te nodigen om jaarlijks, ten laatste op 15 juli, de verantwoording van de aanwending van de toelage aan de gemeente mee te delen;

Voorgenoemde begunstigden uit te nodigen om tegen 15 juli de aanvraag voor toelagen over te maken;

Het college van burgemeester en schepenen te gelasten met de uitvoering van zijn beslissing en met de controle op de aanwending van de toelagen;

Het reglement betreffende de toekenning en de aanwending van de toelagen te wijzigen vanaf 1 juni 2016 voor de toelage-aanvragen die betrekking hebben op 2016;

OUDE TEKST

GEMEENTELIJK REGLEMENT BETREFFENDE DE TOEKENNING EN DE AANWENDING VAN
TOELAGEN

1. Definitie van gemeentelijke toelage:

Artikel 1 : De toelage bestaat uit een financiële tussenkomst toegekend door een publiekrechtelijk persoon om bepaalde activiteiten of operaties aan te moedigen, zonder rechtstreekse tegenprestatie, ten gunste van de openbare persoon. Indien tegenprestatie, is de wet op de overheidsopdrachten van toepassing.

2. Oorspronkelijke aanvraag voor gemeentelijke toelage:

Artikel 2 : Elke persoon of instelling die voor de eerste keer een toelage aanvraagt, moet zijn statuten toevoegen aan zijn aanvraag. De aanvraag moet het bedrag en het doel van de gevraagde toelage uitvoerig omschrijven. Wanneer de aanvraag gelijk is aan of hoger dan 1.250 €, moeten tevens de balans en jaarrekeningen alsook een beheersverslag over de financiële toestand (begroting inbegrepen) en een activiteitenverslag toegevoegd worden aan de aanvraag.

De dossiers worden ingeleid door het College van Burgemeester en Schepenen dat de betoelagingsaanvraag voorlegt aan de stemming van de Gemeenteraad via de oorspronkelijke begroting.

III. De toekenningsvoorwaarden van de gemeentelijke toelage:

Artikel 3 : De toelage wordt toegekend onder de volgende voorwaarden:

De toelage wordt toegekend om geheel of gedeeltelijk eender welke kosten te dekken van de instelling of van de begunstigde persoon voor de verwezenlijking van zijn statutair doel dat activiteiten moet beogen die nuttig zijn voor het algemeen belang.

De toegelaten uitgaven zijn enkel werkingsuitgaven.

Het College van Burgemeester en Schepenen kan, indien het dit nodig acht, te allen tijde een verantwoording vragen voor het juiste gebruik van de toelage.

De toekenning van de toelage mag geen enkele winst (boni of eigen financiële reserves) tot gevolg hebben. In dit geval moet de toelage of een deel van de toelage aangepast en terugbetaald worden.

De begunstigde verenigingen zijn ertoe gehouden om aan de gemeente de documenten voor te leggen voor de ontvangen toelage om hun **werkings**uitgaven te dekken alvorens ze de toelage van het volgende dienstjaar toegekend krijgen (zie punt VI).

IV. De voorwaarden tot uitbetaling van de gemeentelijke toelage:

Artikel 4 : De toelage wordt uitbetaald onder de volgende voorwaarden:

De inschrijving van een krediet in de gemeentebegroting houdt voor de Gemeente geen de facto

verplichting in om het volledige of een deel van het toelagekrediet uit te betalen.

- *Toelagen van minder dan 1.250 €:*

Conform artikel 9 van de wet van 14 november 1983, zijn de wettelijke bepalingen niet van toepassing op huidige categorie, behalve wat betreft artikelen 3 en 7, 1° die in elk geval van toepassing zijn.

Elke betaling gebeurt echter op basis van een originele aanvraag die behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend wordt door de hiertoe bevoegde persoon, afgegeven op de dienst van het gemeentesecretariaat met ontvangstbewijs of overgemaakt ter attentie van het College van Burgemeester en Schepenen, door de begunstigde vereniging of VZW per post.

Het model voor de aanvraag is toegevoegd aan huidig reglement en kan verkregen worden bij de gemeentediensten.

De toelage-aanvraag heeft zowel betrekking op de toelage-aanvraag betreffende het lopende dienstjaar als op de verantwoording van de aanwending van de toegekende toelage met betrekking tot het voorafgaande dienstjaar.

Het document, bestaande uit vier pagina's, behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend door de hiertoe bevoegde personen, moet het gemeentebestuur jaarlijks ten laatste op 15 juli bereiken.

De toelage wordt in één keer uitbetaald voor zover voldaan werd aan de bepalingen vermeld in volgende artikelen onder punt VI.

- *Toelagen van gelijk aan of meer dan 1.250 €:*

De wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen is in extenso van toepassing.

Elke betaling gebeurt echter op basis van een originele aanvraag die behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend wordt door de hiertoe statutair bevoegde persoon, afgegeven op de dienst van het gemeentesecretariaat met ontvangstbewijs of overgemaakt ter attentie van het College van Burgemeester en Schepenen, door de begunstigde vereniging of VZW per post.

Het model voor de aanvraag is toegevoegd aan huidig reglement en kan aangevraagd worden bij de gemeentediensten.

De toelage-aanvraag heeft zowel betrekking op de toelage-aanvraag betreffende het lopende dienstjaar als op de verantwoording van de aanwending van de toegekende toelage met betrekking tot het voorafgaande dienstjaar.

De begunstigde voegt aan voormelde aanvraag de volgende documenten toe:

- jaarrekeningen (resultatenrekening & balans), voorzien van het bewijs van afgifte op de Nationale Bank alsook, in voorkomend geval, het verslag van de commissaris;
- de beslissing van de Algemene Vergadering, waarbij de jaarrekeningen van het afgesloten dienstjaar en de begroting voor het volgende jaar aangenomen worden ;
- het verslag over de financiële toestand van het afgesloten dienstjaar ;
- het activiteitenverslag betreffende het afgesloten dienstjaar ;
- en het beheersverslag van de financiële toestand van het afgesloten dienstjaar ;
- de begroting voor het volgende dienstjaar.

De kleine verenigingen die niet onderworpen zijn aan de boekhouding van de ondernemingen voegen bij hun aanvraag de boekhoudkundige documenten toe die vastgesteld zijn door het Koninklijk Besluit van 26 juni 2003, hetzij de staat van inkomsten en uitgaven alsook de bijlage, de toestand van het patrimonium, het geheel aan tegoeden en schulden.

Het document, bestaande uit vier pagina's, alsook de hierboven vermelde stukken, moeten het gemeentebestuur ten laatste op 15 juli bereiken.

Wanneer de jaarrekeningen een positief saldo vertonen of wanneer de financiële reserves verhoogd werden (reservefonds, provisies), voegt de aanvrager aan zijn aanvraag een verslag toe over de bestemming van deze boni, reserves of provisie.

De toelage wordt in één keer uitbetaald voor zover voldaan werd aan de bepalingen vermeld in volgende artikelen onder punt V.

V. De aanwendingsvoorwaarden van de gemeentelijke toelage:

Artikel 5 : In geval van niet-naleving van de bepalingen in huidig reglement en inzonderheid inzake verantwoording van de uitgaven, zal de betaling van de subsidie van het lopende dienstjaar onderbroken worden.

Artikel 6 : De bepalingen van artikel 7 van de wet van 14 november 1983, betreffende de terugbetalingsvoorwaarden van de volledige of een deel van de toelage, zijn van toepassing ongeacht het bedrag van de toelage.

VI. De controle:

Artikel 7 : Het College van Burgemeester en Schepenen is belast met de uitvoering van huidig reglement. Het zal bijgevolg nakijken of voldaan is aan alle uitbetalingsvoorwaarden van de toelage.

NIEUWE TEKST

GEMEENTELIJK REGLEMENT BETREFFENDE DE TOEKENNING EN DE AANWENDING VAN TOELAGEN

3. Definitie van gemeentelijke toelage:

Artikel 1 : De toelage bestaat uit een financiële tussenkomst toegekend door een publiekrechtelijk persoon om bepaalde activiteiten of operaties aan te moedigen, zonder rechtstreekse tegenprestatie, ten gunste van de openbare persoon. Indien tegenprestatie, is de wet op de overheidsopdrachten van toepassing.

4. Oorspronkelijke aanvraag voor gemeentelijke toelage:

Artikel 2 : Elke persoon of instelling die voor de eerste keer een toelage aanvraagt, moet zijn statuten toevoegen aan zijn aanvraag. De aanvraag moet het bedrag en het doel van de gevraagde toelage uitvoerig omschrijven. **Wanneer de aanvraag gelijk is aan of hoger dan 25.000 € (± 1.000.000 BEF)**, moeten tevens de balans en jaarrekeningen alsook een beheersverslag over de financiële toestand (begroting inbegrepen) en een activiteitenverslag toegevoegd worden aan de aanvraag.

De dossiers worden ingeleid door het College van Burgemeester en Schepenen dat de betoelagingsaanvraag voorlegt aan de stemming van de Gemeenteraad via de oorspronkelijke begroting.

III. De toekenningsvoorwaarden van de gemeentelijke toelage:

Artikel 3 : De toelage wordt toegekend onder de volgende voorwaarden:

De toelage wordt toegekend om geheel of gedeeltelijk eender welke kosten te dekken van de instelling of van de begunstigde persoon voor de verwezenlijking van zijn statutair doel dat activiteiten moet beogen die nuttig zijn voor het algemeen belang.

De toegelaten uitgaven zijn enkel werkingsuitgaven.

Het College van Burgemeester en Schepenen kan, indien het dit nodig acht, te allen tijde een verantwoording vragen voor het juiste gebruik van de toelage.

De toekenning van de toelage mag geen enkele winst (boni of eigen financiële reserves) tot gevolg hebben. In dit geval moet de toelage of een deel van de toelage aangepast en terugbetaald worden.

De begunstigde verenigingen zijn ertoe gehouden om aan de gemeente de documenten voor te leggen voor de ontvangen toelage om hun **werkingsuitgaven** te dekken alvorens ze de toelage van het

volgende dienstjaar toegekend krijgen (zie punt VI).

IV. De voorwaarden tot uitbetaling van de gemeentelijke toelage:

Artikel 4 : De toelage wordt uitbetaald onder de volgende voorwaarden:

De inschrijving van een krediet in de gemeentebegroting houdt voor de Gemeente geen de facto verplichting in om het volledige of een deel van het toelagekrediet uit te betalen.

- *Toelagen van minder dan 1.250 €:*

Conform artikel 9 van de wet van 14 november 1983, zijn de wettelijke bepalingen niet van toepassing op huidige categorie, behalve wat betreft artikelen 3 en 7, 1° die in elk geval van toepassing zijn.

Elke betaling gebeurt echter op basis van een originele aanvraag die behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend wordt door de hiertoe bevoegde persoon, afgegeven op de dienst van het gemeentesecretariaat met ontvangstbewijs of overgemaakt ter attentie van het College van Burgemeester en Schepenen, door de begunstigde vereniging of VZW per post.

Het model voor de aanvraag is toegevoegd aan huidig reglement en kan verkregen worden bij de gemeentediensten.

De toelage-aanvraag heeft zowel betrekking op de toelage-aanvraag betreffende het lopende dienstjaar als op de verantwoording van de aanwending van de toegekende toelage met betrekking tot het voorafgaande dienstjaar.

Het document, bestaande uit vier pagina's, behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend door de hiertoe bevoegde personen, moet het gemeentebestuur jaarlijks ten laatste op 15 juli bereiken.

De toelage wordt in één keer uitbetaald voor zover voldaan werd aan de bepalingen vermeld in volgende artikelen onder punt VI.

- *Toelagen vanaf 1.250 € (± 50.000 BEF) en van minder dan 25.000 € (± 1.000.000 BEF) :*

Conform artikel 9 van de wet van 14 november 1983, zijn de wettelijke bepalingen niet van toepassing op de huidige categorie, behalve wat betreft artikelen 3 en 7, 1° die in elk geval van toepassing zijn.

Elke betaling gebeurt echter op basis van een originele aanvraag die behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend wordt door de hiertoe bevoegde persoon, afgegeven op de dienst van het gemeentesecretariaat tegen ontvangstbewijs of overgemaakt ter attentie van het College van

Burgemeester en Schepenen, door de begunstigde vereniging of VZW per post.

Het model voor de aanvraag is toegevoegd aan het huidige reglement en kan verkregen worden bij de gemeentediensten.

De toelage-aanvraag heeft zowel betrekking op de toelage-aanvraag betreffende het lopende dienstjaar als op de verantwoording van de aanwending van de toegekende toelage met betrekking tot het voorgaande dienstjaar.

Het document, bestaande uit vier pagina's, behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend door de hiertoe bevoegde personen, moet het gemeentebestuur jaarlijks bereiken tegen uiterlijk 15 juli.

De toelage wordt in één keer uitbetaald voor zover voldaan werd aan de bepalingen vermeld in volgende artikelen onder punt VI.

- *Toelagen van meer dan 25.000 € (1.000.000 BEF) :*

De wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen is in extenso van toepassing.

Elke betaling gebeurt echter op basis van een originele aanvraag die behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend wordt door de hiertoe statutair bevoegde persoon, afgegeven op de dienst van het gemeentesecretariaat tegen ontvangstbewijs of overgemaakt ter attentie van het College van Burgemeester en Schepenen, door de begunstigde vereniging of VZW per post.

Het model voor de aanvraag is toegevoegd aan het huidige reglement en kan aangevraagd worden bij de gemeentediensten.

De toelage-aanvraag heeft zowel betrekking op de toelage-aanvraag betreffende het lopende dienstjaar als op de verantwoording van de aanwending van de toegekende toelage met betrekking tot het voorgaande dienstjaar.

De begunstigde voegt aan voormelde aanvraag de volgende documenten toe :

- jaarrekeningen (resultatenrekening & balans), voorzien van het bewijs van afgifte op de Nationale Bank alsook, in voorkomend geval, het verslag van de commissaris;
- de beslissing van de Algemene Vergadering, waarbij de jaarrekeningen van het afgesloten dienstjaar en de begroting voor het volgende jaar aangenomen worden;
- het verslag over de financiële toestand van het afgesloten dienstjaar;

- het activiteitenverslag betreffende het afgesloten dienstjaar;
- en het beheersverslag van de financiële toestand van het afgesloten dienstjaar;
- de begroting voor het volgende dienstjaar.

De kleine verenigingen die niet onderworpen zijn aan de boekhouding van de ondernemingen voegen bij hun aanvraag de boekhoudkundige documenten toe die vastgesteld zijn door het Koninklijk Besluit van 26 juni 2003, hetzij de staat van inkomsten en uitgaven alsook de bijlage, de toestand van het patrimonium, het geheel aan tegoeden en schulden.

Het document, bestaande uit vier pagina's, alsook de hierboven vermelde stukken, moeten het gemeentebestuur ten laatste op 15 juli bereiken.

Wanneer de jaarrekeningen een positief saldo vertonen of wanneer de financiële reserves verhoogd werden (reservefonds, provisies), voegt de aanvrager aan zijn aanvraag een verslag toe over de **verantwoording** van de bestemming van deze boni, reserves of provisie indien deze uitgevoerd werd op basis van een wettelijke bepaling en dit zonder af te wijken van de bepalingen vermeld in punt III van het huidige reglement voor ieder ander geval.

De toelage wordt in één keer uitbetaald voor zover voldaan werd aan de bepalingen vermeld in volgende artikelen onder punt V.

V. De aanwendingsvoorwaarden van de gemeentelijke toelage:

Artikel 5 : In geval van niet-naleving van de bepalingen in huidig reglement en inzonderheid inzake verantwoording van de uitgaven, zal de betaling van de subsidie van het lopende dienstjaar onderbroken worden.

Artikel 6 : De bepalingen van artikel 7 van de wet van 14 november 1983, betreffende de terugbetalingsvoorwaarden van de volledige of een deel van de toelage, zijn van toepassing ongeacht het bedrag van de toelage.

VI. De controle:

Artikel 7 : Het College van Burgemeester en Schepenen is belast met de uitvoering van het huidige reglement. Het zal bijgevolg nakijken of voldaan is aan alle uitbetalingsvoorwaarden van de toelage.

- *Voor de toelagen van minder dan 25.000 € (± 1.000.000 BEF), op basis van de aanvraag,*
- *Voor de toelagen vanaf 25.000 € (± 1.000.000 BEF), op basis van de aanvraag en van de bewijsstukken vermeld in artikel 4 van het huidige reglement.*

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Cultes : Tutelle financière - Erediensten : Financieel toezicht

11 Finances - Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de l'Annonciation - Compte 2014.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2014 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de l'Annonciation, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique:

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	27.163,34 €	280,00 €	27.443,34 €
DEPENSES	48.627,78 €	70.872,69 €	119.500,47 €

DEFICIT: 92.057,13 €

Vu l'article 14 de la loi du 4 mars 1870, l'examen des documents comptables est effectué par l'administration communale d'Ixelles, siège de l'église ;

Attendu que l'examen du compte donne lieu à l'observation suivante:

- étant donné que nous n'avons pas encore reçu l'approbation tutelle du compte 2013, nous nous basons sur le montant du solde du compte 2013 corrigé par notre Conseil communal du 05/05/2015 ;

- le total général des dépenses s'élève 70.488,69 € suite à une erreur à l'article 51 des dépenses extraordinaires (déficit du compte de l'année 2013), le déficit mentionné était de 70.872,69 € (au lieu de 21.860,91 €) ;

Après ces corrections, le déficit du compte 2014 serait de 43.045,35 € ;

DECIDE:

D'émettre un avis défavorable à l'approbation du budget 2014 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de l'Annonciation et de demander à la tutelle d'effectuer les changements nécessaires dans le compte 2014.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 25 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Mohammed Sebbahi, Laurent Hacken.

Financiën – Kerkfabriek van Onze-Lieve-Vrouwboodschap - Rekening 2014.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18/07/02 en 19/02/04, in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2014 van de kerkfabriek van O.L.V. Boodschap, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	27.163,34 €	280,00 €	27.443,34 €
UITGAVEN	48.627,78 €	70.872,69 €	119.500,47 €

TEKORT 92.057,13€

Gelet op artikel 14 van de wet van 4 maart 1870, worden de kasbescheiden door het Gemeentebestuur van Elsene, zetel van de kerk, onderzocht;

Overwegende dat het onderzoek van de rekening aanleiding geeft tot de volgende opmerking:

- aangezien we de goedkeuring van de toezichhoudende overheid voor de rekening 2013 nog niet hebben ontvangen, baseren we ons op het bedrag van het saldo van de rekening 2013 dat door onze Gemeenteraad werd verbeterd op 05/05/2015;

- het algemene totaal van de uitgaven bedraagt 70.488,69 € als gevolg van een fout op artikel 51 van de buitengewone uitgaven (tekort van de rekening over het jaar 2013); het vermelde tekort bedroeg 70.872,69 € (in plaats van 21.860,91 €);

Na deze verbeteringen zou het tekort van de rekening 2014 43.045,35 € bedragen;

BESLIST:

Een ongunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2014 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouwboodschap en de toezichthoudende overheid te vragen om de vereiste wijzigingen aan te brengen in de rekening 2014.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 25 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Mohammed Sebbahi, Laurent Hacken.

Vote : Les groupes PS, Ecolo, DéFI, MR et Monsieur Rongé (indépendant) suivent l'avis de l'administration, à savoir : avis défavorable, le groupe cdH émet un avis favorable.

Stemming: De groepen PS, Ecolo, DéFI, MR en de heer Rongé (onafhankelijke) volgen het advies van het bestuur, nl. een ongunstig advies, de groep cdH geef een gunstig advies.

12 Finances - Fabrique de l'Eglise Anglicane unifiée - Compte 2014.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu l'article 14 de la loi du 4 mars 1870, l'examen des documents comptables est effectué par l'administration communale d'Ixelles, siège de l'église ;

Vu le compte de 2014 de la Fabrique de l'Eglise Anglicane unifiée, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique:

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	214.933,24 €	86.019,51 €	300.952,75 €
DEPENSES	185.236,33 €	115.676,88 €	300.913,21 €

EXCEDENT: 39,54 €

Attendu que l'examen du compte 2014 donnait lieu à l'observation suivante:

- le total général des recettes s'élève 301.062,67 € suite à une erreur à l'article 19 des recettes ordinaires (reliquat du compte de l'année 2013), l'excédent mentionné était de 39,54 € (au lieu de 149,46 €) ;

DECIDE:

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2014 de la Fabrique de l'église Anglicane unifiée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Financiën - Kerkfabriek van de Verenigde Anglicaanse kerk - Rekening 2014.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18/07/02 en 19/02/04, in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op artikel 14 van de wet van 4 maart 1870, werden de kasbescheiden door het gemeentebestuur van Elsene, zetel van de kerk, onderzocht;

Gelet op de rekening 2014 van de kerkfabriek van de Verenigde Anglicaanse kerk, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	214.933,24 €	86.019,51 €	300.952,75 €
UITGAVEN	185.236,33 €	115.676,88 €	300.913,21 €

OVERSCHOT: 39,54 €

Overwegende dat het onderzoek van de rekening 2014 aanleiding gaf tot de volgende opmerking:

- het algemene totaal van de ontvangsten bedraagt 301.062,67 € als gevolg van een fout op artikel 19 van de gewone ontvangsten (batig saldo van de rekening over het jaar 2013), het vermelde overschot bedroeg 39,54 € (in plaats van 149,46 €);

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2014 van de kerkfabriek van de Verenigde Anglicaanse kerk.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Vote : Les groupes PS, Ecolo, DéFI, MR, cdH et Monsieur Rongé (indépendant) suivent l'avis de l'administration, à savoir : avis favorable.

Stemming: De groepen PS, Ecolo, DéFI, MR, cdH en de heer Rongé (onafhankelijke) volgen het advies van het bestuur, nl. een gunstig advies.

13 Finances - Fabrique de l'Eglise Saint-Denis - Compte 2015.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2015 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Denis, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique:

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	12.245,03 €	42.124,90 €	54.369,93 €
DEPENSES	27.955,15 €	30.994,88 €	58.950,03 €

EXCEDENT: - 4.580,10 €

DECIDE:

D'émettre un avis défavorable à l'approbation du compte 2015 de la Fabrique de l'église Saint-Denis.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 25 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Mohammed Sebbahi, Laurent Hacken.

Financiën - Kerkfabriek Sint-Denijs - Rekening 2015.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18/07/02 en 19/02/04, in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2015 van de kerkfabriek Sint-Denijs, als volgt vastgesteld door de kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	12.245,03 €	42.124,90 €	54.369,93 €
UITGAVEN	27.955,15 €	30.994,88 €	58.950,03 €

OVERSCHOT: - 4.580,10 €

BESLIST:

Een ongunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2015 van de kerkfabriek Sint-Denijs.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 25 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Mohammed Sebbahi, Laurent Hacken.

Vote : Les groupes PS, Ecolo, DéFI, MR et Monsieur Rongé (indépendant) suivent l'avis de l'administration, à savoir : avis défavorable, le groupe cdH émet un avis favorable.

Stemming: De groepen PS, Ecolo, DéFI, MR en de heer Rongé (onafhankelijke) volgen het advies van het bestuur, nl. een ongunstig advies, de groep cdH geef een gunstig advies.

14 Finances - Fabrique de l'Eglise Saint-Curé d'Ars - Compte 2015.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2015 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Curé d'Ars, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux

RECETTES	5.032,03 €	1.127,58 €	6.159,61 €
DEPENSES	5.719,60 €	-	5.719,60 €

EXCEDENT : 440,01 €

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2015 de la Fabrique de l'église Saint-Curé d'Ars.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Financiën - Kerkfabriek van de Heilige Pastoor van Ars - Rekening 2015.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2015 van de kerkfabriek van de Heilige Pastoor van Ars, als volgt vastgesteld door de Kerkraad :

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	5.032,03 €	1.127,58 €	6.159,61 €
UITGAVEN	5.719,60 €	-	5.719,60 €

OVERSCHOT : 440,01 €

BESLIST :

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2015 van de kerkfabriek van de Heilige Pastoor van Ars.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Vote : Les groupes PS, Ecolo, DéFI, MR, cdH et Monsieur Rongé (indépendant) suivent l'avis de

l'administration, à savoir : avis favorable.

Stemming: De groepen PS, Ecolo, DéFI, MR, cdH en de heer Rongé (onafhankelijke) volgen het advies van het bestuur, nl. een gunstig advies.

15 Finances - Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de l'Annonciation - Budget 2016.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2016 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de l'Annonciation, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
Recettes	75.844,44 €	12.700,00 €	88.544,44 €
Dépenses	55.160,00 €	33.384,44 €	88.544,44 €

BALANCE

Vu l'article 14 de la loi du 4 mars 1870, l'examen des documents comptables est effectué par l'administration communale d'Ixelles, siège de l'église ;

Puisque c'est la commune mère qui est en possession des pièces des divers dossiers présentés par la fabrique d'église, nous souhaitons tout de même rappeler que **les fabriques d'église**, en tant qu'organisme d'intérêt public, **sont soumises à l'obligation du respect de la loi sur les marchés publics** ;

Attendu toutefois que l'examen du budget donne lieu aux observations suivantes:

Puisque le résultat du compte 2014 est connu, il faut corriger le montant inscrit à l'article 20 des recettes extraordinaires. Le montant du déficit du compte 2014 doit figurer à l'article 51 des dépenses extraordinaires (43.045,35 €) ;

En résumé :

<u>Article</u>	<u>Inscrit par la F.E.</u>	<u>Modifié</u>

17. supplément de la commune	51.844,44 €	73.705,35 €
51. déficit du compte 2013	0	43045,35 €
52. Déficit présumé ex. courant	21.184,44 €	0

L'équilibre budgétaire est obtenu grâce à une intervention communale de 73.705,35 € pour les frais ordinaires du culte ;

La part de la commune de Forest dans cette intervention s'élève à $73.705,35 \text{ €} \times 5,16\% = 3.803,20 \text{ €}$;

La fabrique d'église prévoit également un audit chauffage, un audit amiante et un audit électricité, suite aux problèmes répétés rencontrés par celle-ci ;

La part de la commune de Forest dans cette intervention au service extraordinaire s'élève à $12.200,00 \text{ €} \times 5,16\% = 629,52 \text{ €}$;

DECIDE :

D'émettre un avis défavorable à l'approbation du budget 2016 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de l'Annonciation et de demander à la tutelle d'effectuer les changements nécessaires dans le budget 2016, afin que celui-ci reste en équilibre.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 25 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Mohammed Sebbahi, Laurent Hacken.

Financiën - Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouwboodschap - Begroting 2016.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2016 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouwboodschap, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
Ontvangsten	75.844,44 €	12.700,00 €	88.544,44 €
Uitgaven	55.160,00 €	33.384,44 €	88.544,44 €

Gelet op artikel 14 van de wet van 4 maart 1870, worden de kasbescheiden door het gemeentebestuur van Elsene, zetel van de kerk, onderzocht;

Aangezien het de moeder-gemeente is die in het bezit is van de stukken van de verschillende dossiers voorgelegd door de kerkfabriek, wenssen we evenwel eraan te herinneren dat **de kerkfabrieken**, als instelling van openbaar nut, **onderworpen zijn aan de verplichting tot naleving van de wet op de overheidsopdrachten**;

Overwegende dat het onderzoek van de begroting echter aanleiding geeft tot de volgende opmerkingen:

Aangezien het resultaat van de rekening 2014 gekend is, moet het bedrag ingeschreven op artikel 20 van de buitengewone ontvangsten verbeterd worden. Het bedrag van het tekort van de rekening 2014 moet vermeld worden op artikel 51 van de buitengewone uitgaven (43.045,35 €);

Samengevat :

<u>Artikel</u>	<u>Ingeschreven door de KF</u>	<u>Gewijzigd</u>
17. toeslag van de gemeente	51.844,44 €	73.705,35 €
51. tekort van de rekening 2013	0	43045,35 €
52. vermoedelijk tekort lopend dienstjaar	21.184,44 €	0

Het begrotingsevenwicht wordt verkregen dankzij een gemeentelijke tussenkomst van 73.705,35 € voor de gewone kosten van de eredienst;

Het deel van de gemeente Vorst in deze tussenkomst bedraagt $73.705,35 \text{ €} \times 5,16 \% = 3.803,20 \text{ €}$;

De Kerkfabriek voorziet ook een audit verwarming, een audit asbest en een audit elektriciteit, als gevolg van de herhaalde problemen die ze ondervindt.

Het deel van de gemeente Vorst in deze tussenkomst op de buitengewone dienst bedraagt $12.200,00 \text{ €} \times 5,16 \% = 629,52 \text{ €}$;

BESLIST:

Een ongunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2016 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouwbodschap en de toezichhoudende overheid te vragen om de vereiste wijzigingen aan te brengen in de begroting 2016, zodat deze in evenwicht blijft.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 25 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Mohammed Sebbahi, Laurent Hacken.

Vote : Les groupes PS, Ecolo, DéFI, MR et Monsieur Rongé (indépendant) suivent l'avis de l'administration, à savoir : avis défavorable, le groupe cdH émet un avis favorable.

Stemming: De groepen PS, Ecolo, DéFI, MR en de heer Rongé (onafhankelijke) volgen het advies van het bestuur, nl. een ongunstig advies, de groep cdH geef een gunstig advies.

16 **Finances – Fabrique de l'Eglise Anglicane unifiée - Budget 2016.**

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2016 de la Fabrique de l'Eglise Anglicane unifiée, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	177.635,00 €	125.500,00 €	303.135,00 €
DEPENSES	173.135,00 €	130.000,00 €	303.135,00 €

EQUILIBRE

Ce résultat budgétaire est obtenu sans intervention communale pour les frais ordinaires du culte ;

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du budget 2016 de la Fabrique de l'Eglise Anglicane unifiée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Financiën - Kerkfabriek van de Verenigde Anglicaanse kerk - Begroting 2016.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2016 van de Kerkfabriek van de Verenigde Anglicaanse kerk, als volgt vastgesteld door de Bestuursraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	177.635,00 €	125.500,00 €	303.135,00 €
UITGAVEN	173.135,00 €	130.000,00 €	303.135,00 €

EVENWICHT

Dit begrotingsresultaat wordt verkregen zonder gemeentelijke tussenkomst voor de gewone kosten van de eredienst;

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2016 van de Kerkfabriek van de Verenigde Anglicaanse kerk.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Vote : Les groupes PS, Ecolo, DéFI, MR, cdH et Monsieur Rongé (indépendant) suivent l'avis de l'administration, à savoir : avis favorable.

Stemming: De groepen PS, Ecolo, DéFI, MR, cdH en de heer Rongé (onafhankelijke) volgen het advies van de administratie, nl. een gunstig advies.

17 Finances - Communauté israélite libérale BETH HILLEL - Budget 2017.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2017 de la Communauté israélite libérale BETH HILLEL, arrêté comme suit par le conseil de la communauté :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	35.000,00 €	8.000,00 €	43.000,00 €
DEPENSES	34.600,00 €	-	34.600,00 €

EXCEDENT 8.400,00 €

Ce résultat budgétaire est obtenu sans intervention communale pour les frais ordinaires du culte.

Considérant que pour rétablir l'équilibre du budget, il faut retirer 8.000,00 € de l'article 21 des recettes (reliquat de l'année précédente) et retirer 400,00 € de l'article 5C des dépenses ordinaires ;

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du budget 2017 de la Communauté israélite libérale BETH HILLEL et de demander à la tutelle d'effectuer les changements nécessaires dans le budget 2017, afin que celui-ci reste en équilibre.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Financiën - Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL - Begroting 2017.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2017 van de Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL, als volgt vastgesteld door de gemeenschapsraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	35.000,00 €	8.000,00 €	43.000,00 €
UITGAVEN	34.600,00 €	-	34.600,00 €

Dit begrotingsresultaat wordt verkregen zonder gemeentelijke tussenkomst voor de gewone kosten van de eredienst;

Overwegende dat om de begroting weer in evenwicht te brengen, men 8.000,00 € moet aftrekken van artikel 21 van de ontvangsten (batig saldo van het voorgaande jaar) en 400,00 € van artikel 5C van de gewone uitgaven;

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2017 van de Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL en de toezichthoudende overheid te vragen om de vereiste wijzigingen aan te brengen in de begroting 2017, opdat deze in evenwicht blijft.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Vote : Les groupes PS, Ecolo, DéFI, MR, cdH et Monsieur Rongé (indépendant) suivent l'avis de l'administration, à savoir : avis favorable.

Stemming: De groepen PS, Ecolo, DéFI, MR, cdH en de heer Rongé (onafhankelijke) volgen het advies van het bestuur, nl. een gunstig advies.

PROPRETÉ / EAU / SÉCURITÉ CIVILE - NETHEID / WATER / CIVIELE VEILIGHEID

Propreté publique - Openbare netheid

18 Propreté publique - Convention relative au nettoyage des voiries communales mitoyennes des communes d'Uccle et de Forest - Approbation de la convention.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'agit d'assurer un nettoyage le plus efficient possible des voiries communales et ainsi participer à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens;

Considérant que le découpage des frontières communales entre les communes d'Uccle et de Forest ne permettent pas d'effectuer un travail de nettoyage totalement efficace;

Considérant qu'il est donc opportun que la Commune d'Uccle et la Commune de Forest conviennent des modalités de nettoyage des voiries communales mitoyennes aux deux communes;

Considérant qu'un plan de répartition d'entretien a toujours été mis en place mais n'a jamais été formalisé dans une convention;

Considérant que suite à plusieurs rencontres entre les services propreté des deux communes, un nouveau plan de répartition a été élaboré ;

Considérant qu'il convient dès lors de formaliser cet accord au sein d'une convention;

DECIDE,

article 1 : d'approuver les termes de la convention relative au nettoyage des voiries communales mitoyennes des communes d'Uccle et de Forest.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Openbare Netheid - Overeenkomst inzake de schoonmaak van de gemeentewegen die liggen tussen de gemeenten Ukkel en Vorst - Goedkeuring van de overeenkomst.

DE RAAD,

Overwegende dat het gaat om het verzekeren van een zo doeltreffend mogelijke schoonmaak van de gemeentewegen en zo bij te dragen tot de verbetering van de levenskwaliteit van de burgers;

Overwegende dat de aftekening van de gemeentegrenzen tussen de gemeenten Ukkel en Vorst het niet mogelijk maakt om een volledig doeltreffend schoonmaakwerk uit te voeren;

Overwegende dat het bijgevolg aangewezen is dat de Gemeente Ukkel en de Gemeente Vorst een overeenkomst sluiten over de modaliteiten van schoonmaak van de gemeentewegen die liggen tussen de twee gemeenten;

Overwegende dat er steeds een spreidingsplan van onderhoud bestaan heeft maar dat dit nooit geformaliseerd werd in een overeenkomst;

Overwegende dat volgend op meerdere ontmoetingen tussen de netheidsdiensten van de twee gemeenten een nieuw spreidingsplan uitgewerkt werd;

Overwegende dat het bijgevolg aangewezen is om dit akkoord te formaliseren in een overeenkomst;

BESLIST,

Artikel 1 : de voorwaarden van de overeenkomst inzake de schoonmaak van de gemeentewegen die liggen tussen de gemeenten Ukkel en Vorst goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Projet de convention (Nederlands).docx, Projet de convention.docx, Fond 2016-Propreté 2.pdf

19 **Propreté publique – Convention relative au balayage et au nettoyage par l'ABP de la voirie régionale réalisée dans le cadre de la 6^{ème} réforme de l'état et ses annexes - Approbations.**

LE CONSEIL,

Vu les compétences des Communes telles que décrites dans la nouvelle loi communale (arrêté de coordination du 24/06/1988) art 135, notamment la propreté publique et en particulier la propreté des voiries communales ;

Considérant la volonté des parties de poursuivre le renforcement de la coopération entre les services régionaux et communaux de la propreté, conformément aux orientations du plan de propreté adopté par le Gouvernement régional bruxellois ;

Considérant que la présente convention s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la 6^{ème} réforme de l'Etat – volet « propreté publique » et du renforcement de la collaboration entre le service régional et les services communaux de la propreté publique ;

DECIDE,

Art1 : d'approuver les termes de la présente Convention relative au balayage et au nettoyage par l'ABP de la voirie régionale réalisée dans le cadre de la 6^{ème} réforme de l'état et ses annexes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Openbare netheid – Overeenkomst betreffende het vegen en het reinigen door het GAN van de gewestwegen gerealiseerd in het kader van de 6de staatshervorming en haar bijlagen - Goedkeuringen.

DE RAAD,

Gelet op de bevoegdheden van de Gemeenten zoals beschreven in de nieuwe gemeentewet (coördinatiebesluit van 24/06/1988) art. 135, ondermeer de openbare netheid en in het bijzonder de netheid van de gemeentewegen;

Overwegende de bereidheid van de partijen om de versterking van de samenwerking tussen de gewestelijke en gemeentelijke netheidsdiensten verder te zetten, conform de richtlijnen van het netheidsplan goedgekeurd door de Brusselse Gewestregering;

Overwegende dat de huidige overeenkomst kadert in de uitvoering van de 6^{de} staatshervorming – luik « openbare netheid » en in de versterking van de samenwerking tussen de gewestelijke en de gemeentelijke netheidsdiensten;

BESLIST,

Art. 1: goedkeuring te verlenen aan de voorwaarden van de huidige Overeenkomst betreffende het vegen en het reinigen door het GAN van de gewestwegen gerealiseerd in het kader van de 6de staatshervorming en haar bijlagen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Monsieur Loewenstein précise qu'il s'agit bien de toutes les voiries régionales.

De heer Loewenstein zegt dat het hier al de gewestwegen betreft.

14 annexes / 14 bijlagen

Annexe 1 Programme de blayage Forest_février2016.pdf, Annexe 6 - Moyens de la Commune.doc, Annexe 5 - Moyens logistiques de l'ABP - Convention cadre 2016.pdf, Annexe 4 - Noms, coordonnées et fonction des délégués de chaque partie_NL.doc, Annexe 2 - Programme annuel d'utilisation par la Commune du subside régional.doc, Annexe 2 - Programme annuel d'utilisation par la Commune du subside régional_NL.doc, Annexe 6 - Moyens de la Commune_NL.doc, Convention - ABP_Forest 2016_NL.doc, Annexe 1 - Programme d'intervention balayage NL.pdf, Annexe 4 - Noms, coordonnées et fonction des délégués de chaque partie.doc, Annexe 3 - Rapport d'activité 2015_Commune.xls, Convention - ABP_forest 2016 fr.doc, Annexe 3 - Rapport annuel d'activités communales_NL.xls

20 **Propreté publique - Programme de transition professionnelle - Convention de partenariat entre la Commune de Forest et l'ASBL "Mission Locale de Forest" - Propreté Publique.**

LE CONSEIL,

Vu l'accord du 27 novembre 1997 entre l'Etat Fédéral et les Régions instaurant les programmes de transition professionnelle ;

Vu la convention de programme de transition professionnelle « propreté publique» approuvée par le Conseil Communal en sa séance du 15 décembre 2015;

Considérant que l'ASBL Mission Locale de Forest propose de poursuivre le partenariat avec l'administration communale visant au développement d'une insertion professionnelle par la biais des travaux de propreté publique ;

Considérant que cette convention a pour objet la reconduction du partenariat avec l'administration communale visant au développement d'une insertion professionnelle par le biais d'un projet de propreté publique couvrant prioritairement cinq quartiers de Forest pour l'année 2016 ;

Vu l'article 6 de la convention stipulant que « la commune s'engage à assurer la part financière liée à la gestion des contrats PTP et non couverte par les Pouvoirs Publics fédéraux et régionaux, soit la somme de 11.736,12€ par an » ;

DECIDE:

Article 1: De poursuivre la convention ci-annexée relative au partenariat entre l'ASBL Mission locale de Forest et l'administration communale;

Article 2 : D'approuver le paiement pour la part financière liée à la gestion des contrat PTP et non couverte par les Pouvoirs Publics fédéraux et régionaux d'un montant de 11.736,12€ à l'association sans but lucratif « Mission Locale de Forest », située au 29, boulevard de la 2ème Armée britannique, 1190 Forest;

Article 3 : D'inscrire la dépense de 11.736,12€ à l'article 87540/332-02/73 du service ordinaire du budget 2016.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Openbare netheid - Doorstromingsprogramma - Samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente Vorst en de VZW "Mission Locale de Forest" - Openbare netheid.

DE RAAD,

Gelet op het akkoord van 27 november 1997 tussen de Federale Staat en de Gewesten tot invoering van de doorstromingsprogramma's;

Gelet op de overeenkomst van doorstromingsprogramma « openbare netheid » goedgekeurd door de Gemeenteraad in zijn zitting van 15 december 2015;

Overwegende dat de VZW Mission Locale de Forest voorstelt de samenwerking met het gemeentebestuur verder te zetten teneinde de inschakeling in het beroepsleven te ontwikkelen door middel van werken van openbare netheid ;

Overwegende dat deze overeenkomst als doel heeft de samenwerking met het gemeentebestuur te hernieuwen teneinde de inschakeling in het beroepsleven te ontwikkelen door middel van een project van openbare netheid in vijf prioritaire wijken van Vorst voor het jaar 2016;

Gelet op artikel 6 van de overeenkomst dat bepaalt dat « de gemeente er zich toe verbindt het financiële deel op zich te nemen dat verband houdt met het beheer van de contracten DP en dat niet

gedekt wordt door de federale en gewestelijke Overheden, namelijk het bedrag van 11.736,12€ per jaar »;

BESLIST:

Artikel 1: De overeenkomst, opgenomen in bijlage, betreffende de samenwerking tussen de VZW Mission Locale de Forest en het gemeentebestuur verder te zetten;

Artikel 2 : Goedkeuring te verlenen aan de betaling van het financiële deel dat verband houdt met het beheer van de contracten DP en dat niet gedekt wordt door de federale en gewestelijke Overheden voor een bedrag van 11.736,12€ aan de vereniging zonder winstoogmerk « Mission Locale de Forest », gelegen Britse Tweedelegerlaan, 29 te 1190 Vorst;

Artikel 3 : De uitgave van 11.736,12€ in te schrijven op artikel 87540/332-02/73 van de gewone dienst van de begroting 2016.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

FR FOREST_2016_PTP_proprete publique_FINALBOS.doc, NL FOREST 2016_PTP_proprete publique_FINALBOS.doc

21 **Propreté publique - Programme de transition professionnelle - Convention de partenariat entre la Commune de Forest et l'ASBL "Mission Locale de Forest" - Détagage.**

LE CONSEIL,

Vu l'accord du 27 novembre 1997 entre l'Etat Fédéral et les Régions instaurant les programmes de transition professionnelle ;

Vu la convention de programme de transition professionnelle « détagage » approuvée par le Conseil Communal en sa séance du 15 septembre 2015;

Considérant que l'ASBL Mission Locale de Forest propose de poursuivre le partenariat avec l'administration communale visant au développement d'une insertion professionnelle par la biais des travaux de détagage;

Vu l'article 6 de la convention stipulant que « la commune s'engage à assurer la part financière liée à la gestion des contrats PTP et non couverte par les Pouvoirs Publics fédéraux et régionaux, soit la somme de 7335.06€ par an » ;

DECIDE:

Article 1: De poursuivre la convention ci-annexée relative au partenariat entre l'ASBL Mission locale de Forest et l'administration communale;

Article 2 : D'approuver le paiement pour la part financière liée à la gestion des contrats PTP et non couverte par les Pouvoirs Publics fédéraux et régionaux d'un montant de 7335.06€ à l'association sans but lucratif « Mission Locale de Forest », située au 29, boulevard de la 2ème Armée britannique, 1190 Forest;

Article 3 : D'inscrire la dépense de 7335.06€ à l'article 876/332-02 du service ordinaire du budget 2016.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Openbare netheid - Doorstromingsprogramma - Samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Vorst en de VZW "Mission Locale de Forest" - Graffitiverwijdering.

DE RAAD,

Gelet op het akkoord van 27 november 1997 tussen de Federale Staat en de Gewesten tot invoering van de doorstromingsprogramma's;

Gelet op de overeenkomst van doorstromingsprogramma « graffitiverwijdering » goedgekeurd door de Gemeenteraad in zijn zitting van 15 september 2015;

Overwegende dat de VZW Mission Locale de Forest voorstelt de samenwerking met het gemeentebestuur verder te zetten teneinde de inschakeling in het beroepsleven te ontwikkelen door middel van werken van graffitiverwijdering in vijf prioritaire wijken van Vorst;

Gelet op artikel 6 van de overeenkomst dat bepaalt dat « de gemeente er zich toe verbindt het financiële deel op zich te nemen dat verband houdt met het beheer van de contracten DP en dat niet gedekt wordt door de federale en gewestelijke Overheden, namelijk het bedrag van 7335.06€ per jaar »;

BESLIST:

Artikel 1: De overeenkomst, opgenomen in bijlage, betreffende de samenwerking tussen de VZW Mission Locale de Forest en het gemeentebestuur verder te zetten;

Artikel 2 : Goedkeuring te verlenen aan de betaling van het financiële deel dat verband houdt met het beheer van de contracten DP en dat niet gedekt wordt door de federale en gewestelijke Overheden voor een bedrag van 7335.06€ aan de vereniging zonder winstoogmerk « Mission Locale de Forest », gelegen Britse Tweedelegerlaan, 29 te 1190 Vorst;

Artikel 3 : De uitgave van 7335.06€ in te schrijven op artikel 876/332-02 van de gewone dienst van de

begroting 2016.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

NL 2016convention détag Mission locale Commune_FINAL_Luc.doc, 2016convention détag Mission locale Commune_FINAL_Luc FR.doc

Jean-Claude Englebert quitte la séance / verlaat de zitting

ORGANISATION - ORGANISATIE

Informatique / Téléphonie / Archivage - Informatica / Telefonie / Archivering

22 Informatique - Hôtel communal - Acquisition et paramétrage d'un système de vidéo protection pour l'administration communale de Forest (Rue Saint-Denis, 14) - Application de l'article 249.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège du 12 décembre 2013 relative au déménagement des services communaux vers les deux immeubles pris en location et situés à Forest, rue Saint-Denis, 14 ;

Vu les récents évènements et la répétition à trois reprises, d'effractions et de vols dans le bâtiment de la rue Saint-Denis, 14;

Considérant qu'une solution doit être mise en œuvre afin de sécuriser le bâtiment et les biens qu'il renferme ;

Vu l'offre d'IRISnet scrl du 26 janvier 2016, reprise sous la référence IN001732;

Vu la décision du conseil communal du 27 mai 2003 portant convention avec le Centre Informatique pour la Région de Bruxelles-Capitale (CIRB) pour laisser la possibilité à la commune d'acheter du matériel informatique et téléphonique via ledit centre;

Considérant que cette dépense estimée à 4.520,35 € TVAC (3.735,83 € HTVA) émerge à l'article 104/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2016;

Vu l'urgence impérieuse et imprévisible ;

Vu la Nouvelle Loi Communale et plus particulièrement son article 249 ;

DECIDE,

De faire application de l'article 249 de la Nouvelle Loi communale pour l'acquisition et le paramétrage d'un système de vidéo protection pour l'administration communale de Forest (Rue Saint-Denis, 14);

De désigner IRISnet scrl située avenue des Arts 21, à 1000 Bruxelles pour ladite installation suivant son offre IN001732 du 26 janvier 2016 fixant le montant total à 4.520,35 € TVAC ;

D'inscrire la dépense 4.520,35 € TVAC (3.735,83 € HTVA) à l'article 104/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2016 ;

De financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Informatica - Gemeentehuis - Aankoop en parametring van een videobewakingssysteem voor het gemeentebestuur van Vorst (Sint-Denijsstraat, 14) - Toepassing van artikel 249.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College van 12 december 2013 betreffende de verhuizing van de gemeentediensten naar de twee gehuurde gebouwen gelegen te Vorst, Sint-Denijsstraat 14;

Gelet op de recente gebeurtenissen en de herhaalde (tot drie maal toe) inbraken en diefstallen in het gebouw van de Sint-Denijsstraat, 14;

Overwegende dat er een oplossing doorgevoerd moet worden om het gebouw en de goederen die er zich bevinden te beveiligen;

Gelet op de offerte van IRISnet cvba van 26 januari 2016, opgenomen onder de referentie IN001732;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 27 mei 2003 houdende overeenkomst met het Centrum voor Informatica voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (CIBG) waardoor de gemeente de mogelijkheid krijgt om informatica- en telefoniematerieel via bovengenoemd centrum aan te kopen;

Overwegende dat deze uitgave geraamd op 4.520,35 € incl. BTW (3.735,83 € excl. BTW) behoort tot artikel 104/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2016;

Gelet op de dringende en onvoorzienbare noodzaak;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 249;

BESLIST,

Artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet toe te passen voor de aankoop en parametrisering van een videobewakingssysteem voor het gemeentebestuur van Vorst (Sint-Denijsstraat, 14);

IRISnet cvba gelegen Kunstlaan 21, te 1000 Brussel aan te stellen voor de voornoemde installatie volgens zijn offerte IN001732 van 26 januari 2016 waardoor het totaalbedrag neerkomt op 4.520,35 € incl. BTW;

De uitgave van 4.520,35 € incl. BTW (3.735,83 € excl. BTW) in te schrijven op artikel 104/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2016;

De uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Proposition technique et commerciale_14 rue St Denis_IN001732.pdf

23 Informatique - Acquisition de matériel informatique.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel informatique pour le bon fonctionnement des services et leur intégration dans le parc informatique communal ;

Vu la décision du conseil communal du 02 mars 2010 portant convention (CM1008) avec le Centre Informatique pour la Région de Bruxelles-Capitale (CIRB) pour laisser la possibilité à la commune d'acheter du matériel informatique via ledit centre ;

Vu la liste des prix du matériel offert par le CIRB pour l'année 2016 ;

Attendu que la dépense est dès lors estimée comme suit :

Pour le service informatique 139/742-53/15

8 HP Z27i 27-inch IPS display	4.035,00 €
44 HP Elitedisplay E240 23,8 inch IPS LED	6.776,00 €
90 HP prodesk 600 G2	55.170,00 €
5 HP EliteBook 8-series G3	4.700,00 €
3 E14018-HPProx2-612G1	3.525,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2016, soit 124.500,00 €;

DECIDE,

De désigner le CIRB pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures de la firme ECONOCOM;

D'inscrire la dépense de 74.206,20 € HTVA, soit 89.789,50 TVAC à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2016 pour acquisition de matériel au CIRB ;

De financer cette dépense à l'article 139/742-53/15 par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

Informatica - Aankoop van informaticamaterieel.

DE RAAD,

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de aankoop van informaticamaterieel voor de goede werking van de diensten en hun integratie in het gemeentelijke informaticapark;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 2 maart 2010 houdende overeenkomst (CM1008) met het Centrum voor Informatica voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (CIBG) waardoor de gemeente de mogelijkheid krijgt om informaticamaterieel via bovengenoemd centrum aan te kopen;

Gelet op de prijslijst van het materieel aangeboden door het CIBG voor het jaar 2016;

Overwegende dat de uitgave derhalve als volgt geraamd wordt:

Voor de informaticadienst 139/742-53/15

8 HP Z27i 27-inch IPS display	4.035,00 €
44 HP Elitedisplay E240 23,8 inch IPS LED	6.776,00 €
90 HP prodesk 600 G2	55.170,00 €
5 HP EliteBook 8-series G3	4.700,00 €
3 E14018-HPProx2-612G1	3.525,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2016, namelijk 124.500,00 €;

BESLIST,

Het CIBG aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniematerieel waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma ECONOCOM;

De uitgave van 74.206,20 € excl. BTW, of 89.789,50 € incl. BTW in te schrijven op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2016 voor aankoop van materieel bij het CIBG;

Deze uitgave op artikel 139/742-53/15 te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

Jean-Claude Englebert entre en séance / treedt in zitting

TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

24 **Marchés Publics – 2015-T-028bis - Rénovation de la toiture de la crèche "Les Marmots", avenue des Sept Bonniers 155 - Approbation d’avenant 1 – Application de l’article 249 NLC - Admission de la dépense.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 123,5° relatifs aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l’article 26, §1er, 2°, a;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics et certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 22 octobre 2015 relative à l'attribution du marché “Rénovation de la toiture de la crèche "Les Marmots", avenue des Sept Bonniers 155” à FREMA TOITURES SA, Rue Julien Schmidt 13 B à 6020 Dampremy pour le montant d’offre contrôlé de 71.495,63 € hors TVA ou 86.509,71 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que l’exécution du marché doit répondre aux conditions fixées par le cahier spécial de charges N°2015-T-028bis ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Échevins du 3 mai 2016 approuvant l’avenant 1 du

marché «2015-T-028bis - Rénovation de la toiture de la crèche "Les Marmots", avenue des Sept Bonniers 155» :

Travaux supplémentaires	+	€ 7.318,16
Total HTVA	=	€ 7.318,16
TVA	+	€ 1.536,81
TOTAL	=	€ 8.854,97

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de plus de 10,24 % le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 78.813,79€ hors TVA ou 95.364,68 € 21% TVA;

Considérant la motivation de cet avenant :

Lors de l'exécution du marché, les dégâts dus aux infiltrations d'eau se sont révélés plus conséquents que prévus ;

Considérant que les enfants doivent impérativement réintégrer la crèche au mois de mai 2016, les travaux supplémentaires doivent être exécutés au plus vite et donc sans interruption et prolongation du chantier ;

Considérant qu'il n'est pas accordé de prolongation du délai pour cet avenant ;

Vu l'article 249 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'urgence impérieuse et imprévisible ;

Considérant que le montant de 8.854,97 € sera inscrit à l'article 844/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2016 lors de prochaines modifications budgétaires;

DECIDE,

Art 1: De prendre acte de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 3 mai 2016, décidant:

- d'approuver l'avenant 1 au marché « 2015-T-028bis - Rénovation de la toiture de la crèche « Les Marmots", avenue des Sept Bonniers 155 » pour le montant total en plus de 7.318,16 € hors TVA ou 8.854,97 €, 21% TVA comprise;

Art 2: De faire application de l'article 249 de la NLC en vertu de l'urgence impérieuse et imprévisible;

Art 3: D'admettre la dépense de 8.854,97 €, 21 % TVA comprise et de l'inscrire à l'article de dépense 844/724-60/03 du service extraordinaire du budget 2016 lors de la prochaine modification budgétaire;

Art 4: De financer la dépense par un emprunt;

Art 5: De transmettre la présente décision à l'autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2015-T-028bis - Renovatie van het dak van het kinderdagverblijf “Les Marmots”, Zevenbunderslaan 155 - Goedkeuring van aanhangsel 1 - Toepassing van artikel 249 van de NGW - Instemming met de uitgave.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 123,5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, §1, 2°, a;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 oktober 2015 betreffende de gunning van de opdracht "Renovatie van het dak van het kinderdagverblijf “Les Marmots”, Zevenbunderslaan 155" aan FREMA TOITURES NV, Rue Julien Schmidt 13 B te 6020 Dampremy voor het gecontroleerde offertebedrag van 71.495,63 €, excl. BTW of 86.509,71 €, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat de uitvoering van de opdracht moet beantwoorden aan de voorwaarden vastgelegd in het bijzondere bestek met nr 2015-T-028bis;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 mei 2016 tot goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht « 2015-T-028bis - Renovatie van het dak van het kinderdagverblijf “Les Marmots”, Zevenbunderslaan 155 »:

Aanvullende werken	+	€ 7.318,16
Totaal excl. BTW	=	€ 7.318,16
BTW	+	€ 1.536,81
TOTAAL	=	€ 8.854,97

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met meer dan 10,24 % overschrijdt waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op

78.813,79 €, excl. BTW of 95.364,68 €, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende de motivering van dit aanhangsel:

Tijdens de uitvoering van de opdracht bleek de schade door waterinsijpeling groter te zijn dan voorzien;

Overwegende dat de kinderen in mei 2016 absoluut moeten kunnen terugkeren naar het kinderdagverblijf, moeten de aanvullende werken zo snel mogelijk uitgevoerd worden en dus zonder onderbreking noch verlenging van de werf;

Overwegende dat er voor dit aanhangsel geen verlenging van de termijn verleend wordt;

Gelet op artikel 249 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de dringende en onvoorzienbare noodzaak;

Overwegende dat het bedrag van 8.854,97 € ingeschreven zal worden op artikel 844/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2016 tijdens volgende begrotingswijzigingen;

BESLIST,

Art. 1: Akte te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 3 mei 2016, waarin beslist werd om:

- goedkeuring te verlenen aan aanhangsel 1 van de opdracht « 2015-T-028bis - Renovatie van het dak van het kinderdagverblijf “Les Marmots”, Zevenbunderslaan 155 » voor het totale bijkomende bedrag van 7.318,16 € excl. BTW of 8.854,97 €, 21 % BTW inbegrepen;

Art. 2: Artikel 249 van de NGW toe te passen krachtens de dringende en onvoorzienbare noodzaak;

Art. 3: In te stemmen met de uitgave van 8.854,97 €, 21 % BTW inbegrepen, en ze in te schrijven op artikel 844/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting 2016 tijdens de volgende begrotingswijziging;

Art. 4: De uitgave te financieren door een lening;

Art. 5: Deze beslissing over te maken aan de toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

2016_05_11_Apercu - Avenant 1.doc, Avenant 1.pdf

ciel - Sécurisation des lieux - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234, al. 3 de la nouvelle loi communale - Information.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a) (montant du marché HTVA n'atteint pas le seuil de 85.000,00 €);

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5 § 2;

Vu le cahier spécial des charges « 2016-T-022 - Installation d'un éclairage extérieur sur le site de l'école Arc-en-ciel - Sécurisation des lieux» établi par le Service Travaux Publics;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 28 avril 2016 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché «2016-T-022 – Installation d'un éclairage extérieur sur le site de l'école Arc-en-ciel - Sécurisation des lieux», conformément à l'article 26, § 1, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 ;

Considérant que conformément à l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi Communale, le conseil communal doit être informé des décisions prises par le collège des bourgmestre et échevins, en matière du choix du mode de passation des marchés publics, traités par procédure négociée sans publicité en application de l'article 26, § 1, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 28 avril 2016, décidant :

- d'approuver le cahier spécial des charges n° 2016-T-022 établi par le Service Travaux Publics ainsi que le montant du marché «2016-T-022 – Installation d'un éclairage extérieur sur le site de l'école Arc-en-ciel - Sécurisation des lieux». Le montant estimé s'élevant à 84.905,66 € Hors TVA 90.000,00 €, 6 % TVA Comprise;
- de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché;
- de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée :

- Electrotechnique Et Mécanique Putman Frères sa, Rue Henri-Joseph Genesse 30 à 1070 Bruxelles
 - Progest SA, Zone Artisanale des Carrières 14 à 7181 Arquennes
 - Van Cauter Electriciteit, Keiberg 74 à 9340 Lede
 - Bel-Entreprise Group sprl, Rue du Drapeau 31 à 1070 Bruxelles;
- d'inscrire la dépense à l'article 7201/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2016.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2016-T-022 – Installatie van een buitenverlichting op de site van de school Arc-en-ciel - Beveiliging van de plaatsen - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze en van de te raadplegen firma's -Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van burgemeester en schepenen;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, § 1, 1^o a) (bedrag van de opdracht excl. BTW lager dan de drempel van 85.000,00 €);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 105;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en latere wijzigingen inzonderheid artikel 5 § 2;

Gelet op het bijzondere bestek « 2016-T-022 – Installatie van een buitenverlichting op de site van de school Arc-en-ciel - Beveiliging van de plaatsen » opgemaakt door de Dienst Openbare Werken;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 28 april 2016 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht « 2016-T-022 – Installatie van een buitenverlichting op de site van de school Arc-en-ciel - Beveiliging van de plaatsen », overeenkomstig artikel 26, § 1, 1^o a) van de wet van 15 juni 2006;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234, 3^{de} lid van de nieuwe gemeentewet, de gemeenteraad

op de hoogte gebracht moet worden van de beslissingen die door het college van burgemeester en schepenen worden genomen inzake de keuze van de gunningswijze van de overheidsopdrachten die behandeld worden via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van artikel 26, § 1, 1^o a) van de wet van 15 juni 2006;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 28 april 2016, waarin beslist werd om:

- het bijzondere bestek met nr. 2016-T-022 opgesteld door de Dienst Openbare Werken alsook het bedrag van de opdracht « 2016-T-022 – Installatie van een buitenverlichting op de site van de school Arc-en-ciel - Beveiliging van de plaatsen » goed te keuren. De raming bedraagt 84.905,66 €, excl. BTW of 90.000,00 €, 6 % BTW inbegrepen;
- te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht;
- de volgende firma's te raadplegen in het kader van de onderhandelingsprocedure:
 - Electrotechnique Et Mécanique Putman Frères nv, Henri-Joseph Genessestraat 30 te 1070 Brussel
 - Progest SA, Zone Artisanale des Carrières 14 te 7181 Arquennes
 - Van Cauter Electriciteit, Keiberg 74 te 9340 Lede
 - Bel-Entreprise Group bvba, Vaandelstraat 31 te 1070 Brussel;
- de uitgave in te schrijven op artikel 7201/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2016.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

26 Marchés Publics - 2016-T-023 – Fourniture et placement d'une clôture sur le site de Forest Domaine - Approbation des conditions de mode de passation, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 249 de la NLC - Admission de la dépense.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, §1^{er}, 1^o, c) ;

Vu l'article 249 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 28 avril 2016 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché «2016-T-023 – Fourniture et placement d'une clôture sur le site de Forest Domaine» ;

Considérant que conformément à l'article 249 de la NLC, le conseil communal admet la dépense pourvue par le Collège des bourgmestre et échevins ;

DECIDE:

Art 1: De prendre acte de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 28 avril 2016, décidant:

- de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché «2016-T-023 – Fourniture et placement d'une clôture sur le site de Forest Domaine», conformément à l'article 26, §1^{er},1°,c) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services.
- de faire application de l'article 249 de la NLC en vertu de l'urgence impérieuse et imprévisible.
- de désigner la société Cornelis Fencing bvba, Jan De Trochstraat à 1700 Dilbeek pour le montant d'offre contrôlé de 5.680,37 €, 21 % TVA comprise;

Art 2: D'admettre la dépense de 5.680,37 €, 21 % TVA comprise et de l'inscrire à l'article de dépense 764/724-60/38 du service extraordinaire du budget 2016 lors de la prochaine modification budgétaire;

Art 3: De financer la dépense par un emprunt;

Art 4: De transmettre la présente décision à l'autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2016-T-023 – Levering en plaatsing van een omheining op de site van Vorst Domein - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze, van de te raadplegen firma's en van de gunning - Toepassing van artikel 249 van de NGW - Instemming met de uitgave.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, §1, 1°, c);

Gelet op artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 28 april 2016 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2016-T-023 – Levering en plaatsing van een omheining op de site van Vorst Domein";

Overwegende dat, conform artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad instemt met de uitgave voorzien door het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Art 1: Akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 28 april 2016, waarin beslist werd om:

- te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2016-T-023 – Levering en plaatsing van een omheining op de site van Vorst Domein”, conform artikel 26, §1, 1°, c) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;
- artikel 249 van de NGW toe te passen krachtens de dringende en onvoorzienbare noodzaak;
- de firma Cornelis Fencing bvba, Jan De Trochstraat te 1700 Dilbeek aan te duiden voor het gecontroleerde offertebedrag van 5.680,37 €, 21 % BTW inbegrepen;

Art 2: In te stemmen met de uitgave van 5.680,37 €, 21 % BTW inbegrepen, en ze in te schrijven op artikel van uitgave 764/724-60/38 van de buitengewone dienst van de begroting 2016 tijdens de volgende begrotingswijziging;

Art 3: De uitgave te financieren door een lening;

Art 4: Deze beslissing over te maken aan de Toezichthoudende Overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

27 **Marchés publics – Cimetière – 2016-T-024 - Enlèvement des vieux monuments du cimetière de Forest - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234, al. 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a) (montant du marché HTVA n'atteint pas le seuil de 85.000,00 €);

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160;

Vu le cahier spécial des charges « 2016-T-024 - Enlèvement des vieux monuments du cimetière de Forest» établi par le Service Travaux Publics;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 19 mai 2016 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché «2016-T-024 - Enlèvement des vieux monuments du cimetière de Forest», conformément à l'article 26, § 1, 1° a de la loi du 15 juin 2006 ;

Considérant que conformément à l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi Communale, le conseil communal doit être informé des décisions prises par le collège des bourgmestre et échevins, en matière du choix du mode de passation des marchés publics, traités par procédure négociée sans publicité en application de l'article 26, § 1, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 19 mai 2016, décidant :

- D'approuver le descriptif technique (N° 2016-T-024) et le montant estimé du marché "Enlèvement des vieux monuments du cimetière de Forest", établis par le service de l'Etat Civil (Cimetière). Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 16.528,92 € hors TVA ou 20.000,00 €, 21% TVA comprise.

- De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

- De consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée :

- RANIE bvba, Galgstraat 73 à 1600 Sint-Pieters-Leeuw
- ETABLISSEMENTS PHILIPPE MIGNON sprl, Rue Dr. Laurent 23 à 6640 Sibret
- ESPACE NATURE sprl, Chemin du Foriest 24 à 1420 Braine L'Alleud
- JARDIPOL sprl, Chaussée d'Alseberg 1045 à 1180 Uccle
- VAN RAVESTYN, Rue de la Croisette 52 à 5310 Waret-la-Chaussée
- Espaces verts DECKERS, Chaussée d'Ophain 263 à 1420 Braine-l'Alleud.

- D'inscrire la dépense à l'article 878/721-60/11 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2016.

- De financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Overheidsopdrachten – Kerkhof - 2016-T-024 – Verwijdering van de oude monumenten van het kerkhof van Vorst - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze en van de te

**raadplegen firma's -Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet -
Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van burgemeester en schepenen;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, § 1, 1^o a) (bedrag van de opdracht excl. BTW lager dan de drempel van 85.000,00 €);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 105;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikelen 1 tot 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 tot 63, 67 tot 73, 78 § 1, 84, 95, 127 en 160;

Gelet op het bijzondere bestek “2016-T-024 - Verwijdering van de oude monumenten van het kerkhof van Vorst” opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 19 mei 2016 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht « 2016-T-024 – Verwijdering van de oude monumenten van het kerkhof van Vorst », overeenkomstig artikel 26, § 1, 1^o a) van de wet van 15 juni 2006;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234, 3^{de} lid van de nieuwe gemeentewet, de gemeenteraad op de hoogte gebracht moet worden van de beslissingen die door het college van burgemeester en schepenen worden genomen inzake de keuze van de gunningswijze van de overheidsopdrachten die behandeld worden via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van artikel 26, § 1, 1^o a) van de wet van 15 juni 2006;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 19 mei 2016, waarin beslist werd om:

- Goedkeuring te verlenen aan de technische beschrijving (nr 2016-T-024) en het geraamde bedrag van de opdracht “Verwijdering van de oude monumenten van het kerkhof van Vorst”, opgemaakt door de dienst Burgerlijke Stand (Kerkhof). De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in

het bijzondere bestek en door de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 16.528,92 €, excl. BTW of 20.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen.

- Te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht.

- De volgende firma's te raadplegen in het kader van de onderhandelingsprocedure:

- RANIE bvba, Galgstraat 73 te 1600 Sint-Pieters-Leeuw
- ETABLISSEMENTS PHILIPPE MIGNON sprl, Rue Dr. Laurent 23 te 6640 Sibret
- ESPACE NATURE sprl, Chemin du Foriest 24 te 1420 Braine L'Alleud
- JARDIPOL sprl, Alsebergsesteenweg 1045 te 1180 Ukkel
- VAN RAVESTYN, Rue de la Croisette 52 te 5310 Waret-la Chaussée
- Espaces Verts DECKERS, Chaussée d'Ophain 263 te 1420 Braine L'Alleud.

- De uitgave in te schrijven op artikel 878/721-60/11 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2016.

- De uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

28 **Marchés Publics - 2016-T-025 - Remise en état et service d'alarmes et détection incendie dans divers bâtiments à 1190 Forest - Article 249 NLC – Admission de la dépense.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, §1^{er}, 1^o, c) ;

Vu l'article 249 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 19 mai 2016 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché «2016-T-025 - Remise en état et service d'alarmes et détection incendie dans divers bâtiments à 1190 Forest» ;

Considérant que le marché porte sur des travaux de remise en état et mise en service des dispositifs suivants :

- Rue de la station 17 : remise en état et service de l'installation de détection incendie
- Salle de sport Van Volxem 391 : remise en état et mise en service de l'alarme intrusion
- École de Wereldbrug (11a) rue de Hal 34 : remise en état et mise en service de la détection incendie
- École de Puzzel (11b) rue de Fierlant 35 : remise en état et mise en service de la détection incendie ;

Considérant que conformément à l'article 249 de la NLC, le conseil communal admet la dépense pourvue par le Collège des bourgmestre et échevins ;

DECIDE:

Art 1: De prendre acte de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 19 mai 2016, décidant:

- de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché «2016-T-025 - Remise en état et service d'alarmes et détection incendie dans divers bâtiments à 1190 Forest», conformément à l'article 26, §1^{er}, 1^o,c) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services ;
- de faire application de l'article 249 de la NLC en vertu de l'urgence impérieuse et imprévisible ;
- de désigner la firme RELAITRON sa, rue de Birmingham 110 à 1070 Bruxelles pour le montant d'offre contrôlé total de 11.944,91 €, TVA comprise ;

Art 2: D'inscrire les dépenses de 1.279,12 € HTVA (salle de sport Van Volxem), 1.338,10 € HTVA (17 rue de la station), 5.159,85 € HTVA (école de Puzzel) et 3.121,35 HTVA (école de Wereldbrug) respectivement aux articles 764/724-60/03 (salle de sport Van Volxem), 844/724-60/03 (17 rue de la station) et 7202/724-60/03 (école de Wereldbrug et école de Puzzel) du service extraordinaire du budget 2016 lors de la prochaine modification budgétaire ;

Art 3: De financer la dépense par un emprunt;

Art 4: De transmettre la présente décision à l'autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2016-T-025 - Herstelling en indienststelling van alarm en branddetectie in verschillende gebouwen te 1190 Vorst - Artikel 249 van de NGW - Instemming met de uitgave.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, §1, 1^o, c);

Gelet op artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 19 mei 2016 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2016-T-025- Herstelling en indienststelling van alarm en branddetectie in verschillende gebouwen te 1190 Vorst";

Overwegende dat de opdracht betrekking heeft op herstellingswerken en indienststelling van de volgende installaties:

- Stationstraat 17: herstelling en indienststelling van de installatie voor branddetectie
- Sportzaal Van Volxem 391: herstelling en indienststelling van het inbraakalarm
- School De Wereldbrug (11a) Hallestraat 34: herstelling en indienststelling van de branddetectie
- School De Puzzel (11a) de Fierlantstraat 35: herstelling en indienststelling van de branddetectie;

Overwegende dat, conform artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad instemt met de uitgave voorzien door het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Art 1: Akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 19 mei 2016, waarin beslist werd om:

- te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2016-T-025- Herstelling en indienststelling van alarm en branddetectie in verschillende gebouwen te 1190 Vorst” conform artikel 26, §1, 1°, c) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;
- artikel 249 van de NGW toe te passen krachtens de dringende en onvoorzienbare noodzaak;
- de firma RELAITRON nv, Birminghamstraat 110 te 1070 Brussel aan te duiden, voor het totale gecontroleerde offertebedrag van 11.944,91 €, BTW inbegrepen;

Art 2: De uitgaven van 1.279,12 € excl. BTW (sportzaal Van Volxem), 1.338,10 € excl. BTW (Stationstraat 17), 5.159,85 € excl. BTW (school De Puzzel) en 3.121,35 € excl. BTW (school De Wereldbrug) respectievelijk in te schrijven op artikelen 764/724-60/03 (sportzaal Van Volxem), 844/724-60/03 (Stationstraat 17) en 7202/724-60/03 (school De Wereldbrug en school De Puzzel) van de buitengewone dienst van de begroting 2016 tijdens de volgende begrotingswijziging;

Art 3: De uitgave te financieren door een lening;

Art 4: Deze beslissing over te maken aan de Toezichthoudende Overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

PRÉVENTION & COHÉSION SOCIALE - PREVENTIE & SOCIALE COHESIE

Cohésion sociale / PIC / PGV - Sociale cohesie / PIS / GSB / IFMB

29 **Dispositifs de Cohésion Sociale – Signature des conventions #2016/FF/03 et 2016/infra/04 avec la Commission Communautaire Française (COCOF) – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la communication de la COCOF en date du 02 février 2016 informant la commune de Forest du montant attribué au titre du FIPI communal 2016 à savoir *cent-quarante-trois mille six cent trente-quatre euros (143.634€)* ;

Considérant la répartition approuvée par la commission de concertation communale en date du 15 février 2016 ;

Vu la délibération du collège des Bourgmestre et Echevins en date du 18 février 2016 arrêtant la répartition telle qu'approuvée par la commission de concertation communale ;

DECIDE,

D'approuver l'allocation des subventions du fonds d'impulsion repris dans le tableau ci-annexé ;

De signer les conventions **#2016/FF/03 et 2016/infra/04** ci-annexées avec la commission communautaire Française ;

D'approuver le modèle de convention type à partir duquel seront créées les **conventions particulières** entre la Commune et les promoteurs ;

De déléguer au collège des Bourgmestre et Echevins pouvoir de signer les **conventions particulières** avec les associations Al Malak, APOMSA, Bras dessus Bras dessous, Entraide et Culture, Forest Quartiers Santé, Le Cairn, Maison des Jeunes de Forest, MQSA, Medina FC, Partenariat Marconi et Une Maison en Plus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Voorzieningen voor sociale cohesie – Ondertekening van de overeenkomsten #2016/FF/03 en 2016/infra/04 met de Franse Gemeenschapscommissie (COCOF) – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de mededeling van de COCOF d.d. 02 februari 2016, waarmee de gemeente Vorst op de hoogte werd gesteld van het bedrag dat werd toegekend aan het gemeentelijke IFMB 2016, namelijk *honderd drieënveertigduizend zeshonderd vierendertig euro (143.634 €)*;

Overwegende de verdeling goedgekeurd door de gemeentelijke overlegcommissie op 15 februari 2016;

Gelet op de beraadslaging van het college van Burgemeester en Schepenen van 18 februari 2016 waarin de verdeling, zoals goedgekeurd door de gemeentelijke overlegcommissie, werd vastgelegd;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de toekenning van de subsidies van het impulsfonds die werden opgenomen in de tabel in bijlage;

De overeenkomsten # **2016/FF/03 en 2016/infra/04** met de Franse Gemeenschapscommissie, opgenomen in bijlage, te ondertekenen;

Goedkeuring te verlenen aan het model van type-overeenkomst dat gebruikt zal worden voor de opmaak van de **bijzondere overeenkomsten** tussen de Gemeente en de promotoren;

Het college van burgemeester en schepenen machtiging te verlenen om de **bijzondere overeenkomsten** te ondertekenen met de verenigingen Al Malak, APOMSA, Bras dessus Bras dessous, Entraide et Culture, Forest Quartiers Santé, Le Cairn, Jeugdhuis van Vorst, Wijkhuis Sint-Antonius, FC Medina, Partenariat Marconi en Une Maison en plus.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

Convention cadre FIPI 2016 FF.pdf, Convention partenariat type FIPI 2016.docx, Convention cadre FIPI 2016 infra.pdf, 2016 02 24 FIPI 2016 Liste des projets retenus..pdf

TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

- 30 **Revitalisation des quartiers – Contrat de quartier Saint Antoine – Rénovation d'un complexe de bâti en centre de formation professionnelle et en logements à caractère social - Rue de Fierlant, 80 - Mission d'auteur de projet – Honoraires supplémentaires – Approbation – Prise pour information - Application de l'article 236 de la NLC.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du collège du 14 janvier 2016 décidant :

D'approuver les honoraires supplémentaires introduits par LOW-A suite au retard d'exécution du chantier par l'entreprise Malice s.a.;

De prendre acte que la commune a récupéré la totalité du montant (via une note de crédit) incombant à l'entreprise à titre de pénalités et amendes dus à ce retard de chantier;

D'acter qu'un montant de 4719 € TVAC revient au Bureau d'architecture LOW-A qui a suivi le projet en tant que maître d'œuvre pour la commune;

D'inviter le bureau LOW-A à transmettre une facture pour un montant de 4719 euros TVAC à la Commune de Forest afin de récupérer le complément d'honoraires qui lui est dû;
D'inscrire la dépense à l'article 9302/722-60/48 du service extraordinaire du budget 2015;
De financer la dépense par un emprunt;
D'informer le conseil de la présente décision.

Vu la loi nouvelle communale, et notamment l'article 236 relatif aux compétences du conseil et du collège des bourgmestre et échevins ;

DECIDE :

En application de l'article 236 de la Nouvelle Loi Communale, de prendre pour information la décision du 14 janvier 2016 du collège des bourgmestre et échevins d'approuver et de financer les honoraires supplémentaires introduits par le bureau LOW-A suite au retard d'exécution du chantier par l'entreprise Malice s.a.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Heropleving van de wijken - Wijkcontract Sint-Antonius – Renovatie van een bouwcomplex in beroepsopleidingscentrum en in woningen met sociaal karakter - de Fierlantstraat, 80 – Opdracht van projectontwerper – Bijkomende erelonen – Goedkeuring – Kennisneming – Toepassing van artikel 236 van de NGW.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het college van 14 januari 2016, waarin beslist werd:

De bijkomende erelonen die werden ingediend door LOW-A ten gevolge van de vertraging bij de uitvoering van de werken door de onderneming Malice n.v. goed te keuren;

Akte te nemen van het feit dat de gemeente het totale bedrag voor rekening van de onderneming (via een kredietnota) heeft ingevorderd in de vorm van straffen en boetes ten gevolge van deze vertraging van de werkzaamheden;

Akte te nemen van het feit dat een bedrag van 4719 € incl. BTW toekomt aan het architectenbureau LOW-A, dat het project heeft opgevolgd als bouwheer voor de gemeente;

Het bureau LOW-A te verzoeken een factuur over te maken aan de Gemeente Vorst voor een bedrag van 4719 euro incl. BTW om de bijkomende erelonen waar het recht op heeft, te ontvangen;

De uitgave in te schrijven op artikel 9302/722-60/48 van de buitengewone dienst van de begroting 2015;

De uitgave te financieren door een lening;

De gemeenteraad op de hoogte te brengen van de huidige beslissing.

Gelet op de nieuwe gemeentewet, en inzonderheid artikel 236 betreffende de bevoegdheden van de raad en van het college van burgemeester en schepenen;

BESLIST:

In toepassing van artikel 236 van de Nieuwe Gemeentewet, kennis te nemen van de beslissing van 14 januari 2016 van het college van burgemeester en schepenen om de bijkomende erelonen ingediend door het bureau LOW-A ten gevolge van de vertraging bij de uitvoering van de werken door de onderneming Malice n.v. goed te keuren en te financieren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

31 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Albert – Opération 1B – Construction d’un complexe d’équipements à vocations culturelle et sportive – Avenue Besme 129-131 et avenue Albert 1 – Marché de travaux – Approbation des conditions et du mode de passation du marché – Cahier Spécial des Charges et Avis de Marché.**

LE CONSEIL,

Vu les Arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2012 octroyant au total un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Albert ;

Considérant que le subside régional est réservé afin de financer les projets du programme à hauteur de 95% et qu’en outre, les 5% restants correspondent à la participation financière de la Commune ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l’arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l’arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 02 juillet 2015 d’attribuer le marché à l’A.M. **B-ARCHITECTEN + OMGEVING**, Borgerhoutsestraat nr 22/01, 2018 Antwerpen, pour un montant total de 420.000,00 euros hors T.V.A. ou 508.200,00 euros T.V.A. comprise ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 22 octobre 2015, approuvant l'avant-projet pour la « Construction d'un complexe d'équipements diversifiés et le réaménagement de la dalle Albert », proposé par l'A.M. B-ARCHITECTEN + OMGEVING, et de commander la phase suivante, à savoir le permis d'urbanisme ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 21 janvier 2016 approuvant le dossier de Permis d'Urbanisme pour la « Construction d'un complexe d'équipements diversifiés et le réaménagement de la dalle Albert », proposé par l'A.M. B-ARCHITECTEN + OMGEVING, et de commander la phase suivante, à savoir le dossier d'adjudication ;

Considérant que le dossier d'adjudication a été finalisé ;

Considérant que les membres présents à la Commission de Quartier du 7 juin 2016 ont remis un avis favorable sur ledit dossier ;

Considérant le Cahier Spécial des Charges n° CSC – CQDA – 2016 – 01 et l'Avis de Marché relatif au marché de travaux « PÔLE ALBERT – construction de deux bâtiments » - ci-annexés ;

Considérant qu'il est proposé de choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché et de soumettre l'Avis de Marché au bulletin des adjudications du Moniteur belge ;

Considérant que la séance d'ouverture des offres est prévue le 5 septembre 2016 à 11h ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 3.219.104,80€ HTVA + 10% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 3.541.015,28€ HTVA soit 4.284.628,49€ TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de mettre des éléments en options pour un montant de 139.549,77€ HTVA soit 168.855,22€ TVAC, à savoir :

- L'équipement de cuisine ;
- Le mobilier ;

Considérant que le montant du marché hors options s'élève à 3.079.555,03€ HTVA + 10% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 3.387.510,53€ HTVA soit 4.098.887,74€ TVAC ;

Considérant que le budget prévu dans le programme CQ pour les travaux de l'opération 1B, à savoir 3.772.519,11 €, est financé comme suit :

- 3.395.267,20 € par le subside CQDA de la Région de Bruxelles-capitale (BDU)
- 377.251,91 € sur fonds propres communaux ;

Considérant que le dépassement hors option est donc de 326.368,63 € et qu'il sera pris en charge sur fonds propres communaux ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en sa séance du 28 avril 2016 de faire appel aux subventions régionales auprès de Bruxelles Pouvoirs Locaux, Direction des investissements, Boulevard du Jardin Botanique, 20b à 1035 Bruxelles, pour l'opération 1B du Contrat de quartier durable Albert, pour un montant forfaitaire de 550 000 euros HTVA ;

Considérant que pour diminuer le montant à charge communale la Cellule Revitalisation des quartiers répondra également à l'appel à projet BE.EXEMPLARY – Bâtiment exemplaire 2016 (anciennement BATEX) ;

Considérant qu'un crédit de 3.894.929,11 € est inscrit à l'article 9304/722-60/74 « Travaux de construction aux bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2016 ;

Considérant qu'une modification budgétaire sera introduite suite à la réception des offres des soumissionnaires pour disposer du crédit suffisant afin de désigner l'entreprise ;

DECIDE :

De choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché de travaux ;

D'approuver le Cahier Spécial des Charges n° CSC – CQDA – 2016 – 01, le montant estimé du marché (3.541.015,28€ HTVA soit 4.284.628,49€ TVAC) et l'Avis de Marché relatifs au marché de travaux « PÔLE ALBERT – construction de deux bâtiments » ;

De soumettre l'Avis de Marché au bulletin des adjudications du Moniteur belge ;

D'approuver les éléments mis en option pour un montant de 139.549,77€ HTVA soit 168.855,22€ TVAC ;

D'inscrire la dépense estimée des travaux hors options à 3.079.555,03€ HTVA + 10% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 3.387.510,53€ HTVA soit 4.098.887,74€ TVAC, à l'article 9304/722-60/74 « Travaux de construction aux bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2016 où le montant nécessaire pour l'opération 1B sera disponible après modification budgétaire ;

De financer la dépense liée au marché de travaux comme suit :

- 3.395.267,20 € par le subside CQDA de la Région de Bruxelles-capitale (BDU)
- 377.251,911 € sur fonds propres communaux (part communale prévue dans le programme CQ)
- 326.368,63€ sur fonds propres communaux, montant qu'il est attendu de diminuer dans le courant de 2016 par un subside aux infrastructures sportives communales de la Région de Bruxelles-capitale (BPL) d'une part, et par une prime BE.EXEMPLARY – Bâtiment exemplaire 2016 (anciennement BATEX) d'autre part ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Duurzaam Wijkcontract Albert – Operatie 1B – Bouw van een complex van voorzieningen met een culturele en sportieve bestemming – Besmelan 129-131 en Albertlaan 1 – Opdracht voor aanneming van werken – Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze van de opdracht – Bijzonder Bestek en Opdrachtaankondiging.

DE RAAD,

Gelet op de Besluiten van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 13 december 2012 tot toekenning van een totale subsidie van 10.900.000,00 € voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Albert;

Overwegende dat de gewestelijke subsidie voorbehouden is om de projecten van het programma voor 95% te financieren en dat bovendien, de overblijvende 5% overeenstemt met de financiële bijdrage van de Gemeente;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 02 juli 2015 om de opdracht te gunnen aan de T.V. **B-ARCHITECTEN + OMGEVING**, Borgerhoutsestraat nr 22/01, 2018 Antwerpen, voor een totaalbedrag van 420.000,00 euro excl. B.T.W. of 508.200,00 euro B.T.W. inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 22 oktober 2015, tot goedkeuring van het voorontwerp voor de « Bouw van een complex van gediversifieerde voorzieningen en de heraanleg van de Albertdalle », voorgesteld door de T.V. **B-ARCHITECTEN + OMGEVING**, en om de volgende fase te bestellen, namelijk de stedenbouwkundige vergunning;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 21 januari 2016, tot goedkeuring van het dossier van Stedenbouwkundige Vergunning voor de « Bouw van een

complex van gediversifieerde voorzieningen en de heraanleg van de Albertdalle », voorgesteld door de T.V. B-ARCHITECTEN + OMGEVING, en om de volgende fase te bestellen, namelijk het aanbestedingsdossier;

Overwegende dat het aanbestedingsdossier afgewerkt werd;

Overwegende dat de leden aanwezig op de Wijkcommissie van 7 juni 2016 een gunstig advies hebben uitgebracht over het voormelde dossier;

Overwegende het Bijzondere Bestek met nr BB – DWCA – 2016 – 01 en de Opdrachtaankondiging betreffende de opdracht voor aanneming van werken « ALBERTPOOL – optrekken van twee gebouwen » - opgenomen in bijlage;

Overwegende dat voorgesteld wordt te kiezen voor de open aanbesteding als gunningswijze van de opdracht en de Opdrachtaankondiging te publiceren in het bulletin der aanbestedingen van het Belgisch Staatsblad;

Overwegende dat de openingszitting van de offertes voorzien is op 5 september 2016 om 11 uur;

Overwegende dat de raming van deze opdracht 3.219.104,80€ excl. BTW + 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, hetzij een totaalbedrag geraamd op 3.541.015,28€ excl. BTW of 4.284.628,49€ incl. BTW;

Overwegende dat voorgesteld wordt om elementen in optie te plaatsen voor een bedrag van 139.549,77€ excl. BTW of 168.855,22€ incl. BTW, namelijk:

- De keukenuitrusting;
- Het meubilair;

Overwegende dat het bedrag van de opdracht exclusief opties neerkomt op 3.079.555,03€ excl. BTW + 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, hetzij een totaalbedrag geraamd op 3.387.510,53€ excl. BTW of 4.098.887,74€ incl. BTW;

Overwegende dat de begroting voorzien in het programma van het WC voor de werken van de operatie 1B, namelijk 3.772.519,11 €, als volgt gefinancierd wordt:

- 3.395.267,20 € door de subsidie DWCA van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BSO);
- 377.251,91 € via eigen gemeentelijke fondsen;

Overwegende dat de overschrijding exclusief opties dus de 326.368,63 € bedraagt en dat deze ten laste zal worden genomen via eigen gemeentelijke fondsen;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 28 april 2016 om een beroep te doen op de gewestelijke subsidies bij Brussel Plaatselijke Besturen, Directie Investerings, Kruidtuinlaan, 20b te 1035 Brussel, voor de operatie 1B van het Duurzame Wijkcontract Albert, voor een forfaitaire bedrag van 550.000 euro excl. BTW;

Overwegende dat, om het bedrag ten laste van de gemeente te verlagen, de Cel Heropleving van de wijken tevens zal deelnemen aan de projectoproep BE.EXEMPLARY – Voorbeeldgebouw 2016 (voorheen BATEX);

Overwegende dat er een krediet van 3.894.929,11 € is ingeschreven op artikel 9304/722-60/74 « Oprichting van gebouwen in uitvoering » van de buitengewone dienst van de begroting 2016;

Overwegende dat er een begrotingswijziging ingediend zal worden volgend op de ontvangst van de offertes van de inschrijvers om over voldoende krediet te beschikken om de onderneming aan te stellen;

BESLIST:

Te kiezen voor de open aanbesteding als gunningswijze van de opdracht voor aanneming van werken;

Het Bijzondere Bestek met nr BB – DWCA – 2016 – 01, het geraamde bedrag van de opdracht (3.541.015,28€ excl. BTW of 4.284.628,49€ incl. BTW) en de Opdrachtaankondiging betreffende de opdracht voor aanneming van werken « ALBERTPOOL – optrekken van twee gebouwen » goed te keuren;

De Opdrachtaankondiging te publiceren in het bulletin der aanbestedingen van het Belgisch Staatsblad;

De in optie geplaatste elementen voor een bedrag van 139.549,77€ excl. BTW of 168.855,22€ incl. BTW goed te keuren;

De uitgave voor de werken exclusief opties geraamd op 3.079.555,03€ excl. BTW + 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, hetzij een totaalbedrag geraamd op 3.387.510,53€ excl. BTW of 4.098.887,74€ incl. BTW in te schrijven op artikel 9304/722-60/74 « Oprichting van gebouwen in uitvoering » van de buitengewone dienst van de begroting 2016 waar het bedrag dat nodig is voor de operatie 1B beschikbaar zal zijn na begrotingswijziging;

De uitgave die verband houdt met de opdracht voor aanneming van werken als volgt te financieren:

- 3.395.267,20 € door de subsidie DWCA van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BSO);
- 377.251,91 € via eigen gemeentelijke fondsen (gemeentelijke aandeel voorzien in het programma WC);
- 326.368,63€ via eigen gemeentelijke fondsen, bedrag waarvan verwacht wordt dat het zal dalen in de loop van 2016 door een subsidie aan de gemeentelijke sportinfrastructuren van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BPL) enerzijds, en door een premie BE.EXEMPLARY – Voorbeeldgebouw 2016 (voorheen BATEX) anderzijds;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

116 annexes / 116 bijlagen

TS_ST_EL_1B_99.pdf, Pôle Albert_CSC_admin.pdf, 2261_SAN_B_99.pdf, ARCH_1B_PL11_Zuid en Oostgevel_Façade Sud et Est.pdf, Pôle Albert_CSC_HVAC.pdf, 2261_HVAC_B_04.pdf, TS_ST_EL_1C_03.pdf, 2261_HVAC_B_01.pdf, 2261_HVAC_SCHEME.pdf, 0.Pôle Albert_compo dossier adj.pdf, 2261_HVAC_C_01.pdf, STRUCT-ALBERT-S01.pdf, BIJLAGE_H_DBDMH_1C.pdf, TS_ST_EL_schema_1C.pdf, Pôle Albert_CSC_structure.pdf, Pôle Albert_CSC_Elec.pdf, Albertpool_Bestek_SANI.pdf, Albertpool_Bestek_keuken.pdf, ARCH_1C_PL20_Snede AA en BB - Section AA et BB.pdf.pdf, 2261_SAN_B_03.pdf, TS_ST_EL_schema_1B.pdf, Pôle Albert_métré FR.pdf, ARCH_1B_PL13_Zuidgevel LP_Façade Sud PO.pdf, Albertpool_Bestek_admin.pdf, ARCH_1B_PL19_Snede CC - Section CC.pdf, ARCH_PL00_Inplantingsplan - Plan d'implantation.pdf, ARCH_1B_PL18_Snede BB - Section BB.pdf, 2261_SAN_C_03.pdf, ARCH_1C_PL15_Gevels - Façades.pdf, 2261-00_1B_KEUKEN-CUISINE.pdf, 03 Details gevels - Détails façades.pdf, TS_ST_EL_1B_00.pdf, ARCH_1B_PL06_+2.pdf, 2261_HVAC_B_02.pdf, TS_ST_EL_1C_00.pdf, 2261_HVAC_C_00.pdf, 06 Buitenschrijnwerk - Menuiserie extérieure.pdf, STRUCT-ALBERT-S03.pdf, Annexes_H_Rapport_Siamu_1B_FR.pdf, 2261_SAN_C_02.pdf, 01. Fotos bestaande toestand - Images état existant.pdf, 2261_HVAC_B_98.pdf, ARCH_Borderel buitenschrijnwerk_Bordereau menuiserie extérieure.pdf, 03. Fotomontage - Montage photos.pdf, TS_ST_EL_1B_01.pdf, 2261_HVAC_B_03.pdf, Beschrijvende nota.pdf, STRUCT-ALBERT-S04.pdf, ARCH_1C_PL16_Gevels LP - Façades PO.pdf, 2261_SAN_SCHEME.pdf, 2261_00_LIFT-ASC.pdf, 0_Pôle Albert_avis de marché NL.pdf, ARCH_1B_PL08_Dak - Toiture.pdf, TS_ST_EL_1B_03.pdf, ARCH_1B_PL05_+1.pdf, ARCH_1C_PL09_Plannen - Plans.pdf, TS_ST_EL_1B_02.pdf, Albertpool_Bestek_lift.pdf, BIJLAGE_H_DBDMH_1B.pdf, Albertpool_Bestek_HVAC.pdf, 2261_SAN_C_99.pdf, 2261_SAN_C_01.pdf, Pôle Albert_CSC_cuisine.pdf, 01. Details fundering - Détails fondation.pdf, ARCH_1B_PL02_-2.pdf, STRUCT-ALBERT-S02.pdf, ARCH_1B_PL12_Noordgevel LP_Façade Nord PO.pdf, 2261_SAN_C_04.pdf, 2261_SAN_C_00.pdf, Annexe C-PSS FR V02 JP.pdf, Bijlage C-PSS NL V02 JP.pdf, Albertpool_Bestek_structuur.pdf, ARCH_1B_PL07_+3.pdf, ARCH_1B_PL03_-1.pdf, 05. Compartimentsplannen - Plans de compartiments.pdf, Albertpool_Bestek_architectuur.pdf, Pôle Albert_CSC_SANI.pdf, 2261_HVAC_C_02.pdf, 05 Details meubilair - Détails mobilier.pdf, ARCH_Borderel binnendeuren en -ramen_Bordereau menuiserie intérieure.pdf, Pôle Albert_CSC_architecture.pdf, 2261_SAN_B_02.pdf, Annexes_H_Rapport_Siamu_1C_FR.pdf, ARCH_1B_PL17_Snede AA - Section AA.pdf, Pôle Albert_CSC_ascenseur.pdf, STRUCT-ALBERT-S06.pdf, TS_ST_EL_1B_98.pdf, STRUCT-ALBERT-S05.pdf, 0_Pôle Albert_avis de marché FR.pdf, 0.Albertpool_compo dossier adj.pdf, TS_ST_EL_1B_04.pdf, TS_ST_EL_1C_02.pdf, STRUCT-ALBERT-S01.pdf, 2261_HVAC_C_03.pdf, Albertpool_meetstaat NL.pdf, 04 Details dak - Détails toiture.pdf, 07 Binnenschrijnwerk - Menuiserie intérieure.pdf, 00 Aanduiding details - Indication détails.pdf, annexe G_Rapport étude de sol.pdf, TS_ST_EL_1C_01.pdf, ARCH_1B_PL01_Funderingen - Fondations.pdf, bijlage G_sonderingsrapport.pdf, 02. Axonometrie - Axonométrie.pdf, ARCH_1B_PL14_Oostgevel LP_Façade Est PO.pdf, 2261_SAN_B_00.pdf, 2261_HVAC_B_00.pdf, 2261_SAN_B_04.pdf, Note explicative.pdf, 2261_SAN_B_01.pdf, ARCH_1B_PL10_Noordgevel_Façade Nord.pdf, 2261_HVAC_C_04.pdf, Albertpool_Bestek_elec.pdf, ARCH_1B_PL04_+0.pdf, 2261_HVAC_B_99.pdf, 2261_SAN_B_98.pdf, 02 Details vloeropbouw - Détails sol.pdf

32 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Albert – Opération 1E – Réaménagement de l’infrastructure communale Les Bout’chics – Avenue Besme 115 – Marché de travaux – Approbation des conditions et du mode de passation du marché – Cahier Spécial des Charges et Avis de Marché.**

LE CONSEIL,

Vu les Arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2012 octroyant au total un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Albert ;

Considérant que le subside régional est réservé afin de financer les projets du programme à hauteur de 95% et qu’en outre, les 5% restants correspondent à la participation financière de la Commune ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l’arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l’arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevin du 11 juin 2015 décidant d’attribuer le marché d’auteur de projet à Baneton Garrino architects + JZH & partners, avenue Van Volxem 264 à 1190 Forest, pour un montant de 169.856,71 € HTVA, soit 205.526,62 € TVAC ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 19 novembre 2015, approuvant l’avant-projet pour le « Réaménagement de l’infrastructure communale Les Bout’chics », proposé par BANETON GARRINO ARCHITECTS, et de commander la phase suivante, à savoir le permis d’urbanisme ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 21 janvier 2016, approuvant le dossier de Permis d’Urbanisme pour le « Réaménagement de l’infrastructure communale Les Bout’chics », proposé par BANETON GARRINO ARCHITECTS, et de commander la phase suivante, à savoir le dossier d’adjudication ;

Considérant que le dossier d’adjudication a été finalisé ;

Considérant que les membres présents à la Commission de Quartier du 7 juin 2016 ont remis un avis favorable sur ledit dossier ;

Considérant le Cahier Spécial des Charges n° CSC – CQDA – 2016 – 02 et l’Avis de Marché relatifs au marché de travaux « Réaménagement de l’infrastructure communale Les Bout’chics » - ci-annexés ;

Considérant qu’il est proposé de choisir l’adjudication ouverte comme mode de passation du marché et de soumettre l’Avis de Marché au bulletin des adjudications du Moniteur belge ;

Considérant que la séance d’ouverture des offres est prévue le 7 septembre 2016 à 11h ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s’élève à 1.325.969,81 € HTVA + 10% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 1.458.566,79 € HTVA ou 1.764.865,82 € TVAC ;

Considérant qu’un budget de 1.544.577,54 € est financé pour les travaux de l’opération 1E, comme suit :

- 1.100.224,03 € par le subside CQDA de la Région de Bruxelles-capitale (BDU) ;
- 87.153,51 € sur fonds propres communaux ;
- 357.200,00 € maximum par un subside COCOF pour les nouvelles places créées ;

Considérant que le dépassement est donc de 220.288,28 € TVAC et qu’il sera pris en charge sur fonds propres communaux ;

Considérant que pour diminuer le montant à charge communale, un subside places existantes peut-être demandé auprès de la Cocof ;

Considérant que la Cellule Revitalisation des quartiers répondra également à l’appel à projet BE.EXEMPLARY – Bâtiment exemplaire 2016 (anciennement BATEX) ;

Considérant qu’un crédit de 1.528.460,59 € est inscrit à l’article 9304/722-60/74 « Travaux de construction aux bâtiments en cours d’exécution » du service extraordinaire du budget 2016 ;

Considérant qu’une modification budgétaire sera introduite suite à la réception des offres des soumissionnaires pour disposer du crédit suffisant afin de désigner l’entreprise ;

DECIDE :

De choisir l’adjudication ouverte comme mode de passation du marché de travaux ;

D’approuver le Cahier Spécial des Charges n° CSC – CQDA – 2016 – 02, le montant estimé du marché et l’Avis de Marché relatifs au marché de travaux « Réaménagement de l’infrastructure communale Les Bout’chics » ;

De soumettre l'Avis de Marché au bulletin des adjudications du Moniteur belge ;

D'inscrire la dépense estimée des travaux à 1.325.969,81 € HTVA + 10% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 1.458.566,79 € HTVA soit 1.764.865,82 € TVAC, à l'article 9304/722-60/74 « Travaux de construction aux bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2016 où le montant nécessaire pour l'opération 1E sera disponible après modification budgétaire ;

De financer la dépense liée au marché de travaux comme suit :

- 1.100.224,03 € par le subside CQDA de la Région de Bruxelles-capitale (BDU) ;
- 87.153,51 € sur fonds propres communaux ;
- 357.200,00 € maximum par un subside COCOF pour les nouvelles places créées ;
- 220.288,28 € sur fonds propres communaux, montant qu'il est possible de diminuer par une demande de subside places existantes auprès de la COCOF d'une part, et par une prime BE.EXEMPLARY – Bâtiment exemplaire 2016 (anciennement BATEX) d'autre part ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Duurzaam Wijkcontract Albert – Operatie 1E – Herinrichting van de gemeentelijke infrastructuur Les Bout'chics – Besmelaan 115 – Opdracht voor aanneming van werken – Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze van de opdracht – Bijzonder Bestek en Opdrachtaankondiging.

DE RAAD,

Gelet op de Besluiten van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 13 december 2012 tot toekenning van een totale subsidie van 10.900.000,00 € voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Albert;

Overwegende dat de gewestelijke subsidie voorbehouden is om de projecten van het programma voor 95% te financieren en dat bovendien, de overblijvende 5% overeenstemt met de financiële bijdrage van de Gemeente;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 juni 2015 om de opdracht van projectontwerper te gunnen aan Baneton Garrino architects + JZH & partners, Van Volxemlaan 264 te 1190 Vorst, voor een bedrag van 169.856,71 € excl. BTW, of 205.526,62 € incl. BTW;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 november 2015, tot

goedkeuring van het voorontwerp voor de « Herinrichting van de gemeentelijke infrastructuur Les Bout'chics », voorgesteld door BANETON GARRINO ARCHITECTS, en om de volgende fase te bestellen, namelijk de stedenbouwkundige vergunning;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 januari 2016, tot goedkeuring van het dossier van Stedenbouwkundige Vergunning voor de « Herinrichting van de gemeentelijke infrastructuur Les Bout'chics », voorgesteld door BANETON GARRINO ARCHITECTS, en om de volgende fase te bestellen, namelijk het aanbestedingsdossier;

Overwegende dat het aanbestedingsdossier afgewerkt werd;

Overwegende dat de leden aanwezig op de Wijkcommissie van 7 juni 2016 een gunstig advies hebben uitgebracht over het voormelde dossier;

Overwegende het Bijzondere Bestek met nr BB – DWCA – 2016 – 02 en de Opdrachtaankondiging betreffende de opdracht voor aanneming van werken « Herinrichting van de gemeentelijke infrastructuur Les Bout'chics » - opgenomen in bijlage;

Overwegende dat voorgesteld wordt te kiezen voor de open aanbesteding als gunningswijze van de opdracht en de Opdrachtaankondiging te publiceren in het bulletin der aanbestedingen van het Belgisch Staatsblad;

Overwegende dat de openingszitting van de offertes voorzien is op 7 september 2016 om 11 uur;

Overwegende dat de raming van deze opdracht 1.325.969,81 € excl. BTW + 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, hetzij een totaalbedrag geraamd op 1.458.566,79 € excl. BTW of 1.764.865,82 € incl. BTW bedraagt;

Overwegende dat een budget van 1.544.577,54 € als volgt gefinancierd wordt voor de werken van operatie 1E:

- 1.100.224,03 € door de subsidie DWCA van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BSO);
- 87.153,51 € via eigen gemeentelijke fondsen;
- maximaal 357.200,00 € door een subsidie van de COCOF voor de nieuwe gecreëerde plaatsen;

Overwegende dat de overschrijding dus 220.288,28 € incl. BTW bedraagt en dat deze ten laste zal worden genomen via eigen gemeentelijke fondsen;

Overwegende dat, om het bedrag ten laste van de gemeente te verlagen, er een subsidie voor bestaande plaatsen kan aangevraagd worden bij de Cocof;

Overwegende dat de Cel Heropleving van de wijken tevens zal deelnemen aan de projectoproep BE.EXEMPLARY – Voorbeeldgebouw 2016 (voorheen BATEX);

Overwegende dat er een krediet van 1.528.460,59 € is ingeschreven op artikel 9304/722-60/74

« Oprichting van gebouwen in uitvoering » van de buitengewone dienst van de begroting 2016;

Overwegende dat er een begrotingswijziging ingediend zal worden volgend op de ontvangst van de offertes van de inschrijvers om over voldoende krediet te beschikken om de onderneming aan te stellen;

BESLIST:

Te kiezen voor de open aanbesteding als gunningswijze van de opdracht voor aanneming van werken;

Goedkeuring te verlenen aan het Bijzondere Bestek met nr BB – DWCA – 2016 – 02, het geraamde bedrag van de opdracht en de Opdrachtaankondiging betreffende de opdracht voor aanneming van werken « Herinrichting van de gemeentelijke infrastructuur Les Bout'chics »;

De Opdrachtaankondiging te publiceren in het bulletin der aanbestedingen van het Belgisch Staatsblad;

De uitgave voor de werken geraamd op 1.325.969,81 € excl. BTW + 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, hetzij een totaalbedrag geraamd op 1.458.566,79 € excl. BTW of 1.764.865,82 € incl. BTW in te schrijven op artikel 9304/722-60/74 « Oprichting van gebouwen in uitvoering » van de buitengewone dienst van de begroting 2016 waar het bedrag dat nodig is voor de operatie 1E beschikbaar zal zijn na begrotingswijziging;

De uitgave die verband houdt met de opdracht voor aanneming van werken als volgt te financieren:

- 1.100.224,03 € door de subsidie DWCA van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BSO);
- 87.153,51 € via eigen gemeentelijke fondsen;
- maximaal 357.200,00 € door een subsidie van de COCOF voor de nieuwe gecreëerde plaatsen;
- 220.288,28 € via eigen gemeentelijke fondsen, bedrag dat mogelijk zal dalen door een subsidieaanvraag voor bestaande plaatsen bij de COCOF enerzijds, en door een premie BE.EXEMPLARY – Voorbeeldgebouw 2016 (voorheen BATEX) anderzijds;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Monsieur Rongé veut savoir où seront logés les enfants pendant les travaux.

Monsieur Spapens répond que le service de la petite enfance et le service des contrats de quartier cherchent activement des solutions et Madame Père précise que les enfants seront accueillis dans

les autres crèches et qu'un accord avec le CPAS est conclu pour récupérer les pavillonnaires des Balladins. Ainsi il n'y aura pas de perte de capacité pendant les travaux.

De heer Rongé wil weten waar de kinderen zullen ondergebracht worden tijdens de werken.

De heer Spapens antwoordt dat de diensten kinderopvang en wijkcontracten actief naar oplossingen zoeken en mevrouw Père preciseert dat de kinderen in andere kinderdagverblijven zullen ondergebracht worden en dat er een akkoord is bereikt met het OCMW om de paviljoenen van "Les Balladins" te recuperen. Zo blijft de opvangcapaciteit tijdens de werken behouden.

60 annexes / 60 bijlagen

DEF_160602-1E-PSS NL.pdf, DEF_160608_1E_Métré3P_FR.pdf, DEF_1E_160606-AR_04_EXI_A0.pdf, DEF_1E_160606-STA-Cdch_FR.pdf, DEF_1E_160606-TS-CH01.pdf, DEF_1E_160606-STA-02.pdf, DEF_1E_160606-TS-Cdch_NL.pdf, DEF_1E_160606-TS-EU01.pdf, DEF_1E_160606-AR_D01-2-3_A3.pdf, DEF_1E_160606-AR_03_EXI_A0.pdf, DEF_1E_160606-TS-EU00.pdf, DEF_1E_160606-TS-Cdch_FR.pdf, DEF_1E_160606-TS-EU02.pdf, DEF_1E_160606-AR-note insertion_FR.pdf, DEF_1E_160606-STA-04.pdf, DEF_1E_160606-AR_14_PROJ_A0.pdf, DEF_1E_160606-AR_01_IMPLANT_A0.pdf, DEF_1E_160606-STA-05.pdf, DEF_1E_160606-TS-EW01.pdf, DEF_1E_160606-TS-EW02.pdf, DEF_1E_160606-AR_13_PROJ_A0.pdf, DEF_1E_160606-STA-03.pdf, DEF_1E_160606-STA-01.pdf, DEF_1E_160606_csch_FR.pdf, DEF_1E_150108_Amiante 2015_InventaireNL.pdf, DEF_1E_160606-AR_06_PROJ_A0.pdf, DEF_1E_160606-AR_10_PROJ_A0.pdf, DEF_1E_160606_avis de marché NL.pdf, DEF_1E_160606-TS-VE02.pdf, DEF_1E_160606-AR_07_PROJ_A0.pdf, DEF_1E_160606-AR-Cdch_NL.pdf, DEF_160204_1E_siamu AP_FR.pdf, DEF_1E_160606-AR- SIAMU.pdf, DEF_1E_160606_avis de marché FR.pdf, DEF_1E_160606-STA-liste de plans.pdf, DEF_1E_160606-TS-EL01.pdf, DEF_1E_160606-AR_05_EXI_A0.pdf, DEF_1E_160606-AR_08_PROJ_A0.pdf, DEF_160413_1E_siamu PU_FR.pdf, DEF_1E_160606-TS_Listing Plans.pdf, DEF_1E_160606-AR-note insertion_NL.pdf, DEF_1E_160606-AR-Cdch_FR.pdf, DEF_1E_160606-AR_LISTING plans 160606.pdf, DEF_1E_160606_csch_NL.pdf, DEF_1E_150108_Amiante 2015_InventaireFR.pdf, DEF_1E_160606-AR_15_PROJ_A0.pdf, DEF_1E_160606-TS-CH02.pdf, DEF_160413_1E_siamu PU_NL.pdf, DEF_160608_1E_Métré3P_NL.pdf, DEF_160204_1E_siamu AP_NL.pdf, DEF_1E_160606-AR_12_PROJ_A0.pdf, DEF_160602-1E-PSS FR.pdf, DEF_1E_160606-AR_09_PROJ_A0.pdf, DEF_1E_160606-TS-Schéma chaufferies-SC01.pdf, DEF_1E_160606-STA-Cdch_NL.pdf, DEF_1E_160606-TS-EL02.pdf, DEF_1E_160606-TS-TT00.pdf, DEF_1E_160606-AR_02_EXI_A0.pdf, DEF_1E_160606-TS-VE01.pdf, DEF_1E_160606-AR_11_PROJ_A0.pdf

ORGANISATION - ORGANISATIE

Affaires néerlandophones - Nederlandstalige aangelegenheden

33 **Affaires néerlandophones - Politique culturelle locale - Allocation des subventions 2016 auprès des associations néerlandophones.**

LE CONSEIL,

Vu le décret de la Communauté flamande du 6 juillet 2012 portant sur la stimulation d'une politique culturelle locale qualitative et intégrale, complété par l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 octobre 2012;

Vu la décision du Conseil Communal du 19 novembre 2013 concernant l'application du décret susmentionné et l'approbation du plan communal de politique culturelle locale 2014-2019 ;

Vu l'avis positif dd 19 décembre 2013 de la Vlaamse Gemeenschapscommissie concernant le plan communal de politique culturelle locale 2014-2019 ;

Considérant que la Communauté flamande souhaite que la Commune offre un soutien substantiel aux associations locales qui suivent les priorités du plan communal de politique culturelle locale;

Considérant qu'une modification est souhaitable pour ce qui concerne les subsides à certaines organisations culturelles néerlandophones, tout en respectant le crédit prévu sur l'article 7622/332-02 du service ordinaire du budget 2016, vu qu'une des associations n'est plus domiciliée à Forest et qu'une autre association délivre plus de services auprès de la Commune que les années précédentes;

DECIDE:

De modifier l'attribution des subsides disponibles sur l'article 7622/332-02 du service ordinaire du budget 2016, suivant cette proposition:

Vereniging	Toegewezen krediet	Wijziging
Ten Weyngaert	5500	8000
Krul	4500	4500
Almanar*	1000	1000
Arenal*	1500	1500
Chiro H2O	3000	3000
Femma Brussel	2000	2000
Komplot	2500	0
105 Besme	1000	1000
Black Devils	1000	1000
Fietsersbond Brussel-Zuid	1000	1000
Kinderbegeleiding Vorst	1500	1500
Cultuurkring	500	500
Davidfonds Vorst	500	500
De Weeg Zuid-Brussel	500	500

FMDO	500	500
Rodenbach	250	250
Willemsfonds	250	250
Ziekenzorg Vorst	500	500
Kerkgemeenschap Vorst	250	250
Oudercomité Parkschool Vorst	500	500
Oudercomité St-Augustinus	500	500
De Treffers	250	250
Het Klaverke	250	250
TOTAL	29250	29250

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Nederlandstalige aangelegenheden - Lokaal cultuurbeleid - Toewijzing van de subsidies 2016 aan het Nederlandstalig verenigingsleven.

DE RAAD,

Gelet op het Decreet Lokaal Cultuurbeleid van de Vlaamse Gemeenschap van 6 juli 2012 en het daarop aansluitende Besluit van de Vlaamse Regering dd 12 oktober 2012 ;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 19 november 2013 betreffende de instap van de gemeente Vorst in het Decreet Lokaal Cultuurbeleid en de goedkeuring door de Gemeenteraad van het geïntegreerde gemeentelijke cultuurbeleidsplan voor de periode 2014-2019 ;

Gelet op het positieve advies van de Vlaamse Gemeenschapscommissie dd 19 december 2013 betreffende het geïntegreerde cultuurbeleidsplan Vorst voor de periode 2014-2019 ;

Overwegende dat de Vlaamse Gemeenschap verwacht dat de gemeente een transparant en kwalitatief ondersteuningsbeleid voert met betrekking tot het lokale verenigingsleven en dat dit aansluit bij de prioriteiten van het cultuurbeleidsplan;

Overwegende dat binnen het voorziene krediet op artikel 7622/332-02 van de gewone dienst van de begroting 2016 een herverdeling wenselijk is aangezien één van de te onderstaande organisaties niet langer in Vorst is gedomicilieerd en een andere ondersteunde organisatie een groter dienstenpakket verleent aan de gemeente dan in de vorige jaren het geval was;

BESLIST,

De verdeling van de subsidies aan instellingen ten dienste van de gezinnen voorzien op artikel 7622/332-02 van de gewone dienst van de begroting 2016 als volgt te wijzigen:

Vereniging	Toegewezen krediet	Wijziging
Ten Weyngaert	5500	8000
Krul	4500	4500
Almanar*	1000	1000
Arenal*	1500	1500
Chiro H2O	3000	3000
Femma Brussel	2000	2000
Komplot	2500	0
105 Besme	1000	1000
Black Devils	1000	1000
Fietsersbond Brussel-Zuid	1000	1000
Kinderbegeleiding Vorst	1500	1500
Cultuurkring	500	500
Davidfonds Vorst	500	500
De Weeg Zuid-Brussel	500	500
FMDO	500	500
Rodenbach	250	250
Willemsfonds	250	250
Ziekenzorg Vorst	500	500
Kerkgemeenschap Vorst	250	250
Oudercomité Parkschoon Vorst	500	500
Oudercomité St-Augustinus	500	500
De Treffers	250	250
Het Klaverke	250	250
TOTAAL	29250	29250

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Monsieur Rongé veut savoir si toutes les associations sont membre de “ Ten Weyngaert” et si elles sont affiliées chez le VGC.

Madame Buyse répond qu’elles sont presque toutes affiliées à Ten Weyngaert, et si ce n’est pas le cas, nous les incitons à le faire.

De heer Rongé wil weten of alle verenigingen lid zijn van ‘Ten Weyngaert’ en of ze aangesloten zijn bij de VGC.

Mevrouw Buyse antwoordt dat ze praktisch allemaal lid zijn van ‘Ten Weyngaert’ en indien dit niet het geval is, wij hen aansporen aan om lid te worden.

Affaires générales - Algemene zaken

34 Affaires générales - Action en cessation environnementale contre le survol de Bruxelles et les nuisances sonores générées par l'aéroport de Bruxelles-National – Décision d'ester en justice et Désignation d'un avocat. *(Ajouté en séance)*

LE CONSEIL,

Vu les trois actions en cessation introduites par la Région de Bruxelles-Capitale à l'audience du 15 juin 2016, devant le tribunal de 1^{ère} instance de Bruxelles ;

Vu l'action en cessation précédente introduite en 2014 par la Région de Bruxelles-Capitale, à laquelle la commune de Forest s'est jointe ;

Vu l'ordonnance du 31 juillet 2014 du Tribunal de première instance qui en a résulté et qui constate les violations manifestes générées par le plan de répartition décidé par le Gouvernement fédéral le 28 février 2010, mis en œuvre par une décision du 6 février 2014 par le secrétaire d'État à la Mobilité et exécuté par Belgocontrol;

Considérant que malgré l'ordonnance de cessation du 31 juillet 2014 et en dépit de l'adoption par l'État belge de l'instruction du 23 octobre 2014, mise en œuvre en avril 2015, subsistent toutefois des violations graves des normes environnementales ;

Considérant qu'il ressort d'un nouveau rapport établi par l'IBGE des violations très importantes tant des normes de bruit événementiel (en termes de taux de violation et d'intensité) que des normes de bruit spécifique, et ce aussi bien le jour que la nuit ;

Considérant qu'il en ressort ainsi notamment que les dépassements des normes de bruit de jour mesurés aux stations MSJ_Vdbg et BXL_Houb sont dans 35 à 46% des cas supérieurs à 3dB, pendant l'année 2015 ; et que les dépassements des normes de bruit de nuit mesurés aux mêmes stations en 2015 étaient supérieurs à 10dB dans 62 à 83% des cas;

Que les dépassements des normes de bruit constatés sont donc extrêmement importants et préjudiciables pour les habitants;

Considérant, par ailleurs, que l'État fédéral ne respecte toujours pas une définition de la nuit opérationnelle à même d'assurer un repos suffisant à la population ;

Considérant au surplus que depuis le 24 septembre 2015, ni les AIP, ni un quelconque NOTAM, ne restreignent l'utilisation de la route du Canal à une liste d'avions peu bruyants, de sorte que la limite de bruit (QC inférieur ou égal à 4) prévue par les AIP pour les avions empruntant cette route – et encadrée initialement par liste restrictive de 32 types d'avions particulièrement peu bruyants autorisés à emprunter la route du Canal publiée aux AIP, en complément de la limite de QC - est totalement inopérante;

Considérant l'augmentation du nombre et de la fréquence de personnes exposées au bruit des avions ;

Considérant les nuisances sonores causées à la population;

Considérant au surplus, le non-respect des règles de procédure en ce compris la réalisation d'une étude d'incidences, de la participation du public et d'une approche équilibrée de la gestion des nuisances aériennes ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre fin à cette situation infractionnelle, notamment, par le biais d'une action en cessation environnementale pour défendre les intérêts de la commune ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 2 juin 2013 fixant la date d'entrée en vigueur de la loi précitée du 15 juin 2006 et de ses arrêtés royaux d'exécution, spécialement ses articles 1(alinéa 1, 1°), 2 (alinéa 1, 1°), 3 (alinéa 1, 2°) et 6 ;

Considérant que dans le nouveau droit des marchés publics, les marchés de services juridiques relatifs à un litige qui se limitent à la consultation et à la représentation devant des juridictions et d'autres organes de règlement des litiges ainsi qu'à la prévention des litiges, sont passés par procédure négociée avec publicité, sauf disposition contraire dans les documents du marché (articles 33§2 de la loi du 15 juin 2006 et article 146 de l'arrêté royal d'exécution du 15 juillet 2011) ;

Considérant que le nouveau droit des marchés publics maintient le principe de limitation de la possibilité de traiter par procédure négociée sans publicité aux cas limitativement énumérés par le législateur ;

Considérant qu'en vertu de l'article 26 §,1^{er}, 1° , c) de la loi du 15 juin 2006 :

« § 1^{er}. Il ne peut être traité par procédure négociée sans publicité, mais si possible après consultation de plusieurs entrepreneurs, fournisseurs ou prestataires de services, que dans les cas suivants :

1° dans le cas d'un marché public de travaux, de fournitures ou de services, lorsque:

c) dans la mesure strictement nécessaire, l'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles

pour le pouvoir adjudicateur ne permet pas de respecter les délais exigés par la procédure ouverte, restreinte ou négociée avec publicité. Les circonstances invoquées pour justifier l'urgence impérieuse ne doivent, en aucun cas, être imputables au pouvoir adjudicateur »;

Vu les articles 48 et 49 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 fixant les délais exigés par la procédure ouverte, restreinte ou négociée avec publicité en cas de publicité belge ;

Vu les articles 2 § 2 et 32 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 fixant à 200.000 euros HTVA le montant du seuil européen lorsque le marché de services porte sur des services visés à l'annexe 2,B de la loi ;

Considérant qu'en l'espèce, compte tenu des éléments d'appréciation auxquels on peut avoir égard, les frais et honoraires d'avocat ne devraient raisonnablement pas excéder la somme de 200.000 € HTVA ;

Considérant que la procédure la plus rapide selon les articles 48 et 49 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 suppose un délai de réception des offres de 10 jours à compter de l'envoi de l'avis de marché ;

Considérant qu'avant envoi, l'avis de marché doit avoir été établi en respectant l'article 234 de la nouvelle loi communale et qu'après la réception des offres, il faut encore un délai afin de se prononcer sur l'attribution d'un marché ;

Considérant qu'en l'espèce il paraît impossible de respecter les délais exigés par la procédure ouverte, restreinte ou négociée avec publicité, sans risquer de mettre en péril l'effectivité de la défense des intérêts de la commune, et ce d'autant plus que citation a déjà été lancée par la Région ;

Considérant que les trois actions introduites à l'audience du 10 juin 2016 s'inscrivent dans le droit fil de celle diligentée par la Région et la commune en 2014 ;

Vu la nouvelle loi communale, et notamment ses articles 234 – spécialement son alinéa 2 nouveau -, 236 et 270 ;

Vu la décision du conseil communal du 6 juin 1978 de déléguer au collège échevinal ses pouvoirs en matière de choix du mode de passation et de fixation des conditions des marchés de travaux, de fournitures ou de services pour les marchés relatifs à la gestion journalière de la commune, dans les limites des crédits inscrits à cet effet au budget ordinaire ;

Vu les crédits inscrits à l'article 1041/123-15 du service ordinaire du budget 2016 ;

DECIDE,

De faire choix de la procédure négociée sans publicité pour défendre les intérêts de la commune dans le cadre de l'action en cessation environnementale qu'elle compte intenter contre le plan de dispersion des vols autour de l'aéroport de Bruxelles-National en application de l'article 26 § 1^{er} 1° c de la loi du 15 juin 2006 ;

De désigner Maître Thomas Hauzeur, avocat à Bruxelles, spécialité en droit de l'environnement et auteur de plusieurs articles sur les nuisances sonores générées par l'aéroport de Bruxelles-National en vue d'introduire une citation directe contre l'Etat belge afin de faire cesser les infractions environnementales, ou à tout le moins, une requête en intervention, dans le cadre des trois actions en citations lancées par la Région de Bruxelles-Capitale ;

D'inscrire la dépense à l'article 1041/123-15 du service ordinaire du budget 2016.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Algemene Zaken - Milieustakingsvordering tegen het luchtverkeer boven Brussel en de geluidshinder veroorzaakt door de luchthaven Brussel-Nationaal – Beslissing om een zaak aan te spannen en Aanstelling van een advocaat. (Toegevoegd tijdens de zitting)

DE RAAD,

Gelet op de drie stakingsvorderingen ingediend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op de zitting van 15 juni 2016, voor de rechtbank van 1^{ste} aanleg van Brussel;

Gelet op de vorige stakingsvordering ingediend in 2014 door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarbij de gemeente Vorst zich aangesloten heeft;

Gelet op de beschikking van 31 juli 2014 van de Rechtbank van eerste aanleg die hiervan het gevolg was en die duidelijke overtredingen vaststelt veroorzaakt door het spreidingsplan beslist door de federale regering op 28 februari 2010, ingevoerd door een beslissing van 6 februari 2014 door de Staatssecretaris van Mobiliteit en uitgevoerd door Belgocontrol;

Overwegende dat er ondanks de beschikking tot stopzetting van 31 juli 2014 en in weerwil van de goedkeuring door de Belgische Staat van de richtlijn van 23 oktober 2014, ingevoerd in april 2015, echter ernstige overtredingen van de milieunormen blijven bestaan;

Overwegende dat uit een nieuw rapport opgemaakt door het BIM blijkt dat zowel de evenementiële geluidsnormen (wat betreft de graad van overtreding en van intensiteit) als de specifieke geluidsnormen zeer zwaar overtreden worden, en dit zowel overdag als 's nachts;

Overwegende dat hieruit ondermeer blijkt dat de overschrijdingen van de geluidsnormen overdag, gemeten in de stations MSJ_Vdbg et BXL_Houb in 35 tot 46% van de gevallen hoger liggen dan 3dB, gedurende het jaar 2015; en dat de overschrijdingen van de normen 's nachts, gemeten in dezelfde stations in 2015 hoger lagen dan 10dB in 62 tot 83% van de gevallen;

Dat de vastgestelde overschrijdingen van de geluidsnormen dus uiterst hoog en schadelijk zijn voor de inwoners;

Overwegende dat de federale staat overigens nog steeds geen definitie van de operationele nacht respecteert die de bevolking voldoende rust moet verzekeren;

Overwegende bovendien dat sinds 24 september 2015 noch de AIP, noch enige NOTAM, het gebruik van de Kanaalroute beperken tot een lijst van weinig lawaaierige vliegtuigen, zodat de geluidsbeperking (QC lager of gelijk aan 4) voorzien door de AIP voor de vliegtuigen die deze route nemen – en oorspronkelijk begeleid door een beperkende lijst van 32 types van bijzonder weinig lawaaierige vliegtuigen die de toelating hebben om de Kanaalroute gepubliceerd in de AIP te gebruiken, in aanvulling op de beperking van QC - volledig ondoeltreffend is;

Gelet op de toename en de frequentie van het aantal personen dat aan het geluid van vliegtuigen wordt blootgesteld;

Overwegende de geluidsoverlast voor de bevolking;

Overwegende bovendien de niet-naleving van de procedureregels met inbegrip van de uitvoering van een effectenstudie, de participatie van het publiek en een evenwichtige benadering van het beheer van de vliegtuighinder;

Overwegende dat het nodig is een einde te stellen aan deze inbreuken, ondermeer via een milieustakingsvordering teneinde de belangen van de gemeente te verdedigen;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 juni 2013 tot bepaling van de datum van inwerkingtreding van de voormelde wet van 15 juni 2006 en van haar koninklijke uitvoeringsbesluiten, in het bijzonder artikelen 1 (1ste lid, 1°), 2 (1ste lid, 1°), 3 (1ste lid, 2°) en 6;

Overwegende dat in de nieuwe wetgeving op de overheidsopdrachten, de opdrachten voor juridische diensten betreffende een geschil dat zich beperkt tot de raadpleging en de vertegenwoordiging voor rechterlijke instanties en andere organen voor geschillenbeslechting alsook tot de geschillenpreventie gegund worden via onderhandelingsprocedure met bekendmaking, behalve indien anders bepaald in de documenten van de opdracht (artikelen 33§2 van de wet van 15 juni 2006 en artikel 146 van het koninklijk uitvoeringsbesluit van 15 juli 2011);

Overwegende dat de nieuwe wetgeving op de overheidsopdrachten het principe behoudt van beperking van de mogelijkheid om te gunnen via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking tot de gevallen die limitatief worden opgesomd door de wetgever;

Overwegende dat krachtens artikel 26 §1, 1°, c) van de wet van 15 juni 2006:

« § 1. De overheidsopdrachten mogen enkel worden geplaatst bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking doch, indien mogelijk, na raadpleging van meerdere aannemers, leveranciers of dienstverleners in de volgende gevallen:

1° in het geval van een overheidsopdracht voor werken, leveringen of diensten wanneer:

c) voor zover zulks strikt noodzakelijk is, ingeval de termijnen voor de open of beperkte procedure of de onderhandelingsprocedure met bekendmaking wegens dwingende spoed, voortvloeiend uit onvoorzienbare gebeurtenissen voor de aanbestedende overheid, niet in acht kunnen worden genomen. De ter rechtvaardiging van de dwingende spoed ingeroepen omstandigheden mogen in geen geval aan de aanbestedende overheid te wijten zijn »;

Gelet op artikelen 48 en 49 van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 tot vaststelling van de termijnen vereist door de open, beperkte of onderhandelingsprocedure met bekendmaking bij Belgische bekendmaking;

Gelet op artikelen 2 § 2 en 32 van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 waarin het Europese drempelbedrag vastgesteld wordt op 200.000 euro excl. BTW wanneer de opdracht voor diensten betrekking heeft op de diensten bedoeld in bijlage 2, B van de wet;

Overwegende dat in dit geval, rekening houdend met de in aanmerking komende elementen, de advocaatkosten en -erelonen redelijkerwijze het bedrag van 200.000 € excl. BTW niet zouden mogen overschrijden;

Overwegende dat de snelste procedure volgens artikelen 48 en 49 van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 een termijn veronderstelt voor de ontvangst van de offertes van 10 dagen te rekenen vanaf de verzending van de opdrachtaankondiging;

Overwegende dat vóór verzending, de opdrachtaankondiging opgemaakt moet zijn in naleving van artikel 234 van de nieuwe gemeentewet en dat er, na ontvangst van de offertes, nog een termijn nodig is om zich uit te spreken over de gunning van een opdracht;

Overwegende dat het in dit geval onmogelijk lijkt om de termijnen vereist door de open, beperkte of onderhandelingsprocedure met bekendmaking na te leven, zonder daarbij het risico te lopen de doeltreffendheid van de verdediging van de belangen van de gemeente in het gedrang te brengen, te meer vermits de dagvaarding reeds ingediend werd door het Gewest;

Overwegende dat de drie rechtsvorderingen ingediend op de zitting van 10 juni 2016 liggen in de lijn van de vordering gevraagd door het Gewest en de gemeente in 2014;

Gelet op de nieuwe gemeentewet en inzonderheid artikelen 234 – in het bijzonder het nieuwe 2de lid -, 236 en 270;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 6 juni 1978 om zijn bevoegdheden aan het schepencollege te delegeren inzake de keuze van de gunningswijze en van vastlegging van de lastvoorwaarden van de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten voor de opdrachten met betrekking tot het dagelijkse beheer van de gemeente, binnen de beperkingen van de kredieten die hiervoor in de gewone begroting ingeschreven zijn;

Gelet op de kredieten ingeschreven op artikel 1041/123-15 van de gewone dienst van de begroting 2016;

BESLIST:

Te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking om de belangen van de gemeente te verdedigen in het kader van de milieustakingsvordering die zij wenst aan te tekenen tegen het spreidingsplan van de vluchten rond de luchthaven Brussel-Nationaal in toepassing van artikel 26 §1, 1° van de wet van 15 juni 2006;

Meester Thomas Hauzeur, advocaat te Brussel, gespecialiseerd in milieuwetgeving en auteur van meerdere artikelen over geluidsoverlast veroorzaakt door de luchthaven Brussel-Nationaal, aan te stellen met het oog op het indienen van een rechtstreekse dagvaarding tegen de Belgische Staat ten einde de milieuovertredingen te doen stopzetten, of op zijn minst, van een verzoekschrift in tussenkomen, in het kader van de drie stakingsvorderingen opgezet door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

De uitgave in te schrijven op artikel 1041/123-15 van de gewone dienst van de begroting 2016.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Monsieur Ghyssele explique que Forest interviendra dans les trois actions en cessation environnementale, à savoir :

- le survol de Bruxelles entre 6h et 7h du matin ;**
- le survol des communes situées de part et d'autre du Canal, sur la "route du Canal" ;**
- le survol de l'est de la Capitale, le virage à gauche.**

De heer Ghyssele legt uit dat Vorst in de drie vorderingen zal tussenkomen, namelijk:

- het overvliegen van Brussel tussen 6 en 7 uur 's morgens;**
- het overvliegen van de gemeenten die zich in de Kanaalroute bevinden;**
- het overvliegen van het oosten van de hoofdstad, de bocht naar links.**

Secrétariat - Secretariaat

35 La rénovation du Parc Marconi (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal).

Interpellation au Collège communal concernant la rénovation du Parc Marconi

Monsieur le Bourgmestre,

Je voudrais faire le point sur la rénovation du Parc Marconi. Le chantier a débuté il y a plus d'un an, et était censé se terminer au « printemps 2016 », si on reprend les documents du Contrat de quartier encore présent sur le blog aujourd'hui.

Le chantier a bien avancé, la rénovation semble prometteuse, mais les travaux semblent à l'arrêt depuis quelques semaines, un chantier a par ailleurs lieu dans une habitation voisine mais avec les échafaudages dans le parc, et rien n'est indiqué sur un délai de retard autour du Parc.

Pouvez-vous donc faire le point avec nous sur l'avancement du chantier ? Quand est-il prévu dorénavant que le Parc soit ré-ouvert pour que chacun puisse bénéficier des investissements qui y ont été consentis ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken
Conseiller communal

De renovatie van het Marconipark (op vraag van Mijnheer Hacken, gemeenteraadslid).

(Aanvullend)

Vorst, 20 januari 16

Interpellatie van het College betreffende de renovatie van het Marconipark

Geachte heer Burgemeester,

Graag zou ik te weten komen wat de stand van zaken is betreffende de renovatie van het Marconipark. De werkzaamheden zijn meer dan een jaar geleden begonnen en hadden "in de lente van 2016" voltooid moeten zijn, aldus de documenten van het Wijkcontract die vandaag nog op de blog te vinden zijn.

De werken zijn flink gevorderd en de renovatie is veelbelovend, maar de werkzaamheden lijken sinds een aantal weken stil te liggen. Er zijn trouwens werken uitgevoerd in een naburige woning maar met

stellingen in het park, en er is geen nieuws over de duur van de vertraging voor wat het Park betreft.

Zou u me dus kunnen vertellen hoe het zit met de vordering van de werkzaamheden? Wanneer staat de heropening van het Park, waardoor iedereen van de goedgekeurde investeringen kan genieten, nu op het programma?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Laurent Hacken
Gemeenteraadslid

Monsieur Spapens répond que les travaux ont pris du retard à cause du fait qu'il pleut énormément et cela a des conséquences sur l'enracinement des plantes et également à cause des travaux juste à côté du parc où un permis a été délivré pour faire des baies dans le mur. Il aurait été dommage de refaire tout le crépi du mur, alors qu'après, le voisin allait y faire des trous. Le creusement de ses baies permettra un plus grand contrôle social. L'ouverture du parc est prévue pour la fin du mois d'août.

De heer Spapens antwoordt dat de werken vertraging hebben opgelopen door de onophoudelijke regenval, wat gevolgen heeft voor het inwortelen van de planten en ook omdat er een bouwvergunning werd afgeleverd om muuropeningen te maken in de muur die zich naast het park bevindt. Het zou spijtig geweest zijn om het pleisterwerk van de muur te herstellen als de burens er daarna gaten in zouden maken. Het boren van deze muuropeningen zal een grotere sociale controle toelaten. De opening van het park is voorzien tegen eind augustus.

1 annexe / 1 bijlage

TR Interpellations pour le prochain conseil communal.msg

-
- 36 **La révision du ROI des écoles communales, en particulier la gestion des retards et de l'accès à l'école (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal). (Complémentaire)**

Forest, le 20 janvier 16

Interpellation au Collège communal concernant le révision du ROI des écoles communales, en particulier la gestion des retards et de l'accès à l'école

Monsieur le Bourgmestre,

Le 26 janvier dernier, j'interrogeais le Collège sur les nouvelles directives concernant les accès et sorties d'école.

Vous aviez en effet décidé de ne plus accepter les enfants qui arrivent en retard dès le 2^{ème} retard ! Si nous vous rejoignons dans l'importance de faire respecter la ponctualité, une marque de respect élémentaire de toute vie en société, la mesure semblait plus que disproportionnée, puisqu'elle pénalisait un enfant pour un problème qui est souvent de la responsabilité des parents, et qu'elle était par ailleurs en contradiction avec le principe de l'obligation scolaire qui est inscrite dans notre Constitution.

Vous m'aviez répondu que la mesure serait évaluée d'ici à la fin de l'année, puisque vous travailliez justement à une modification du règlement d'ordre intérieur de nos écoles, règlement qui comprend les dispositions relatifs aux absences et aux retards.

Je voudrais donc faire le point avec vous sur cette réforme :

- Où en êtes-vous ? Nous avons tous été informé du fait qu'un conseil de participation a eu lieu le 30 mai dernier, où l'objectif était de présenter ce règlement, cela signifie-t-il qu'il est à vos yeux déjà adopté, sans même être passé au Conseil communal ? Ou s'agissait-il d'un projet qui était discuté pour être encore éventuellement adapté suite aux remarques, avant de passer dans ce Conseil ? Est-il déjà validé par le Collège ?
- Vous semblez persister dans votre volonté de mettre en place des sanctions extrêmes et pédagogiquement peu efficace, puisqu'il semble que vous mainteniez l'exclusion de l'élève pour la matinée, mais à partir du 4^{ème} retard. Est-ce que c'est bien ce qui est prévu ? Vous allez me dire que 3 retards sur l'année, c'est une tolérance suffisante. Il n'empêche que vous ne pouvez pas laisser un enfant dans la rue, ou même le ramener à ses parents, comme vous semblez vouloir le prévoir dorénavant. Votre ROI sera rapidement invalidé par les instances de tutelle.

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken
Conseiller communal

De herziening van het HR van de gemeentescholen, in het bijzonder het beheer van laattijdige aankomst en van de toegang tot de school (op vraag van de Mijnheer Hacken, gemeenteraadslid).
(Aanvullend)

Vorst, 20 januari 16

Interpellatie van het College betreffende de herziening van het HR van de gemeentescholen, in het bijzonder het beheer van laattijdige aankomst en van de toegang tot de school

Geachte heer Burgemeester,

Op 26 januari jl. stelde ik het College een vraag betreffende de nieuwe richtlijnen aangaande de toegang tot en het verlaten van de scholen.

U had immers beslist kinderen de toegang te weigeren vanaf de tweede keer dat ze te laat kwamen. Wij zijn het met u eens wat betreft het belang van stiptheid - een teken van respect dat van elementair belang is voor elk samenleven - maar de maatregel leek meer dan buiten proportie, aangezien hier kinderen met problemen die vaak aan de ouders te wijten mee gestraft worden en dit overigens in tegenspraak is met de schoolplicht die in onze Grondwet vermeld staat.

U heeft me geantwoord dat de maatregel tegen het eind van het jaar geëvalueerd zou worden, aangezien u net aan een wijziging van het huishoudelijk reglement van onze scholen werkte - een wijziging die ook betrekking had op de bepalingen inzake afwezigheden en laattijdigheden.

Graag had ik van u vernomen wat de stand van zaken is:

- Hoever staat u ermee? Wij werden allen op de hoogte gebracht van het feit dat er op 30 mei jl. een participatieraad heeft plaatsgevonden om dit reglement voor te stellen. Betekent dit dat dit in uw ogen reeds is aangenomen, zonder zelfs aan de Gemeenteraad te zijn voorgelegd? Of ging het om een project dat nog ter discussie lag om vervolgens, op basis van de opmerkingen, aangepast te worden voor het aan de Raad zou worden voorgelegd? Werd het al goedgekeurd door het College?
- Het lijkt erop dat u bij uw wens blijft om extreme en pedagogisch weinig efficiënte straffen in te voeren, aangezien u de uitsluiting van leerlingen voor de ochtend lijkt te willen behouden, zij het vanaf de vierde keer dat ze te laat komen. Is het dat wat voorzien wordt? Nu zult u me zeggen dat drie laattijdigheden per jaar blijk geeft van voldoende tolerantie. Maar dat verandert niets aan het feit dat men geen kind op straat mag laten of zelfs naar zijn ouders terugbrengen, zoals u nu lijkt te willen doen. Uw HR zal dan ook snel door de toezichthoudende instanties ongeldig worden verklaard.

Ik dank u voor uw antwoorden.

Laurent Hacken
Gemeenteraadslid

**Monsieur Ghyssele répond que l'approbation de ce règlement est une compétence du conseil.
L'échevine a une grande volonté de concerter, elle a rencontré les associations de parents, les**

enseignants, les directions, elle a tenu un conseil de participation, alors que ce n'était pas obligatoire. Il est sorti de cette réunion que tout le monde était d'accord sur le respect des horaires. Un règlement sans sanctions ne fonctionne pas. Le règlement sera soumis au prochain conseil.

Madame Plovie intervient : Ecolo demande des mesures adéquates. Le renvoi des enfants va trop loin. Elle dit qu'il faut écouter les enseignants, mais on ne peut pas exclure des enfants. Il faut aller voir comment ça fonctionne dans d'autres écoles. Ecolo est contre l'exclusion des enfants en cas de non-paiement de certaines factures. Elle se réjouit qu'une discussion avec le CPAS peut avoir lieu sur cette question.

Madame El Yousfi dit qu'elle ne discute pas d'un règlement qui n'est pas soumis à approbation. Le débat doit avoir lieu au moment où le règlement sera mis à l'ordre du jour et pas avant.

Monsieur Hacken dit que le cdH n'est pas pour un règlement sans sanctions et que la ponctualité est essentielle mais qu'il y a d'autres écoles sur le territoire de Forest où le problème ne se pose pas. Il faut réfléchir à d'autres sanctions comme des retenues par exemple, mais exclure un enfant c'est inacceptable.

Monsieur Ghysse invite les conseillers à venir avec des propositions lors des commissions réunies le 4 juillet.

De heer Ghysse antwoordt dat de goedkeuring van dit reglement onder de bevoegdheid van de gemeenteraad valt. De bevoegde schepen heeft veel overleg gepleegd, ze heeft de ouderverenigingen ontmoet, de leerkrachten, de directies; ze heeft een participatieraad georganiseerd, ook al was dat niet verplicht. Uit die vergadering hebben wij kunnen opmaken dat iedereen het eens is over het feit dat de uurroosters moeten gerespecteerd worden. Een reglement zonder sancties werkt niet. Het reglement zal aan de volgende gemeenteraad voorgelegd worden.

Mevrouw Plovie komt tussenbeide: Ecolo vraagt gepaste maatregelen. Het terugsturen van een kind is een maatregel die te ver gaat. Ze zegt dat er naar de leerkrachten moet geluisterd worden, maar men mag de kinderen niet uitsluiten. Ecolo is tegen het feit dat men kinderen uitsluit wanneer facturen niet betaald worden. Ze is tevreden dat hierover met het OCMW wordt onderhandeld.

Mevrouw El Yousfi zegt dat zij niet onderhandelt over een reglement dat niet ter goedkeuring is voorgelegd. Het debat moet gehouden worden op het ogenblik dat het op de dagorde geplaatst wordt, en niet vroeger.

De heer Hacken zegt dat de cdH geen voorstander is van een reglement zonder sancties en dat

stiptheid essentieel is, maar dat er andere scholen op het grondgebied van Vorst zijn waar het probleem zich niet voordoet. Men moet nadenken over andere straffen, zoals het nablijven van het kind, maar een kind de toegang tot de school weigeren, is onaanvaardbaar.

De heer Ghysselels nodigt de gemeenteraadsleden uit om met voorstellen te komen tijdens de verenigde commissies van 4 juli.

1 annexe / 1 bijlage

TR Interpellations pour le prochain conseil communal.msg

Levée de la séance à 21:00
Opheffing van de zitting om 21:00

La Secrétaire communale,
De Gemeentesecretaris,
Betty MOENS

Le Bourgmestre – Président,
De Burgemeester – Voorzitter,
Marc-Jean GHYSSELS